

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION GENERALE DE L'INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE**

GOUVERNEMENT MALGACHE

BANQUE MONDIALE (*Projet PAIGEP*)

E . P . M	ENQUETE PRIORITAIRE AUPRES DES MENAGES RAPPORT PRINCIPAL
	Direction des Statistiques des Ménages
	Février 1999

PREFACE

L'Enquête Prioritaire auprès des ménages de 1997 (EPM-97) est une continuité et une actualisation de l'Enquête Permanente auprès de Ménages (EPM-93) réalisée par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) en 1993, financée par la Banque mondiale et ayant pour principal objectif de fournir des données exhaustives sur les ménages malgache permettant de comprendre l'impact des mesures d'ajustement sur les ménages, de revoir éventuellement les programmes d'ajustement et d'amortir les chocs correspondants. Les résultats de la première enquête ont été déjà publiés en 1996 et qui, dus à leur qualité et leur richesse, ont été servis de données de référence pour plusieurs études thématiques effectuées par de nombreux organismes gouvernementaux, nationaux et internationaux (profil de la pauvreté à Madagascar, mis en place de l'indice des prix au niveau national, élaboration d'un modèle d'équilibre général calculable, étude de la sécurité alimentaire,...). L'EPM-97 répond toujours au souci de doter le Gouvernement Malgache d'un système d'information hiérarchisé afin d'évaluer de façon périodique l'impact des politiques d'ajustement structurel sur la population malgache en général et sur les couches de population les plus vulnérables en particulier.

La Banque mondiale à travers le Projet d'Appui Institutionnel à la Gestion Publique a financée l'EPM-97. L'un des volets de l'INSTAT dans ce projet vise justement à renforcer les capacités et les compétences de l'Institut dans la collecte, le traitement et l'analyse des informations sur les conditions de vie des ménages, dans une perspective d'aide à la décision pour la conception des politiques de développement adéquates.

L'EPM-97, dont les résultats font l'objet de ce présent rapport, fournit des informations détaillées sur le comportement de la consommation des ménages malgaches, le niveau et la structure des revenus des ménages, la santé, l'éducation, l'emploi et les conditions d'activités, les activités agricoles, les conditions d'habitation et les performances des petites entreprises individuelles non agricoles à Madagascar. Ces informations sont précieuses pour la compréhension du comportement des ménages malgaches et aideront les décideurs publics et privés pour le choix d'une meilleure stratégie d'amélioration des conditions de vie des ménages et de ses membres.

AVANT PROPOS

L'Enquête Prioritaire auprès des Ménages en 1997 s'attache à collecter des renseignements multi-thèmes sur les conditions de vie des ménages malgaches. L'Enquête sur terrain a duré trois mois environ et couvre l'ensemble de l'île. Le questionnaire de l'enquête comporte plusieurs thèmes (Démographie, Migration, Santé, Education, Emploi, Logement, Agriculture, Entreprises non agricoles, Revenus, Dépenses, Avoirs des ménages, Anthropométrie) et accorde un poids particulier à la partie 'Dépenses des ménages'.

La conception et l'organisation technique et financière de ce type d'enquête sont réalisées par l'équipe technique et le personnel de la Direction des Statistiques des Ménages (DSM) dirigés par Jean RAZAFINDRAVONONA, Directeur des Statistiques des Ménages. La collecte des données a été assurée par des enquêteurs, des contrôleurs et des superviseurs régionaux recrutés et formés sur place.

L'organisation de la collecte a été réalisée en collaboration étroite avec les chefs de services régionaux suivants :

- Madame RAHARIMANANA Beby, Chef de Service régional de la Statistique à Antsiranana et MM. :
- RAKOTOVAO Francis, Chef de service régional à Antananarivo ;
- RANAIVOARIMANANA Honoré, Chef de Service régional à Antsirabe ;
- RABEMANANJARA Fils Pierre, Chef de Service régional à Toamasina ;
- RANDRIANANTENAINA Paulin, Chef de Service régional à Mahajanga ;
- RANDRIANJANAKA Naina, Chef de Service régional à Fianarantsoa ;
- ZOUZOU Olivier, Chef de Service régional à Toliary.

Le traitement, l'analyse des données et la rédaction du rapport ont été réalisés par :

- Madame RANALIZAKA Bodo, Chef de Service des Prix à la Consommation de la DSM et MM. ;
- RABESON Narisoa, Chef de Service de la Méthodologie et de la Collecte, DSM ;
- RAJEMISON Harivelo, Chef de Service du Patrimoine et des Conditions de Vie, DSM ;
- RAKOTOMANANA Faly Hery, Chef de Service de l'Emploi et du Revenu, DSM ;
- RAZAFIMANANTENA Tiaray, Statisticien-Economiste, DSM ;
- RAHARISON Julian Tiana, Informaticien, DSM ;
- RAKOTOMALALA Andriamampianina, Statisticien-Economiste, Projet MADIO ;
- RAZAFIMANDIMBY Jules, Service Statistique du Ministère de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base ;
- RAKOTOMALALA Rémi, Service des Informations Sanitaires pour la Gestion du Ministère de la Santé ;
- RANDRINIRIANA Auguste, Service de Sécurité Alimentaire du Ministère de l'Agriculture.

Les personnes qui ont participé à l'organisation de l'enquête sont :

- RANDRIAMIARINA Dorothee,
- RAMIAKATRARIVO Ony Fanja,
- RAKOTONIAINA A. Niry, Comptable du Projet.

Cette enquête a pu bénéficier du financement de la Banque mondiale à travers le Projet d'Appui Institutionnel à la Gestion Publique et l'Institut National de la Statistique remercie vivement les ménages qui ont accepté de collaborer à la réalisation de cette opération.

Le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique

Philippe RAJAobelina

I. PRESENTATION DE L'ENQUETE PRIORITAIRE

I.1- Introduction

Les Programmes d'Ajustement Structurel, visant l'équilibre des finances publiques et le recentrage des actions de l'Etat tout en privilégiant les finalités économiques du développement, ont négligé au début les conséquences sociales des mesures prises, notamment la détérioration des conditions de vie des couches les plus vulnérables de la population.

La nécessité de prendre en compte cet autre aspect du développement s'est concrétisée par le lancement, en 1987, par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Banque africaine pour le Développement (BAD) et la Banque Mondiale du programme dit Dimension Sociale de l'Ajustement (DSA). Ainsi l'exécution de tout programme nécessite un système d'informations sur lesquelles se baseront toutes les réflexions théoriques. Dans ce sens, la première enquête intégrale (EPM) réalisée en 1993/1994 et l'Enquête sur les Priorités (plus communément appelé " Enquête Prioritaire " (EP) s'inscrivent dans le cadre de ce processus auquel la Banque Mondiale, à travers le PAIGEP actuel, assure le financement et confie à l'INSTAT l'exécution et la publication de toutes les informations relatives aux conditions de vie des ménages.

I.2- Méthodologie de l'enquête

I.2.1- Objectifs

Fournir au Gouvernement et aux Autorités Malgaches, de façon périodique, des données récentes multi-thèmes sur les conditions de vie des ménages malgaches, permettant essentiellement de :

- suivre le niveau de vie des malgaches par l'actualisation des indicateurs sur le profil de pauvreté ;
- actualiser la Matrice de Comptabilité Sociale de Madagascar ;
- actualiser le Modèle d'Equilibre Général Calculable sur Madagascar ;
- suivre l'évolution de la situation nutritionnelle ;
- actualiser les données sur le secteur informel ;
- mettre à jour le panier de la ménagère ;
- prendre en compte les aspects sociaux dans la formulation des politiques économiques.

I.2.2- Groupes cibles

Les groupes cibles de l'analyse de la pauvreté sont les salariés (publics et privés) et les indépendants en milieu urbain, les cultivateurs, les éleveurs et les pêcheurs en milieu rural.

I.3- Plan de sondage

L'objectif principal du plan de sondage est de fournir un échantillon représentatif au niveau national, par faritany et par milieu des variables étudiées et des groupes cibles afin de bien mesurer les différents indicateurs y afférent.

La base de sondage a été constituée par l'échantillon-maître issu du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de l'année 1993. L'unité est la zone de dénombrement (ZD) dont la taille est connue en termes de nombre de ménages dénombrés.

La taille de l'échantillon a été fixée de 6.350 ménages répartis dans les 274 zones de dénombrement tirées. Dans les Grands Centres Urbains (GCU), 20 ménages par ZD ont été tirés de façon systématique tandis qu'en milieu rural et dans les Centres Urbains Secondaires (CUS), 25 ménages par ZD sont sélectionnés par le même processus de tirage.

Un dénombrement des ménages dans chaque zone de dénombrement sélectionnée a été réalisé et le tirage des ménages à enquêter a été effectué sur la base de la liste de dénombrement établie.

I.4- Organisation de la collecte

I.4.1- Durée de la collecte

En tenant compte de l'accessibilité des lieux, de la vitesse de remplissage et de contrôle des données par les agents de terrain, l'opération de collecte a duré 3 mois, du 01/10/97 au 31/12/97.

I.4.2- Equipe de collecte

L'équipe centrale de la Direction des Statistiques des Ménages, ayant participé à cette opération de collecte de données, a assuré la formation des enquêteurs et contrôleurs.

Les équipes périphériques constituées par les 7 Chefs de services régionaux, premiers responsables de l'INSTAT dans leurs régions respectives, ont été étroitement associées au processus de conception, de formation et de collecte. Ils ont pleinement participé à la coordination et à la réalisation de leurs opérations respectives, soutenus chacun par un superviseur.

L'enquête a été effectuée par 46 équipes dont chacune est constituée d'un contrôleur et de deux enquêteurs.

I.4.3- Mode de collecte

Faute de listes récentes de ménages, chaque équipe a dû établir sa propre liste dans chaque zone de dénombrement. Les enquêteurs de chaque équipe ont assumé cette tâche dès leur arrivée sur le lieu de l'enquête. A partir des listes de ménages ainsi dénombrés le contrôleur de l'équipe, après avoir calculé le pas de tirage et affecté un nombre aléatoire pour le premier ménage, tirait par le procédé de tirage systématique, un échantillon de 20 ou 25 ménages à enquêter par zone suivant le milieu.

La réalisation de l'entrevue est assurée par les enquêteurs dans la journée, suivie dans la soirée d'une petite réunion au niveau de chaque équipe afin de pouvoir contrôler les questionnaires remplis, et ceci durant toute la période de collecte.

Chaque ménage est normalement visité en un seul passage avec nécessité de la présence du chef de ménage ou d'un des membres du ménage considéré comme responsable des décisions importantes, ceci dans le but d'avoir une vision rétrospective sur une année.

I.4.4- Description des documents d'enquête :

Deux types de questionnaires ont été utilisés lors de cette enquête :

1.- Le questionnaire de l'enquête prioritaire, concernant les ménages, se décompose en 12 sections couvrant les thèmes suivants :

- les caractéristiques démographiques, permettant d'étudier la composition des ménages malgaches ;
- la migration, donnant une vue globale sur les raisons ainsi que le profil des flux migratoires ;
- la santé, en cas de maladie ou blessure des membres du ménage durant les 15 derniers jours précédant l'entrevue, la trajectoire du soin et le coût de consultation ;

- l'éducation, permettant de calculer les taux de scolarisation, de fréquentation et d'alphabétisation, en plus du niveau d'instruction des membres du ménage âgés de 4 ans et plus ;
- l'emploi, permettant d'obtenir la classification en groupes socio-économiques des ménages, l'activité des membres du ménage âgés de 7 ans et plus, le revenu du chef et du conjoint ou conjointe et le type d'activité pour les salariés ;
- logement et équipement - accès aux services, fournissant les caractéristiques du logement, le statut et l'environnement de l'habitation ;
- l'agriculture, donnant les principaux types d'élevage, les superficies exploitées, la production, la vente et l'importance de l'autoconsommation ;
- les entreprises non agricoles du ménage, informant sur les capacités et fonctionnement des entreprises du secteur formel ou informel ;
- les dépenses du ménage, permettant d'étudier la structure des dépenses des ménages, d'établir la ligne de pauvreté et de définir les groupes de pauvreté ;
- l'avoir des ménages, informant sur les investissements ou dépenses en capital ;
- les autres revenus du ménage, donnant les renseignements complémentaires contribuant au revenu du chef de ménage ;
- l'anthropométrie, permettant d'estimer l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans.

2.- Le questionnaire communautaire concernant les ZD, demandant des renseignements sur la disponibilité et l'accessibilité des infrastructures, de même que les priorités de développement des régions.

I.4.5- Caractéristiques des données

Le plan de sondage a permis de structurer l'échantillon comme suit :

a)- Par milieu

- Grand Centre Urbain :	31,5 %
- Centre Urbain Secondaire :	9,05 %
- Rural :	59,45 %

b)- Par zone de dénombrement

Tableau n°1
Répartition des zones de dénombrement de l'enquête prioritaire

Unité : en %				
FARITANY	Grand centre urbain	Centre urbain secondaire	Rural	ENSEMBLE
ANTANANARIVO	22,7	1,4	13,5	37,6
FIANARANTSOA	2,6	1,4	11,0	15,0
TOAMASINA	4,0	1,8	8,7	14,7
MAHAJANGA	3,2	1,1	7,3	11,6
TOLIARY	2,1	1,4	7,6	11,3
ANTSIRANANA	1,8	1,0	7,0	9,8
TOTAL	36,5	8,4	55,1	100

c)- Nombre total des ménages enquêtés par faritany et milieu

Tableau n°2
Répartition des ménages de l'échantillon de l'Enquête Prioritaire.

FARITANY	Grands centres urbains	Centres urbains secondaires	Rural	ENSEMBLE
ANTANANARIVO	1240	100	925	2265
FIANARANTSOA	140	100	750	990
TOAMASINA	220	125	600	945
MAHAJANGA	180	75	500	755
TOLIARA	120	100	525	745
ANTSIRANANA	100	75	475	650
TOTAL.....	2000	575	3775	6350

I.4.6- Contrôle des données au niveau de la collecte

Les contrôleurs, aidés par les enquêteurs, ont effectué les premiers contrôles sur terrain et les superviseurs vérifiaient systématiquement les données et les cohérences des informations reçues (sautes, population de référence, modalité déterminante, ...).

Le contrôle de vraisemblance des réponses au niveau des montants relatifs aux revenus et dépenses, accapare la majorité des temps de contrôle et nécessite un traitement informatique spécial pour être mises à jour directement après consultation des questionnaires.

I.4.7- Organisation de la saisie

La saisie des données a été centralisée à la Direction des Statistiques des Ménages, assurée par 9 agents de saisie et 3 vérificateurs de saisie pendant une durée de 3 mois et 3 mois pour les vérifications et corrections.

Le logiciel de saisie utilisé est l'**IMPS (Integrated Microcomputer Processing System)** version 3.1.

I.4.8- Contrôles des données au niveau du traitement informatique

Au niveau du traitement informatique, les types de contrôle suivants ont été effectués :

- Contrôle des identifiants, des omissions et des doublons ;
- Contrôles des variables à l'intérieur d'un enregistrement ;
- Contrôle des données à l'intérieur d'une section ;
- Contrôle des renseignements entre deux sections différentes ;
- Contrôles des vraisemblances des variables quantitatives sur les revenus et dépenses ;
- Contrôle des écarts ;
- Contrôle de la production agricole.

I.5- Qualité des données de l'Enquête Prioritaire

I.5.1- Taux de remplacement et taux de refus

Malgré une participation active de la masse, on a enregistré 1,18% de remplacements au niveau national et dont la moitié a été effectuée en milieu urbain d'Antananarivo. Le taux de refus a été de 0,03%, observé uniquement en milieu urbain. Les remplacements sont généralement dus à une absence prolongée des membres du ménage sur la période d'enquête.

Le tableau suivant récapitule les différents remplacements, en pourcentage par faritany et par milieu.

Tableau n°3

Unité : en %

FARITANY	Grands Centres urbains	Centres urbains secondaires	Rural	Total
ANTANANARIVO	0,58	0,14	0,05	0,77
FIANARANTSOA	0,01	-	0,05	0,06
TOAMASINA	-	-	0,08	0,08
MAHAJANGA	-	-	0,13	0,12
TOLIARY	-	-	0,08	0,08
ANTSIRANANA	-	0,06	-	0,06
ENSEMBLE	0,60	0,20	0,38	1,18

I.5.2- Dépenses et revenus

Une enquête prioritaire est une enquête multi-thème dont la section “ Dépense ” a le privilège d’être observée et traitée en détail sans minimiser les autres.

Dans un premier temps, le calcul de l’écart entre revenu et dépense de chaque ménage de l’échantillon était nécessaire pour mieux apprécier les déclarations faites par le ménage. Par la suite, on a pu déceler une confusion de réponses dans les dépenses ménagères des ménages ayant une entreprise non agricole utilisant les mêmes produits nécessaires aussi bien au ménage qu’à l’entreprise.

La seconde étape a consisté au contrôle plus approfondi des dépenses en se référant à la consommation moyenne par tête issue des résultats des enquêtes antérieures.

II. PRESENTATION GENERALE DES RESULTATS DE L'ENQUETE PRIORITAIRE

II.1- DEMOGRAPHIE

En plus des principaux objectifs déjà fixés par l'EPM centrés sur les conditions de vie des ménages, il a été nécessaire de faire ressortir les quelques caractéristiques des ménages et de leur membre. Le présent chapitre se rapporte à la population et à ses caractéristiques, aux ménages et enfin sur la migration des chefs de ménage.

II.1.1- Population

II.1.1.1- Effectif de la population

II.1.1.1.1- Vue d'ensemble

La population malgache est estimée à 13.500.000 individus selon les résultats de l'Enquête Prioritaire auprès des Ménages (EPM) de 1997. Parmi les personnes dénombrées, 49,8% sont du sexe masculin et 50,2% du sexe féminin soit une répartition équilibrée avec un rapport de masculinité estimé à 99 hommes pour 100 femmes. On constate que ce rapport a peu changé par rapport aux résultats des dernières opérations effectuées jusqu'à présent (RGPH de 1993, EPM de 1993-94, ENDS de 1997).

II.1.1.1.2- Milieu de résidence

Etant donné que l'échantillon de l'EPM est tiré de l'Echantillon-Maître (EM) issu du RGPH 1993, le concept "milieu urbain" est donc similaire à celui du RGPH. Il est constitué par "l'ensemble des chefs-lieux des Fivondronampokontany (préfectures ou sous préfectures) à part huit, dont Antananarivo-Avaradrano, Antananarivo Atsimondrano et tous les Fivondronampokontany II". Le reste constitue le "milieu rural". Le Tableau 1.1 présente la répartition de la population selon le sexe et par milieu de résidence.

Tableau n°1.1
Population par milieu de résidence selon le sexe

Unité : en %

Milieu de résidence	Effectif (%) (en colonne)	Sexe (en ligne)		
		Masculin	Féminin	Total
Capitale	5,3	48,7	51,3	100
Autres GCU	5,0	47,8	52,2	100
CUS	11,3	50,6	49,4	100
Rural	78,4	49,9	50,1	100
Ensemble	100,0	49,8	50,2	100

Source : Enquête Prioritaire 1997

Le Tableau 1.1 fait ressortir que plus des trois quarts (78,4%) de la population résident en milieu rural, et le reste est réparti dans le milieu urbain. On constate qu'il y a plus de femmes que d'hommes dans les GCU qu'en milieu rural, 98 contre 99 hommes pour 100 femmes. Ce phénomène pourrait traduire une plus grande mobilité des hommes en milieu rural et l'attrait des villes, notamment pour la recherche d'un emploi, pour les femmes.

Quant à la population urbaine qui représente 21,6% de la population totale, le pourcentage peut signifier dans une certaine mesure, le degré d'urbanisation encore modéré à Madagascar. Si on

considère l'importance de la population urbaine, près du quart (24,7%) se trouve dans la Capitale, et 23,3% dans les autres grands centres urbains. Par la suite, comme il a été déjà mentionné précédemment, les femmes sont beaucoup plus attirées par les villes. En effet, elles sont plus représentées que les hommes, le rapport de masculinité est de 95 hommes pour 100 femmes dans la capitale, 92 pour 100 femmes dans les autres grandes villes. En ce qui concerne particulièrement la capitale, l'implantation des complexes industriels, notamment, la création des "zones franches" dans le domaine textile, qui emploient beaucoup plus de main d'œuvre féminine, ont favorisé l'exode des femmes vers la capitale.

II.1.1.1.3- Faritany

La répartition de la population entre les six faritany du pays (Tableau 1.2) dénote un certain déséquilibre. Les deux faritany les plus peuplés, Antananarivo et Fianarantsoa, avec chacun plus de 2.500.000 habitants, comptent au total près de la moitié (48,4%) de la population totale du pays. Pour le faritany d'Antananarivo, la situation est en partie expliquée par la présence des deux grandes villes, Antsirabe et la capitale, cette dernière est une véritable métropole nationale. Quant à Antsiranana, avec 8,6% de l'effectif total, il reste le faritany le moins peuplé. Les enquêtes et recensement général récents ont montré que l'inégale répartition de la population est en généralement maintenue jusqu'à maintenant.

Tableau n°1.2
Répartition de la population par faritany selon le sexe

Unité : en %

Faritany	Effectif (en colonne)	Sexe (en ligne)		Total
		Masculin	Féminin	
Antananarivo	28,2	49,9	50,1	100
Fianarantsoa	20,2	49,2	50,8	100
Toamasina	16,5	50,2	49,8	100
Mahajanga	11,2	48,9	51,1	100
Toliary	15,5	50,6	49,4	100
Antsiranana	8,4	50,0	50,0	100
Ensemble	100,0	49,8	50,2	100

Source : Enquête Prioritaire 1997

D'après le tableau 1.2, les faritany comptent dans l'ensemble plus de femmes que d'hommes; ces derniers ne sont majoritaires que dans les faritany de Toamasina (50,2%), et de Toliary (50,6%). La prédominance féminine dans bon nombre de faritany s'expliquerait par le fait qu'elles sont attirées par les centres urbains à la recherche d'un emploi, et le déficit des hommes dans les autres faritany traduirait une migration inter faritany surtout en milieu rural.

II.1.1.2- Structure par âge de la population

II.1.1.2.1- Vue d'ensemble

La population estimée au cours de l'EPM de 1997 est en majorité très jeune comme le montre le Tableau 1.3 suivant qui donne une répartition de 100 personnes de chaque sexe par groupe d'âges. La structure de la population évoque les caractéristiques démographiques des pays en développement. En effet, pour l'ensemble du pays, 44,5% des individus des deux sexes ont moins de 15 ans. Cette proportion est presque également répartie entre sexe, 44,4% pour le sexe masculin et 44,7% pour le sexe féminin. On note que la moitié de la population est âgée de moins de 17,5 ans.

Tableau n°1.3
Répartition de la population par groupe d'âges selon le sexe et le milieu de résidence

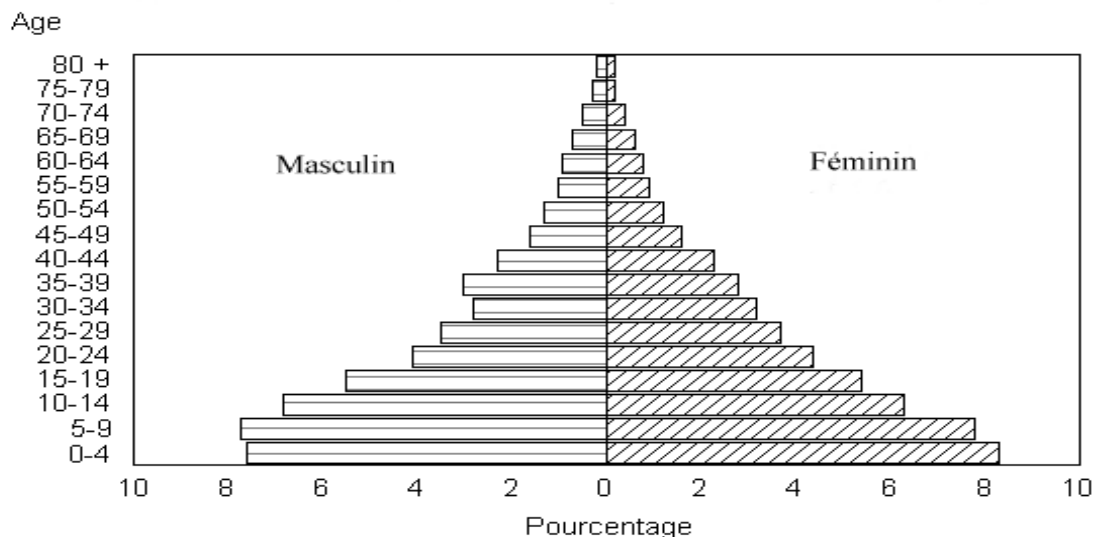
Unité : en %

Groupe d'âges	Milieu de résidence						Ensemble pays		
	Urbain			Rural					
	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
0-4	12,5	12,6	12,6	16,1	17,7	16,9	15,3	16,7	15,9
5-9	14,0	12,3	13,2	15,8	16,3	16,1	15,4	15,5	15,4
10-14	13,2	12,5	12,8	13,8	12,5	13,1	13,7	12,5	13,1
15-19	11,5	11,4	11,5	11,0	10,5	10,7	11,1	10,7	10,9
20-24	8,4	9,5	8,9	8,1	8,5	8,3	8,2	8,7	8,4
25-29	8,3	8,7	8,5	6,6	7,1	6,9	7,0	7,4	7,2
30-34	6,8	7,5	7,2	5,3	6,2	5,8	5,7	6,5	6,1
35-39	6,7	6,7	6,7	5,8	5,4	5,6	6,0	5,7	5,8
40-44	4,8	5,1	5,0	4,5	4,5	4,5	4,6	4,6	4,6
45-49	4,1	4,1	4,1	3,0	3,1	3,0	3,2	3,3	3,2
50-54	2,9	2,8	2,9	2,6	2,4	2,5	2,7	2,5	2,6
55-59	2,3	1,8	2,1	1,9	1,7	1,8	2,0	1,7	1,9
60-64	1,8	1,5	1,7	1,8	1,7	1,7	1,8	1,6	1,7
65-69	0,9	1,7	1,3	1,5	1,1	1,3	1,3	1,2	1,3
70-74	0,8	0,9	0,9	1,0	0,8	0,9	0,9	0,8	0,9
75-79	0,6	0,4	0,5	0,6	0,4	0,5	0,6	0,4	0,5
80 et +	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4	0,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête Prioritaire 1997

L'âge moyen de la population est de 21,7 ans, et il n'y a pas tellement de différence entre les deux sexes: 22,0 ans pour le sexe masculin contre 21,5 ans pour le sexe féminin. Quant aux personnes d'âges économiquement actifs c'est à dire 15 à 64 ans, elles constituent plus de la moitié (52,3 %) de la population, et la proportion des personnes âgées c'est à dire 65 ans et plus est faible : 3,2 %. Etant donné que le nombre d'inactifs (0-14 ans et 65 ans et plus) est moins important que celui des actifs potentiels (15-64 ans), le ratio de dépendance économique, c'est à dire le rapport des inactifs (0-14 ans et 65 ans et plus) et des personnes d'âges actifs (15-64 ans), est de 91%.

Graphique 1.1
Pyramide des âges de la population, ensemble du pays



Source : Enquête Prioritaire 1997

Quant à la structure de la pyramide des âges (Graphique 1.1), malgré les quelques irrégularités trouvées dans certains groupes d'âges, notamment pour la population masculine (34-39 ans), elle fait ressortir les principales caractéristiques suivantes :

- une large base montrant la prédominance des jeunes ;
- un rétrécissement rapide au fur et à mesure que l'on avance vers les âges élevés ;
- un déficit des effectifs masculins aux groupes d'âges 25-49 ans, conséquence probable de la surmortalité masculine.

II.1.1.2.2- Milieu de résidence

On a observé que la population urbaine comporte plus de femmes, 50,5% contre 50,1% pour la population rurale. Par rapport à la population urbaine, la population rurale présente les caractéristiques suivantes :

- la moitié des ruraux ont moins de 16,8 ans contre 20,0 pour les citadins ;
- la moitié des femmes rurales ont moins de 16,7 ans contre 20,5 pour les femmes urbaines ;
- la moitié des ruraux de sexe masculin ont 17,0 ans alors que cet âge médian est de 19,5 ans en milieu urbain ;
- un âge moyen de 21,3 ans en milieu rural contre 23,5 en milieu urbain ;
- un âge moyen de 21,7 ans pour la population masculine contre 23,2 en milieu urbain et
- un âge moyen de 20,9 ans pour la population féminine contre 23,8 en milieu urbain.

Ces quelques indicateurs montrent que la population rurale présente une structure plus jeune que la population urbaine. Par ailleurs, le Tableau 1.3 indique que, quel que soit le milieu de résidence, les effectifs par âge diminuent rapidement lorsqu'on tend vers les âges avancés.

Quant aux pyramides des âges des deux populations, elles présentent la structure générale de la population totale, avec une base assez large, cependant pour le milieu rural faisant ainsi apparaître l'importance de la fécondité dans ce milieu. Toutefois, la structure des deux populations est marquée par les migrations, qui se traduirait par l'importance des effectifs aussi bien masculin que féminin en milieu urbain qu'en milieu rural surtout aux âges actifs (15-64 ans). On observe par la suite, un rétrécissement plus rapide de la pyramide urbaine vers le sommet, caractérisant la migration de retour en milieu rural.

Ces caractéristiques observées montrent :

- l'importance des jeunes de moins de 15 ans en milieu rural (46,1%) qu'en milieu urbain (38,6%) ;
- une proportion de 58,4% de personnes aux âges actifs en milieu urbain contre 50,8% en milieu rural.

Ainsi, le nombre d'inactifs plus important que celui des actifs potentiels en milieu rural conduit à un rapport de dépendance plus élevé en milieu rural qu'en le milieu urbain, 97 dépendants pour 100 personnes d'âges actifs contre 71 en milieu urbain. On note par la suite que les femmes en âge de procréer (15-49 ans) représentent 45,3% de la population féminine rurale contre 53,0% en milieu urbain. Ce qui signifie que de nombreuses tâches de développement socio-économique reposent sur elles et sur les enfants.

Si on considère maintenant la capitale proprement dite, elle présente les caractéristiques suivantes :

- un âge moyen égal à 24,9 ans, plus élevé chez les hommes (25,1 ans) que chez les femmes (24,6 ans) ;
- la moitié de la population a moins de 22 ans quel que soit le sexe ;

- les moins de 15 ans ne représentent que 33,1% de la population totale ;
- les personnes d'âges économiquement actifs sont très importantes, 64,2% et les personnes âgées (65 ans et plus) ne constituent que 2,7% de l'effectif total et ;
- les femmes en âge de procréer représentent 56,9% de la population féminine.

Ces résultats dénotent une structure plus vieille de la population de la capitale par comparaison à celles des autres milieux. Ensuite, vu l'importance de la population d'âges actifs, la population à charge pour 100 actifs n'est que de 57 dépendants dans la capitale.

II.1.1.2.3- Rapport de dépendance

Compte tenu des objectifs de l'EPM, il a été jugé intéressant de faire sortir la répartition des "rapports de dépendance" par quintile de dépenses courantes totales par tête selon les faritany ; les résultats sont présentés dans le tableau 1.4.

D'après les résultats du tableau 1.4, Fianarantsoa est le faritany qui a le plus faible rapport de dépendance. Le rapport de dépendance dans le premier quintile est de 97 dépendants pour 100 personnes d'âge actif, tandis qu'il est de 54 dépendants pour 100 personnes d'âge actif pour les plus riches. Par contre, Toliary est considéré comme le faritany le plus pauvre selon le rapport de dépendance. En effet, il présente le plus grand nombre de dépendants dans le premier quintile, avec 124 dépendants pour 100 personnes d'âge actifs. Le classement des autres faritany selon un rapport de dépendance du premier quintile est la suivante: Mahajanga : 123 dépendants pour 100 personnes d'âge actifs, Antananarivo (120%), Antsiranana (114%) , et enfin Toamasina (112%).

En définitive, quels que soient les faritany, les plus pauvres ont les rapports de dépendance les plus forts, généralement supérieurs à 100%. Quant au plus riches, ce rapport se situe entre 50 et 70 dépendants pour 100 personnes d'âge actifs.

Tableau n°1.4
Rapport de dépendance par quintiles de dépenses courantes totales selon les faritany

Unité : en %

Faritany	Quintile				
	Plus pauvre	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riche
Antananarivo	120,5	107,6	89,7	80,5	53,7
Fianarantsoa	96,6	94,4	91,1	80,6	54,7
Toamasina	112,2	92,5	91,5	72,4	47,2
Mahajanga	122,6	112,5	91,9	72,8	57,5
Toliary	124,4	105,2	110,0	94,9	69,4
Antsiranana	114,5	130,5	109,1	77,4	64,4

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.1.2- Ménage

II.1.2.1- Données globales

II.1.2.1.1- Concept et définition

L'Enquête Prioritaire auprès des Ménages a été effectuée auprès des ménages dits "ordinaires". Le concept "ménage ordinaire" a été défini comme "l'ensemble des différents membres, apparentés ou non, vivant ensemble dans le même logement, mettant en commun leurs ressources et satisfont en commun l'essentiel de leurs besoins alimentaires et autres besoins vitaux. Les membres du ménage reconnaissent l'autorité d'une seule personne appelée Chef de ménage".

II.1.2.1.2- Vue d'ensemble

Par l'EPM de 1997, les ménages malgaches ont été estimés à 2 750 000, dont 635 000 en milieu urbain et 2 115 000 en milieu rural ; soit respectivement 23,1% et 76,9%. Le tableau 1.5 suivant donne la répartition des ménages selon le milieu de résidence et les faritany.

Tableau n°1.5
Effectif et répartition des ménages par faritany et milieu de résidence

Unité : en %

Faritany	Ménage	
	Effectif (en milliers)	Pourcentage
Urbain	635	23,1
Rural	2 115	76,9
Antananarivo	767	27,9
Fianarantsoa	528	19,2
Toamasina	459	16,7
Mahajanga	323	11,7
Toliary	431	15,7
Antsiranana	242	8,8
Ensemble pays	2 750	100

Source : Enquête Prioritaire 1997

Lorsqu'on examine la répartition des ménages par faritany, on constate que les faritany d'Antananarivo et de Fianarantsoa renferment le plus grand nombre de ménages, avec respectivement 27,9% et 19,2% des ménages de l'ensemble du pays. Ces proportions inférieures à celles de leurs populations indiquent ces faritany ont les plus grandes tailles de ménages. Par contre, le faritany d'Antsiranana contient la plus faible proportion des ménages (8,8%) qui, confrontée avec celle de sa population 8,4%, indique une taille des ménages inférieure à la moyenne nationale..

II.1.2.2- Taille des ménages

II.1.2.2.1- Vue d'ensemble

Pour l'ensemble de Madagascar, un ménage comporte en moyenne 4,9 personnes : cette taille est ainsi restée quasi stable entre 1993 et 1997. D'une manière générale, les ménages dont le chef est un homme ont une taille plus élevée que les ménages dont le chef est une femme (5,2 contre 3,7 personnes). Au niveau du milieu de résidence, la taille moyenne d'un ménage rural est supérieure à celle du milieu urbain, 5,0 contre 4,6 personnes. On constate par la suite, que les hommes chefs de ménage en milieu rural ont une taille de ménage supérieure à celles du milieu urbain (5,3 contre 4,8 personnes). Et inversement, la taille moyenne des ménages à chefs de ménage féminin est légèrement supérieure en milieu urbain qu'en milieu rural (3,8 contre 3,5 personnes).

Tableau n°1.6
Taille moyenne des ménages selon le sexe du chef de ménage et le milieu de résidence

Unité : en %

Sexe du chef de ménage	Milieu de résidence			Total
	Capitale	Urbain	Rural	
Masculin	4,6	4,8	5,3	5,2
Féminin	4,1	3,8	3,6	3,7
Ensemble	4,5	4,6	5,0	4,9

Source : Enquête Prioritaire 1997

Dans la Capitale, la taille moyenne d'un ménage est de 4,5 personnes. Par rapport à la taille moyenne des autres milieux, on constate que les ménages dirigés par les femmes ont une taille

moyenne plus élevée dans la capitale (4,1 personnes). Ce fait est caractérisé par l'importance des femmes chefs de ménage, en rupture d'union (en particulier les veuves 56,5%) qui vivent avec leurs enfants dans la Capitale (cf. Etat matrimonial des chefs de ménage).

II.1.2.2.2- Faritany

L'observation du Tableau 1.7 montre que les tailles moyennes au niveau des faritany n'ont pas subi une variation importante par rapport aux résultats des enquêtes antérieures (RGPH-93, EPM-93, EDS -97). On constate également que le classement des faritany selon la taille de ménage reste inchangé. Ainsi, les faritany pourraient être classés en trois groupes selon la taille moyenne des ménages :

- Fianarantsoa et Antananarivo se distinguent par leur taille moyenne supérieure à la moyenne nationale, respectivement de 5,2 et 5,0 personnes ;
- Mahajanga et Antsiranana présentent des tailles de ménages inférieures à la moyenne, et ;
- Toamasina et Toliary avec chacun 4,9 personnes par ménage.

Tableau n°1.7
Taille moyenne des ménages par sexe du chef de ménage selon les faritany

Unité : en %

Faritany	Sexe du chef de ménage		Total
	Masculin	Féminin	
Antananarivo	5,2	3,9	5,0
Fianarantsoa	5,4	3,8	5,2
Toamasina	5,1	3,5	4,9
Mahajanga	5,0	3,5	4,7
Toliary	5,2	3,7	4,9
Antsiranana	5,0	3,6	4,7
Ensemble	5,2	3,7	4,9

Source : Enquête Prioritaire 1997

Quant à la taille moyenne des ménages selon le sexe du chef de ménage, on constate qu'elle est relativement élevée à Fianarantsoa pour les hommes chefs de ménage soit 5,4 personnes, et dans le faritany d'Antananarivo pour les femmes chefs de ménage (3,9 personnes). La situation pourrait être due au poids des chefs de ménage veufs ou veuves (avec leurs enfants) à la direction du ménage dans ces deux faritany.

II.1.2.3- Caractéristiques des chefs de ménage

II.1.2.3.1- Age et sexe des chefs de ménage

a)- Vue d'ensemble

Pour l'ensemble du pays, on observe que la proportion des femmes chefs de ménage est de 17,4%. En milieu urbain, la proportion des femmes chefs de ménage atteint 21,9%, tandis qu'en milieu rural, elle n'est que de 16,0% (cf. Tableau 1.8). La différence entre les deux milieux est certainement due à l'exode des femmes vers les villes à la recherche d'un emploi et qui deviennent par la suite, chefs de ménage. Elle peut aussi résulter de la structure matrimoniale de chaque milieu. En effet, on constate que les femmes chefs de ménage célibataires sont beaucoup plus importantes en milieu urbain qu'en milieu rural, 21% contre 12% (cf. Etat matrimonial des chefs de ménage).

Dans l'ensemble du pays, l'âge moyen des chefs de ménage est de 42,7 ans, et les femmes chefs de ménage sont généralement plus âgées que les hommes (48,0 ans contre 42,3 ans) (cf. Tableau 1.9). Une telle situation est le reflet de la structure par âge plus vieille des femmes chefs de ménage, constituée en grande partie par celles en rupture d'union. Selon le milieu de résidence, on observe que l'âge moyen est légèrement plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural (44,0 ans contre 43,1 ans).

On constate aussi, que la différence d'âge chez les hommes n'est pas tellement appréciable : 42,6 ans en milieu urbain, 42,3 ans en milieu rural. De ce fait, l'écart entre les âges moyens des femmes chefs de ménage en milieu urbain et en milieu rural est assez important : les âges respectivement de 48,9 ans et de 47,6 ans, soit un écart 1,3 ans. Ceci pourrait être imputé à la structure par âge probablement plus vieille des veuves du milieu urbain par rapport à celle du milieu rural. En effet, la moitié des femmes chefs de ménage en milieu urbain ont moins de 49,0 ans contre 45,5 ans en milieu rural.

Tableau n°1.8
Répartition des chefs de ménage selon le groupe d'âge, le sexe et le milieu de résidence

Unité : en %

Groupe d'âges	Urbain			Rural			Ensemble pays		
	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
10-14	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15-19	0,4	0,4	0,8	1,0	0,3	1,3	0,8	0,3	1,2
20-24	3,9	0,7	4,6	6,3	0,9	7,2	5,8	0,9	6,6
25-29	9,7	1,7	11,4	11,0	1,2	12,1	10,7	1,3	12,0
30-34	11,6	1,7	13,3	11,4	1,5	13,0	11,5	1,6	13,0
35-39	13,3	2,3	15,5	13,3	1,9	15,3	13,3	2,0	15,3
40-44	10,0	2,3	12,3	11,0	1,8	12,8	10,7	1,9	12,7
45-49	9,0	2,6	11,6	7,1	1,7	8,8	7,6	1,9	9,5
50-54	6,3	2,3	8,7	6,4	1,3	7,7	6,4	1,6	7,9
55-59	4,7	1,9	6,6	4,8	1,2	6,0	4,8	1,4	6,1
60-64	3,9	1,6	5,6	4,3	1,1	5,4	4,2	1,3	5,4
65-69	1,9	2,1	4,0	3,3	1,2	4,4	3,0	1,4	4,3
70-74	1,4	1,2	2,6	2,1	0,8	2,9	1,9	0,9	2,9
75-79	1,2	0,6	1,8	1,2	0,6	1,7	1,2	0,6	1,8
80 et +	0,8	0,4	1,2	0,9	0,3	1,2	0,9	0,4	1,2
Total	78,1	21,9	100	84,0	16,0	100	82,6	17,4	100

Source : Enquête Prioritaire 1997

b)- Faritany

La répartition des chefs de ménage selon le sexe et les faritany est présentée dans le Tableau.1.9. Il apparaît que les femmes chefs de ménage sont beaucoup plus importantes à Antsiranana (22,6%), Toliary (21,9%) et Mahajanga (20,0%). Ces trois faritany sont caractérisés par un nombre important des femmes séparées et / ou célibataires qui ont accédé à la direction du ménage (cf. Etat matrimonial). Quant aux autres faritany, la proportion des femmes à la direction du ménage est inférieure à la moyenne nationale.

Tableau n°1.9
Répartition des chefs de ménage et âge moyen selon le sexe du chef de ménage et les faritany

Faritany	Effectif (en %)			Age moyen (en années)		
	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
Antananarivo	85,4	14,6	100	42,5	51,8	43,9
Fianarantsoa	85,2	14,8	100	42,2	48,3	43,1
Toamasina	83,8	16,2	100	41,1	43,3	41,5
Mahajanga	80,0	20,0	100	41,0	43,8	41,6
Toliary	78,1	21,9	100	40,9	45,9	42,0
Antsiranana	77,4	22,6	100	41,3	48,0	42,8
Ensemble	82,6	17,4	100	42,3	48,0	42,7

Source : Enquête Prioritaire 1997

Le Tableau 1.9 montre que l'âge moyen des chefs de ménage est plus élevé dans les faritany d'Antananarivo et de Fianarantsoa. Une telle situation est probablement due à l'importance des femmes chefs de ménage veuves : 60,7% à Antananarivo, et 58,3% à Fianarantsoa. Quant aux faritany de Toamasina, Mahajanga et Toliary, le poids des célibataires chefs de ménage rajeunit l'âge moyen des chefs de ménage.

II.1.2.3.2- Etat matrimonial des chefs de ménage

La question sur l'état matrimonial ne concerne que les personnes de 13 ans ou plus. Le mariage peut être :

- légal : ayant passé devant une autorité civile,
- coutumier ou être en union libre : ayant le consentement des deux parties.

Pour les ruptures d'union :

- est divorcée ou séparée toute personne qui a été mariée mais qui ne l'est plus au moment de l'enquête. Le divorce est enregistré devant une autorité civile, mais la séparation résulte seulement d'une décision commune aux deux conjoints.
- est veuve toute personne qui a été mariée mais dont le conjoint est décédé et qui ne s'est plus remariée ou n'a pas vécu en union libre depuis.

Un célibataire est toute personne qui n'a jamais contracté une quelconque union.

Le Tableau 1.10 montre que dans l'ensemble du pays la grande majorité des hommes chefs de ménage sont en union. En effet, les hommes chefs de ménage en union représentent 91,0% contre 6,5% en rupture d'union et 2,5% de célibataires. Chez les femmes chefs de ménage par contre, ce sont celles qui sont en rupture d'union qui sont majoritaires avec 39,4% de veuves, tandis que 14,5% restent célibataires.

Si on examine le phénomène selon le milieu de résidence, la proportion des hommes chefs de ménage mariés suivant les coutumes est plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain (60,0% contre 33,1%). Par contre, la proportion des chefs de ménage mariés légalement est deux fois plus importante en milieu urbain qu'en milieu rural, 24,7% contre 4,4%. Chez les femmes chefs de ménage, les célibataires sont plus importantes en milieu urbain qu'en milieu rural. Ainsi, le milieu de résidence est un facteur déterminant en matière d'état matrimonial.

Tableau n°1.10

Répartition des chefs de ménage par état matrimonial selon le milieu de résidence et le sexe du chef de ménage

Unité : en %

Etat matrimonial des chefs de ménage	Urbain			Rural			Ensemble pays		
	Masc.	Fém.	Total	Masc.	Fém.	Total	Masc.	Fém.	Total
Marié(e) légalement	49,5	2,0	39,1	24,7	1,7	21,0	30,1	1,8	25,2
Marié(e) coutumièrement	33,1	4,1	26,8	60,0	4,4	51,1	54,1	4,3	45,5
Union libre	7,3	2,1	6,2	6,7	2,6	6,1	6,8	2,4	6,1
Divorcé (e)	0,7	7,5	2,2	0,7	5,0	1,4	0,7	5,8	1,6
Séparé(e)	2,1	24,9	7,1	2,7	34,7	7,8	2,6	31,8	7,7
Veuf (ve)	3,5	38,8	11,2	3,2	39,7	9,0	3,2	39,4	9,5
Célibataire	3,9	20,5	7,5	2,1	12,0	3,0	2,5	14,5	4,5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête Prioritaire 1997

La structure matrimoniale dans la capitale selon le sexe montre que 90,6% des hommes chefs de ménage sont en union dont 71,8% mariés légalement. Quant aux femmes chefs de ménage, 79,2% sont en rupture d'union dont 56,5% sont veuves, et 14,3% des femmes chefs de ménages sont célibataires.

Au niveau des faritany, l'état matrimonial présente les quelques caractéristiques suivantes :

- les chefs de ménage mariés légalement sont importants à Antananarivo. Les femmes veuves chefs de ménage constituent 60,7% des femmes chefs de ménage à Antananarivo et 58,3% à Fianarantsoa ;

- les chefs de ménage mariés suivant les coutumes sont très nombreux à Toliary et à Mahajanga et Toliary renferme en plus un nombre important de femmes célibataires chefs de ménage ;
- l'union libre est beaucoup plus pratiquée à Antsiranana.

II.1.2.3.3- Groupes socio-économiques des chefs de ménage

Les chefs de ménage peuvent être classés au cours de l'EPM-97 en cinq groupes socio-économiques suivants :

- 1- Les exploitants agricoles ;
- 2- les pêcheurs, éleveurs et chasseurs ;
- 3- les petits entrepreneurs non agricoles ;
- 4- les salariés ;
- 5- les autres classés ailleurs.

Tableau n°1.11
Répartition des chefs de ménage par groupe socio-économiques selon le milieu de résidence et les faritany

Unité : en %

Milieu de Résidence	Groupes socio-économiques					Total
	1	2	3	4	5	
Capitale	3,1	0,4	16,3	49,2	31,0	100
Urbain	24,8	1,6	16,8	38,3	18,5	100
Rural	80,5	1,5	4,5	7,5	6,0	100
Antananarivo	40,1	0,4	9,1	24,1	16,4	100
Fianarantsoa	73,4	2,6	6,2	8,2	9,6	100
Toamasina	75,0	2,9	5,1	12,6	4,6	100
Mahajanga	78,0	1,0	7,0	11,6	2,4	100
Toliary	72,3	1,9	10,0	9,3	6,5	100
Antsiranana	74,1	0,5	4,6	15,9	5,0	100
Ensemble	67,6	1,6	7,4	14,6	8,9	100

Source : Enquête Prioritaire 1997

Dans l'ensemble du pays, la grande majorité (67,6%) des chefs de ménage sont des exploitants agricoles. Si en milieu rural la prédominance des activités agricoles est plus accrue, en milieu urbain la structure des emplois offerts est beaucoup plus diversifiée. En effet, 38,3% des chefs de ménage sont des salariés et 16,8% des exploitants non agricoles. Dans la capitale, près de la moitié des chefs de ménage sont des salariés, 16,3% sont constitués par des petits entrepreneurs non agricoles.

Le Tableau 1.11 rend compte de l'importance des activités agricoles dans les différents faritany du pays. Il apparaît à travers ces données que le secteur agricole est prépondérant (plus de 70% des chefs de ménage) dans tous les faritany, à l'exception du faritany d'Antananarivo (40,1% des chefs de ménage). Cette exception s'explique par la présence de la capitale administrative et commerciale du pays, et aussi de la deuxième ville économique, Antsirabe. Quant aux chefs de ménage salariés, la proportion est très élevée à Antananarivo (24,1%), à Antsiranana (15,9%).

II.2- MIGRATION

Le mouvement migratoire

Lors de l'EPM-97, une section examine le mouvement migratoire des ménages. Les questions qui y sont posées ne concernent pas les lieux de départ et les lieux d'accueil (cela nécessite un échantillon plus grand). Elles donnent plus tôt une idée de la distance de migration, depuis la migration "inter-quartier" à la migration internationale. Ensuite la raison d'un éventuel changement de localité en est évoquée.

Dans cette section, un ménage est défini comme migrant s'il n'a pas habité la même localité pendant les douze derniers mois.

II.2.1. Un faible taux de migration

4,0% des ménages enquêtés déclarent qu'ils ont changé de localité pendant les douze derniers mois. Ce taux d'ensemble n'est plus maintenu lorsqu'on classe les ménages.

La classification par quintile de dépense montre une croissance du taux des migrants selon la richesse. Ce taux va de 2,1% pour les plus pauvres à 7,8% pour les plus riches. Si le premier taux constitue 10,5% des migrants, les plus riches en représentent 38,6%. Cela signifie que les ménages des différents quintiles n'ont pas la même propension à "migrer". Ajouté à cela, il y a la difficulté financière que pose un éventuel changement de localité (frais de transport, habitation...).

Tableau 2.1
Taux de migration par quintile

						Unité : en %
Quintile	Plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riches	Ensemble
Répartition	10,5	14,4	13,7	22,8	38,6	100
Taux	2,1	2,9	2,8	4,6	7,8	4,0

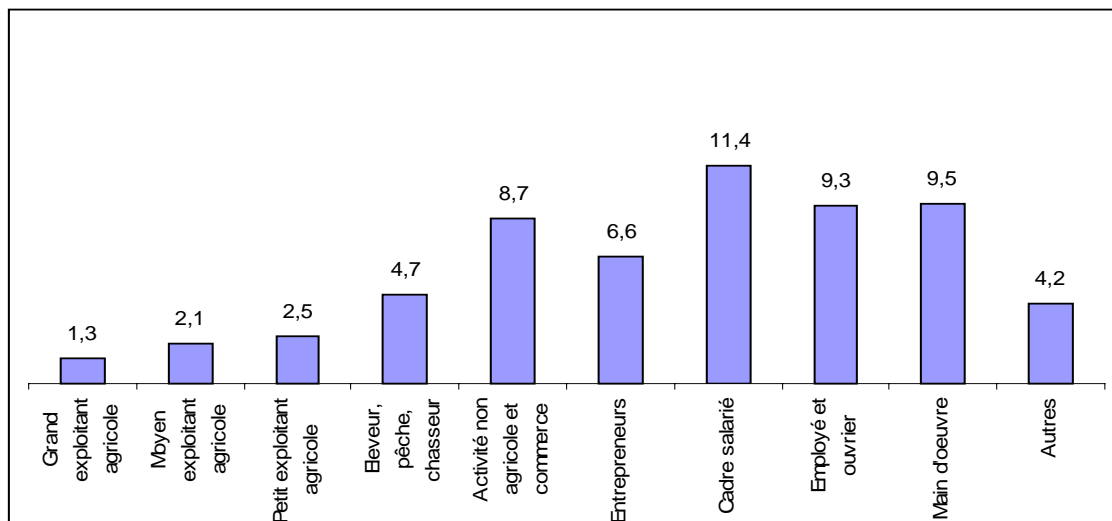
Source: Enquête Prioritaire 97.

La répartition est le pourcentage parmi les migrants.

Le taux est le pourcentage des migrants au sein du même quintile.

La classification selon le groupe socio-économique montre un plus fort taux chez les cadres salariés (11,4%), les mains d'œuvre (9,5%) et les employés (9,3%). Chez les exploitants agricoles, le taux décroît avec l'importance de l'activité agricole (2,5% pour les petits exploitants, 2,1% pour les moyens exploitants et 1,3% chez les grands exploitants). Etant donnée que la terre est un bien immobilier (dans le premier sens du terme) la difficulté d'en trouver dans une autre localité prohibe les agriculteurs à se migrer. De plus ils se sont déjà investis dans leur exploitation.

Graphique 2.1
Taux de migration selon le groupe socio-économique



Source : Enquête Prioritaire 1997

II.2.2. L'intervalle de migration

On entend par intervalle de migration la portée du changement de résidences telles que : la migration "inter-quartier", "inter-firaisana", "inter-fivondronana", "inter-faritany" ou international.

Tableau 2.2.
Intervalle de migration

Unité : en %

Intervalle	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Fokontany	50,7	50,7
Firaisana	21,2	71,9
Fivondronana	19,9	91,8
Faritany	5,8	97,6
International	2,4	100

Source : Enquête Prioritaire 1997

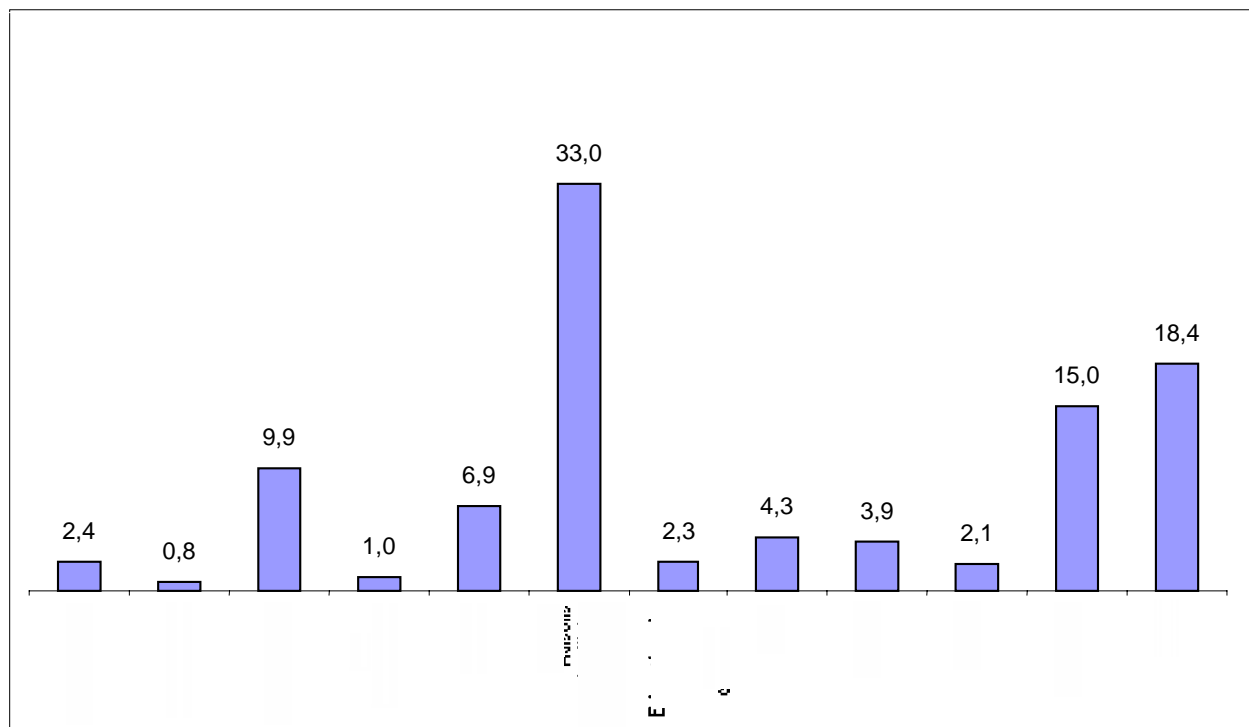
La distribution cumulée donne le pourcentage à l'intérieur d'une circonscription (exemple : 71,9% des migrations se sont effectués à l'intérieur du même firaisana)

Le faible taux de migration est confirmé par les résultats du tableau-2 : 50,7% des migrants ont changé de localité au sein d'un même firaisana. 5,8% seulement ont changé de faritany et ils ne sont que 2,4% qui se sont rapatriés à Madagascar.

II.2.3. Raisons de migration

En premier lieu, la migration possède une cause familiale. 40% des ménages migrants ont répondu qu'ils ont déménagé à cause de leur mariage ou à cause d'une autre raison familiale. L'affectation des fonctionnaires et employés concerne 15% des migrants. La recherche du premier emploi représente un taux de 9,9%. En tout, 28% des changements de localité ont pour cause l'emploi, 4,3% la santé et 3,9% seulement pour l'insécurité.

Graphique 2.2
Distribution des raisons de migration



Source : Enquête prioritaire 1997

II.3- SITUATION SANITAIRE DE LA POPULATION AU COURS DES DEUX DERNIERES SEMAINES

II.3.1- Situation générale

La santé est un droit universel reconnu par la Constitution actuelle et défini dans la politique nationale de santé. Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, les autorités mettent en priorité la mise en place d'un environnement favorable au retour d'une croissance économique durable, équitable et accélérée. La santé et le bien-être général de la population figurent parmi les facteurs primordiaux ayant un impact sur le développement. Ainsi, en matière de santé, à court terme, l'objectif est d'atténuer les effets induits de l'ajustement structurel, notamment sur les couches de population les plus défavorisées. A moyen et à long terme, le but est d'obtenir un total bien-être physique et mental de toute la population avec une qualité de vie meilleure.

Le système de santé actuel s'oriente vers la participation active de la communauté dans la prise en charge de sa santé. C'est ainsi que, depuis quelques années, des essais de recouvrement des coûts à titre expérimental ont été mis en place à travers tout le pays (pharmacie communautaire, "fahasalamana iraisam-bahoaka", pharmacie à gestion communautaire...). Les mots-clés pour cette participation sont "Cogestion-Cofinancement-activités communautaires". En outre, le système de santé privé et confessionnel prend une place de plus en plus importante dans les offres de soins. Aussi, à ce rythme et à court terme, la "gratuité" des soins qui a été toujours un droit implicite de la population ne sera plus de mise.

Cette idée de participation communautaire et ce développement du système privé suscitent certaines questions :

- l'état de santé de la population s'améliorera-t-il davantage ?
- quel type de prestataire de service est le plus accepté par la population ?
- la couverture sanitaire de la population en offre de soins augmentera-t-elle ?
- est-ce que les coûts de prestations seront-ils accessibles et acceptés par la population ?
- qui prendra en charge les plus démunis (indigènes) ?

Quelques aspects de ces problèmes relatifs à la santé publique ont été abordés dans le cadre de l'EPM.

L'enquête a porté sur des questions ayant trait à l'état de santé de la population en précisant l'incidence de la maladie et des blessures, leur lieu de recours en cas de maladie et ainsi que l'estimation des coûts de prestation.

II.3.2- Incidence de la maladie dans la population

Dans l'ensemble, sur une population totale de 13.500.000, ceux qui ont déclaré avoir été malades dans les 15 jours précédant l'enquête ont été de 886.700. Le taux d'incidence globale de la maladie durant les 15 derniers jours précédant l'enquête a été ainsi de 6,5%.

Le sexe féminin semble un peu plus vulnérable que le sexe masculin (respectivement 7,1% et 5,8%). Ainsi, 54,6% de ceux qui déclarent avoir été malades dans les 15 jours précédant l'enquête sont du sexe féminin. Les enfants de moins de 5 ans représentent 27,8% de l'ensemble des malades totaux. Cette situation peut être en rapport avec la dégradation de la situation de l'état nutritionnel des enfants observée par rapport à 1993.

Par milieu, on remarque des taux élevés au niveau des grands centres urbains et des centres urbains secondaires ; respectivement 8,8 et 8,5%. Par Faritany, Toliary présente le taux le plus élevé (10,1%) et Mahajanga le taux le plus bas (4,6%). Par rapport au total des malades, Toliary revient en premier lieu (24,6%) suivi d'Antananarivo(23%) ; Mahajanga vient en dernier lieu avec 8,3%.

Tableau n°3.1
Taux de prévalence des maladies par faritany, sexe et par milieu

Unité : en %

Milieu	Faritany												Ensemble
	Antananarivo		Fianarantsoa		Toamasina		Mahajanga		Toliary		Antsiranana		
	Sexe		Sexe		Sexe		Sexe		Sexe		Sexe		
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	
Capitale	3,8	5,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,8
Autres GCU	5,8	5,2	4,6	7,4	9,6	11,2	9,2	7,4	9,4	10,8	12	12,9	8,6
CUS	9,5	8,0	1,7	5,9	5,0	8,3	7,2	8,0	10,0	12,1	11,2	11,3	7,8
Rural	4,4	6,3	6,4	6,3	5,1	6,4	3,6	4,1	8,8	11,1	6,3	7,4	6,3
Ensemble	4,7	6,3	5,8	6,3	5,4	7,0	4,4	4,9	9,1	11,2	7,1	8,3	6,5

Source : Enquête prioritaire 1997.

Si on considère la répartition par groupe socio-économique, les aides familiaux classés dans le groupe “ Autres ” ont un taux très élevé par rapport à la moyenne ; même si l’effectif est assez petit (17%). Les groupes qui ont les taux d’incidence les plus bas sont respectivement : les grands et moyens entrepreneurs de service (4,9%), la main d’œuvre sans qualification (5,2%) et les petits exploitants agricoles (5,4%). Par quintile de dépense, et dans l’ensemble, l’incidence de la maladie est inversement proportionnelle au niveau de dépense ; sauf entre les plus pauvres et le 2^{ème} quintile (respectivement 22,4 et 22,1%). Par faritany, cette situation par quintile de dépense est respectée ; sauf pour Antananarivo.

Tableau n°3.2
Pourcentages des malades par faritany et par quintile de dépenses

Unité : en %

Quintile de dépenses	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Plus pauvres	9,0	38,8	25,7	32,1	19,0	18,3	22,4
Quintile_2	20,8	29,3	26,2	18,9	24,8	22,3	24,1
Quintile_3	23,6	21,1	22,2	19,7	22,5	26,0	22,6
Quintile_4	24,1	6,4	14,3	26,1	17,7	13,9	16,9
Plus riches	22,5	4,4	11,6	3,2	16,0	19,5	14
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête prioritaire 1997

II.3.3- Motifs de consultation

a)- Dans l’ensemble, 88,6% des consultants viennent pour maladie, 3,7% pour blessures, 2,2% pour bilan et 5,5% pour autres motifs. Le sexe féminin consulte un peu plus que le sexe masculin (55,1 contre 44,9%). Cependant, les hommes consultent plus pour blessures (53,6%) alors que les femmes consultent plus pour maladies (54,7%).

b)- Par tranche d’âge, ce sont surtout les 20 ans et plus qui consultent pour bilan (81,1%). Par contre plus du quart des consultants pour maladie sont âgés de moins de 5 ans (28,6%). Concernant les blessures, les 20 à 49 ans viennent en premier lieu avec 44,9% ; tandis que les plus de 65 ans se blessent moins (2,8%) suivi par les 7 à 14 ans (4%).

Tableau n°3.3
Les motifs de consultations par groupe d'âge

Unité : en %

Motifs de Consultations	Groupe d'âge								Total
	0	1 à 4	5 à 6	7 à 14	15 à 19	20 à 49	50 à 64	65 et +	
1. Bilan	3,2	11,4	0,0	2,9	1,5	56,2	13,1	11,8	100
2. Maladie	8,4	20,2	5,3	12,0	7,2	31,8	7,9	6,3	100
3. Blessure	6,2	12,8	5,3	4,0	12,5	44,9	11,5	2,8	100
4. Autres	6,3	12,6	3,0	8,2	9,3	47,5	9,5	3,7	100
Ensemble	8,1	19,3	5,1	12	7,4	33,7	8,2	6,2	100

Source : Enquête prioritaire 1997

c)- Par rapport à l'ensemble, la population du milieu urbain consulte plus pour bilan (11,6% des motifs de consultation en milieu urbain) ; alors qu'en milieu rural, 89,3% consultent pour maladie. Par Faritany, la population de Toliary consulte le plus souvent pour bilan (3,4%) et Mahajanga le moins (0,7%). Pour les maladies, Mahajanga vient en premier lieu avec 93,8%, Antsiranana vient en dernier lieu avec 82,7%. En outre, Antsiranana a le pourcentage le plus élevé pour les blessures (9,4%) ; et Toamasina le plus bas (2%). Il serait intéressant pour les recherches ultérieures d'approfondir les autres causes de consultations pour Toamasina dont le pourcentage est de 11%.

Tableau n°3.4
Les motifs de consultations par sexe et groupe socio-économique

Unité : en %

Motifs de Consultation	Groupe socio-économique								Total
	1		2		3		4		
	Sexe		Sexe		Sexe		Sexe		
	M	F	M	F	M	F	M	F	
1. Bilan	28,6	31,0	1,6	13,9	8,7	8,9	1,6	5,8	100,0
2. Maladie	29,2	35,1	4,1	4,7	7,8	11,1	4,2	3,8	100,0
3. Blessure	42,5	27,5	2,0	6,1	8,1	6,1	0,9	6,8	100,0
4. Autres	17,5	39,5	5,3	7,2	6,4	12	5,8	6,2	100,0
Ensemble	29,1	34,9	4,0	5,1	7,7	10,9	4,1	4,1	100,0

Source : Enquête prioritaire 1997

Groupe socio-économique :

GSE1 : - Exploitants agricoles - Eleveurs - Pêcheurs - Chasseurs

GSE2 : - Exploitants non agricole - Commerçants - Entrepreneurs de service

GSE3 : - Salariés

GSE4 : - Autres

Concernant les groupes socio-économiques (GSE), 59,6% des consultants pour bilan appartiennent au GSE1 ; par contre seulement 7,4% proviennent du GSE4.

II.3.4-Types de prestataires

a)- Dans l'ensemble, les centres de santé de base publics sont les plus fréquentés par la population (37,4% des consultations). Par contre les cliniques privées sont les moins utilisées (1,5%). Il est à remarquer que plus d'un malade sur dix consulte le milieu informel ; notamment les guérisseurs en cas de maladie. En outre, les hôpitaux semblent être utilisés au delà de leurs capacités en cas de maladie (23,2%) ; si on considère leur vocation et les normes en matière de référence hospitalière. Au total, les établissements publics (hôpital et centre de santé) prédominent encore au plan de la fréquentation par la population (59,1%).

b)-

Tableau n°3.5
Type de prestataire par quintile de dépenses

Unité : en %

Type de prestataire	Quintile					Total
	Plus pauvre	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riche	
Hôpitaux publics	13,1	20,7	27,0	23,9	15,3	100
Cliniques privées	50,7	16,1	8,2	12,1	12,9	100
Médecins privés	8,6	19,9	21,9	26,4	23,3	100
Centres de santé de base	30,6	29,2	19,0	12,1	9,1	100
Pharmacies et dépôts de médicaments	23,2	18,5	25,9	12,5	19,9	100
Médecins informels et guérisseurs	30,8	27,5	25,2	7,3	9,2	100
Autres	20,0	23,3	24,5	19,1	13,1	100
Ensemble	22,4	24,2	22,6	16,9	14,0	100

Source : Enquête prioritaire 1997.

c)- Apparemment, le sexe et les groupes d'âge n'ont pas beaucoup d'influence sur le choix de fréquentation d'un prestataire par la population.

Par faritany, Toliary est le plus grand utilisateur des hôpitaux publics (29,3%) et Antsiranana fréquente le moins les hôpitaux (10,9%). Antananarivo a le plus recours au médecin privés (32,3%). Pour les centres de santé de base, c'est Fianarantsoa qui l'utilise le plus (56,7%). Ceci peut être en rapport avec l'existence depuis plusieurs années des pharmacies communautaires villageoises rattachées aux centres de santé de base dans cette région. Pour l'utilisation en premier recours des pharmacies et dépositaires, Antsiranana vient en tête (18,8%) tandis que Toamasina est le moins utilisateur (2%). Concernant le milieu informel, c'est Mahajanga qui le fréquente le plus avec 18,3%.

Par milieu, la capitale est la plus grande utilisatrice des médecins privés (55%). Par contre la population des centres urbains secondaires fréquente plus les hôpitaux publics (44,1%). En outre en milieu rural, ce sont les centres de santé qui sont les plus utilisés (39,9%). Le milieu informel est le plus consulté par la population rurale qu'urbaine (2%).

II.3.5- Dépenses de soins

a)- Dans l'ensemble, les dépenses de soins au cours d'une consultation, quel qu'en soit le motif, varient de 0 à 1.750.000 Fmg avec une dépense moyenne de 23.100 Fmg. Ni le sexe ni les groupes d'âges ne semblent avoir d'influence sur ces dépenses en prestation.

Par rapport à l'ensemble, 98,3% des consultations ont engendré des dépenses de soins. Le coût moyen par bilan est le plus cher (55.100 F). Il est à remarquer que c'est à Antananarivo qu'on a enregistré un coût total de prestation supérieur à 1 million (1.750.000 fmg).

Tableau n°3.7
Les dépenses de soins par type de service

	Hôpital public	Clinique	Médecin privé	Centre de santé de base	Pharmacie ou dépôt de médicaments	Médecin privé informel ou guérisseur	Autres	Ensemble
Taux de fréquentation	21,7	1,5	16,9	37,4	9,2	10,6	2,5	100,0
Coût moyen (fmg)	49 500	45 600	28 300	11 700	8 000	13 600	11 900	23 100

Source : Enquête prioritaire 1997

b)- Par Faritany, c'est Mahajanga qui présente le coût moyen le plus élevé (36.600 Fmg) et Fianarantsoa le plus faible (11.400 Fmg). Par milieu, c'est dans les autres grands centres urbains que le coût moyen est le plus élevé (46.300 Fmg). En outre, ce coût est plus élevé en milieu urbain que rural (respectivement 41.000 et 21.700 Fmg).

Tableau n°3.8
Les dépenses de soins par Faritany

Unité : en Fmg

	Faritany						Ensemble
	Antananariv o	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Coût moyen (fmg)	28.100	11.400	14.900	36.600	25.900	24.300	23.100

Source : Enquête prioritaire 1997

On peut noter que le coût varie du simple (Fianarantsoa) au triple (Mahajanga). Mais en définitive, une question d'appréciation demeure : quand les plus pauvres et les plus riches se considèrent malades et doivent se soigner.

Si on considère le type de prestataire, il est un peu surprenant de constater que le coût moyen dans les hôpitaux publics soit plus élevé que dans les cliniques privées malgré l'existence de prestations gratuites. Le coût moyen le plus bas se rencontre au niveau des pharmacies et dépositaires (8.000 Fmg).

Tableau n°3.9
Les dépenses de soins par type de service et motif de consultation

Unité : en Fmg

Motifs de consultation	Hôpital public	Clinique	Médecin privé	Centre de santé de base	Pharmacie ou dépôt de médicaments	Médecin privé informel ou guérisseur	Autres	Ensemble
Bilan	118 400	50 100	15 500	9 900	1 000	22 900	2 000	55 100
Maladie	44 300	46 000	27 600	11 800	8 200	12 400	13 200	21 700
Blessure	83 000	30 000	26 500	16 100	5 200	17 400	6 100	27 000
Autres	67 800	-	40 600	6 300	6 500	44 700	2 300	31 800

Source : Enquête prioritaire 1997

II.3.6- Etat nutritionnel des enfants

L'évaluation de L'état nutritionnel des enfants pour une période donnée figure parmi l'un des objectifs principaux de l'EPM. Cet état détermine la probabilité pour un enfant de contracter des maladies et lequel influe considérablement sur son espérance de vie. La connaissance de l'état nutritionnel pour un pays qui s'est lancé dans une politique d'ajustement structurel permet de se prémunir contre et / ou d'évaluer les effets sociaux négatifs d'une telle politique sur des familles vulnérables et pauvres. A partir des renseignements sur les enfants relatifs à leurs poids, la taille et âge mesurés pendant l'enquête, trois indicateurs anthropométriques sur l'état nutritionnel ont été calculés : la taille par rapport à l'âge (Taille-pour-âge), le poids par rapport à la taille (Poids-pour-taille) et le poids par rapport à l'âge (Poids-pour-âge).

II.3.6.1- Méthodologie

L'état nutritionnel des enfants malgaches est étudié et analysé lors de L'EPM 1997 sur la base des renseignements mesurés et collectés sur le poids, la taille et L'âge de 3531 enfants âgés de 3 à 60 mois. Les trois indicateurs ci-dessous seront calculés pour chaque type de caractéristiques socio-économiques et comparés à la norme internationale établie par NCHS/CDC/OMS sur une population de référence internationale de mêmes groupes d'âges. A titre d'exemple, on peut prendre le cas de l'indicateur Taille-pour-âge: pour un âge et sexe donné d'un enfant issu de l'enquête ; connaissant sa taille, quelle est sa position vis-à-vis d'un enfant de même âge et de même sexe dans la population de référence. Il sied de souligner que la norme internationale a été établie sur la base des mesures des enfants de même groupe d'âges ayant une condition de vie normale, étant biens nourris et ne présentant aucun problème de nutrition. Selon cette norme, quel que soit le type d'indicateur choisi, dans une population en bonne santé et bien nourrie, seulement 2,3% des enfants étudiés se situent à moins deux fois l'écart-type, dont 0,1% à moins trois fois l'écart-type, en dessous de la médiane.

II.3.6.2- L'indicateur Taille-pour-âge

L'indicateur Taille-pour-âge est un indicateur de sous-nutrition chronique: une faible taille pour un âge donné est une manifestation d'un retard de croissance de cet enfant par rapport à la taille et L'âge d'un enfant bien nourri. La Taille-pour-âge est un indicateur de mesure d'une sous-nutrition aiguë permanente et / ou d'une déficience alimentaire à long terme. Ainsi les enfants pour lesquels la Taille-pour-âge se situe à moins deux fois l'écart-type en dessous de la médiane Taille-pour-âge de la population de référence sont-ils considérés comme petits pour leur âge et atteints d'un retard de croissance; ceux pour lesquels la Taille-pour-âge se trouve à moins de trois fois l'écart-type en dessous de la médiane Taille-pour-âge de la population de référence sont considérés comme atteints de retard de croissance sévère.

II.3.6.3- L'indicateur Poids-pour-taille

L'indicateur Poids-pour-taille permet de décrire l'état nutritionnel des enfants au moment de l'enquête. L'enfant dont le Poids-pour-taille se situe à moins de deux écart-types en dessous de la médiane Poids-pour-taille de la population de référence sont considérés comme souffrant d'émaciation, ceux se trouvant à moins trois écart-types souffrent d'émaciation sévère.

Cette forme de sous-nutrition résulte toujours d'une alimentation insuffisante ou d'une maladie aiguë entraînant la perte de poids durant la période précédant l'enquête et sujet de l'effet de la saison.

II.3.6.4- L'indicateur Poids-pour-âge

Cet indicateur est basé sur l'idée qu'à un âge donné un enfant de taille X doit avoir le poids Y conformément à la norme de la population de référence.

Aussi les enfants dont le Poids-pour-âge se situe à moins de deux écart-types en dessous de la médiane Poids-pour-âge de la population de référence sont-ils considérés comme souffrant d'insuffisance pondérale, ceux se situant à moins de trois écart-types souffrent d'insuffisance pondérale sévère.

Tableau n°3.10
Etat nutritionnel des enfants de 3 à 59 mois

	Taille pour âge Inférieur		Poids pour taille inférieur		Poids pour âge Inférieur		Effectif
	à -3ET	à -2ET	à -3ET	à -2ET	à -3ET	à -2ET	
Age de L'enfant							
3-6 mois	8,3	18,2	3,7	15,7	6,0	12,0	176
6-11 mois	17,8	40,7	5,5	14,4	14,3	33,2	379
12-23 mois	35,0	56,8	5,7	19,0	24,0	52,3	764
24-35 mois	34,1	51,4	5,0	17,4	24,2	54,1	683
36-47 mois	26,8	48,3	4,1	15,6	16,3	46,8	773
48-59 mois	27,7	49,8	5,3	15,5	14,8	42,9	756
Sexe							
Masculin	29,9	51,3	5,3	18,1	20,6	48,7	1663
Féminin	27,1	46,8	4,7	15,1	16,8	42,8	1848
Milieu							
Capitale	30,9	48,7	5,4	13,5	11,1	34,0	405
Autre GCU	19,8	34,2	5,7	19,8	14,9	39,6	455
CUS	24,8	48,3	3,0	13,3	14,3	36,3	261
Rural	30,1	51,8	5,1	16,8	20,9	49,6	2410
Faritany							
Antananarivo	32,0	53,5	4,8	12,7	14,4	42,1	1025
Fianarantsoa	40,7	63,2	3,4	13,2	25,8	52,5	563
Toamasina	30,5	50,1	3,6	12,7	19,8	48,2	558
Mahajanga	20,2	37,7	4,8	22,6	16,5	45,0	507
Toliary	19,2	39,1	8,8	26,2	21,0	47,1	510
Antsiranana	23,7	45,5	5,1	15,1	15,6	38,9	368
Groupes socio-économiques							
Grands / Moyens exploitants agricoles	27,7	48,7	5,7	17,7	18,9	47,1	967
Petits exploitants agricoles	32,9	55,0	4,5	15,8	23,1	51,5	1199
Pêcheurs / Eleveurs / Chasseurs	30,0	48,7	4,8	19,4	30,0	50,8	67
Petits exploitants non agricole	29,2	49,5	5,0	16,4	15,6	41,4	265
Petits entrepreneurs de service	20,5	33,4	7,7	12,8	2,4	39,0	41
Cadres salariés	10,9	29,6	3,9	18,2	9,0	24,8	194
Employés et ouvriers	19,8	41,8	5,1	13,8	11,6	34,2	390
Main d'œuvre sans qualification	30,6	50,1	7,4	20,3	18,0	43,4	139
Autres	35,7	51,0	4,6	17,1	16,4	48,5	269
Quintile							
Plus pauvres	30,7	50,7	6,2	20,2	23,0	52,7	781
Quintile_2	33,4	56,1	4,3	14,6	21,7	50,0	722
Quintile_3	29,3	50,7	4,6	16,0	19,9	48,7	656
Quintile_4	25,6	44,7	5,8	17,7	15,8	41,7	733
Plus riche	20,8	40,1	4,0	13,4	11,1	32,7	639
Ensemble	28,7	49,3	5,0	16,4	18,5	45,5	3531

Source : Enquête prioritaire 1997

a) Retard de croissance:

Dans l'ensemble, la moitié des enfants malgaches souffrent d'une malnutrition chronique (49,3%) parmi lesquels plus du quart présentent une forme sévère (28,7%). Elle est en fait l'apanage des conditions nutritionnelles de l'enfant depuis sa procréation et traduit en fin de compte une situation socio-économique alarmante.

Les variations par sexe relativement petites (49,9 contre 47,2%) observées au cours de l'EPM-93 semblent être plus significative (51,3 contre 46,8%).

En fonction du groupe d'âges, les enfants de 3 à 6 mois sont les moins touchés (18,2%) par cette malnutrition chronique. Elle se stabilise à partir de 6 mois jusqu'à 47 mois. Néanmoins, par rapport à l'EPM-93, il y a eu nette amélioration chez les enfants de 48 à 59 mois (62,1 contre 49,8%).

Aucun milieu n'est épargné par la malnutrition chronique. Cependant, par rapport à l'EPM-93, on remarque une détérioration de la situation pour le milieu rural (41,2 contre 51,8%).

Ce retard de croissance touche notamment les Hautes Terres et le versant Est de l'île. Fianarantsoa est le faritany le plus préoccupant en ce qui concerne cette malnutrition chronique avec 40,7% de forme sévère.

Concernant la répartition par groupe socio-économique, les plus frappés sont: les enfants issus des groupes des petits exploitants agricoles, des petits exploitants non agricoles et de la main-d'œuvre sans qualification (respectivement 55, 49,5, 50,1%). Les cadres salariés sont les moins touchés par ce retard de croissance (29,6%). Par quintile, on s'attend à ce que les enfants des ménages les plus pauvres soient les plus exposés à un retard de croissance. Pourtant, on constate que la classe du deuxième quintile est la plus touchée par la malnutrition chronique qui pourrait être expliquée par l'action ciblée vers les plus démunis des programmes et projets nutritionnels qui doivent, de ce fait, élargir leurs groupes cibles.

b) Emaciation:

Par rapport à L'EPM-93, la situation générale de la malnutrition aiguë s'est détériorée: (10 contre 16,4%) pour les formes modérées et (1,8 contre 5%) pour les formes graves. La situation apparaît plus préoccupante; en effet, elle n'épargne plus les enfants de 3 à 6 mois (15,7%); même si les effectifs sont petits. Tous les groupes d'âge sont intéressés avec un taux variant entre 15,5 et 17,4%. L'écart des taux entre le sexe masculin et féminin se maintient: respectivement avec 18,1% et 15,1%.

Pour le milieu urbain le taux moyen de malnutrition aiguë modérée est de 16,1% ; pour le milieu rural il est de 16,7%. Deux faritany présentent une situation alarmante concernant l'émaciation modérée : Toliary et Mahajanga (respectivement 26,2 et 22,6%). L'émaciation sévère est très prononcée à Toliary :8,8% ; taux correspondant à une situation de menace de famine.

Les enfants des petits entrepreneurs de service, employés et ouvriers, petits exploitants agricoles sont en général moins touchés par la malnutrition aiguë (12,8 13,8 et 15,8 %) par rapport aux enfants de la main d'œuvre sans qualification, pêcheurs - éleveurs et cadres salariés (20,3 19,4 et 18,2 %). L'émaciation sévère touche surtout les petits entrepreneurs de service (7,7%) et la main d'œuvre sans qualification (7,4%). Les enfants des cadres salariés sont les moins touchés par cette émaciation sévère. L'importance de l'émaciation est presque inversement proportionnelle aux quintiles de dépense .

c) Insuffisance pondérale:

L'insuffisance pondérale résulte des effets conjugués du retard de croissance (Taille/âge) et de la malnutrition aiguë (Poids/taille). Dans l'ensemble, par rapport à l'EPM-93, la situation n'a pas changé pour les formes modérées (45,5%). Elle semble augmenter pour les formes graves (18,4%).

Par groupe d'âge, les enfants de 3 à 6 mois sont les moins touchés (12% pour les formes modérées et 6% pour les formes graves). L'importance de l'insuffisance pondérale est très prononcée à partir de 12 mois. Les formes graves concernent surtout les enfants de 12 à 35 mois (24%).

Les milieux urbains semblent plus épargnés par l'insuffisance pondérale (34 à 39,6% pour les formes modérées et 11,1 à 14,9% pour les formes graves). Elle est plus prononcée pour le milieu rural 20,9 % d'insuffisance pondérale grave. Par Faritany, Fianarantsoa est la plus frappée avec 52,5% de formes modérées et 25,8% de formes graves. Antananarivo et Antsiranana sont les moins touchés.

Par groupe socio-économique, les enfants des cadres salariés sont les moins touchés par l'insuffisance pondérale. On remarque en outre que les groupes vivant en milieu rural: agriculteurs, pêcheurs - éleveurs, exploitants non agricoles et la main d'œuvre sans qualification sont les plus touchés. Par quintile de dépense, l'importance du problème est inversement proportionnelle au niveau des dépenses.

En définitive, il semble que le problème de malnutrition s'est un peu accru par rapport à la situation de 1993. Deux phénomènes méritent d'être soulignés : la recrudescence de l'émaciation dans le Faritany de Toliary et L'apparition de cette émaciation chez les enfants de 3 à 6 mois.

Dans l'ensemble, on peut noter des taux plus favorables en matière de taille et de poids pour les enfants de moins de 6 mois par rapport aux autres groupes d'âge indiquent certainement le poids de l'allaitement maternel dans la nutrition des enfants et, a contrario, le problème d'alimentation des enfants après le sevrage du sein maternel. Par ailleurs, tous les indicateurs montrent un meilleur comportement des filles par rapport aux garçons comme en 1993 mais ils indiquent aussi une dégradation générale par rapport à cette période : la reconsidération des programmes et actions en faveur des enfants semble mériter une attention particulière.

II.3.6.5- Résultats comparés des mesures anthropométriques relevées par l'EPM-93 et l'Enquête Prioritaire 1997

Tableau n°3.11
Variation des mesures anthropométrique

Unité : en %

	Taille pour âge		Poids pour taille		Poids pour âge	
	Inférieur à -3ET	Inférieur à -2ET	inférieur à -3ET	inférieur à -2ET	inférieur à -3ET	Inférieur à -2ET
Age de l'enfant						
3-6 mois	1,0	-2,1	-0,7	10,7	2,6	-2,5
6-11 mois	2,5	4,5	0,7	-5,4	2,1	-5,9
12-23 mois	1,8	2,6	1,3	-1,6	3,1	-2,9
24-35 mois	6,2	3,3	2,7	3,3	3,3	3,2
36-47 mois	0,1	-2,8	2,1	4,7	3,6	0,3
48-59 mois	-8,5	-12,3	3,5	5,5	4,1	3,3

Source : Enquête prioritaire 1997, EPM 1993

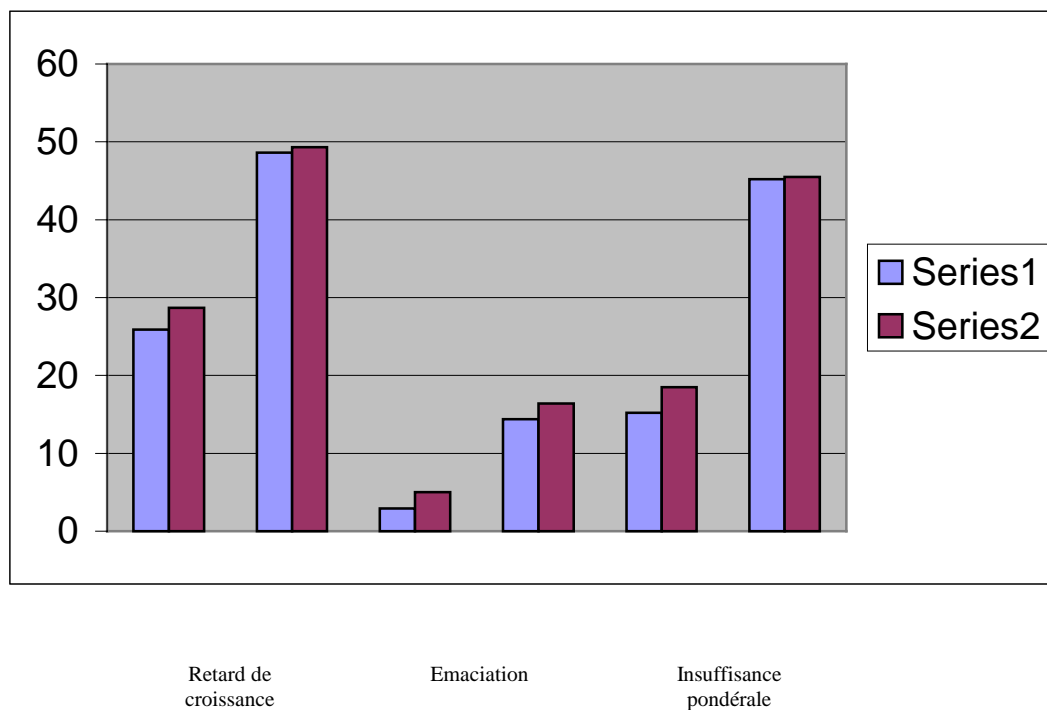
Tableau n°3.12
Des enfants en pourcentage au niveau de l'ensemble

Unité : en %

Année	Taille pour âge		Poids pour taille		Poids pour âge		Effectif
	Inférieur à -3ET	Inférieur à -2ET	Inférieur à -3ET	Inférieur à -2ET	Inférieur à -3ET	Inférieur à -2 ^{ET}	
1993	25,9	48,6	2,9	14,4	15,2	45,2	3131
1997	28,7	49,3	5,0	16,4	18,5	45,5	3531

Source : Enquête prioritaire 1997, EPM 1993

Graphique 3.1
Des enfants en pourcentage au niveau de l'ensemble (1993 – 1997)



Series 1 : 1993

Series 2 : 1997

***Source :** Enquête prioritaire 1997, EPM 1993*

II.4- EDUCATION

Le rôle de l'éducation est de donner une formation adéquate pour tous les membres de la société afin qu'ils puissent s'insérer dans la vie économique et sociale. Un faible niveau d'instruction constitue un frein au développement du pays. En effet, toute activité de production nécessite une qualification, plus ou moins élevée, ce qui suppose une formation préalable. Par ailleurs, l'éducation permet un développement harmonieux de l'individu, ses relations avec les autres membres de la société : savoir lire et écrire pour mieux communiquer, acquérir un minimum de culture pour mieux s'insérer dans tous les milieux, etc.

II.4.1- Etat de Scolarisation de la population

73.6 % de la population de quatre ans ou plus déclarent avoir déjà fréquenté l'école. Cela ne tient pas compte du niveau atteint ou de la situation de l'individu vis-à-vis de l'analphabétisme. La population urbaine est favorisée, avec une proportion de 87,3% d'individus ayant fréquenté l'école, contre 69,7% pour le milieu rural. Cela est dû notamment à une inégale répartition des infrastructures. La différenciation entre sexes est nettement moins marquée, ce qui traduit un accès à l'éducation à peu près égal entre les deux sexes..

Tableau n°4.1
Proportion de ceux qui ont déjà fréquenté l'école par faritany et selon le milieu et le sexe

Unité : %

Faritany	Milieu		Sexe		Ensemble
	Urbain	Rural	Masculin	Féminin	
Antananarivo	94,7	84,0	88,4	85,8	87,2
Fianarantsoa	88,4	73,6	81,8	70,6	76,1
Toamasina	87,9	71,1	80,3	69,5	74,9
Mahajanga	86,8	51,8	61,9	56,6	59,2
Toliary	62,9	50,8	56,7	49,6	53,2
Antsiranana	89,7	72,0	76,7	73,4	75,0
Ensemble	87,3	69,7	77,0	70,3	73,6

Source : Enquête Prioritaire 1997

C'est le faritany de Toliary qui a les taux les plus bas : moins de 50% pour le sexe féminin, par exemple.

II.4.2- De la population scolaire actuelle

On a considéré la situation actuelle des individus de quatre ans ou plus vis à vis de la scolarisation.

Selon l'Enquête prioritaire, la population scolaire dans les trois niveaux : primaire, secondaire, universitaire, est estimée à 2.916.590 individus pour tout l'ensemble du territoire. Le tableau suivant présente cette répartition selon le milieu, le faritany et le type d'école.

Tableau n°4.2**Répartition de la population scolaire selon le type d'écoles (privé / public), par faritany et milieu**

Unité : en %

Milieu	Faritany	Privé	Public	Ensemble
Urbain				
	Antananarivo	51,4	48,6	100,0
	Fianarantsoa	31,8	68,2	100,0
	Toamasina	42,3	57,7	100,0
	Mahajanga	50,1	49,9	100,0
	Toliary	35,8	64,2	100,0
	Antsiranana	50,0	50,0	100,0
	Ensemble	45,5	54,5	100,0
Rural				
	Antananarivo	35,1	64,9	100,0
	Fianarantsoa	21,8	78,2	100,0
	Toamasina	6,6	93,4	100,0
	Mahajanga	4,4	95,6	100,0
	Toliary	21,5	78,5	100,0
	Antsiranana	11,7	88,3	100,0
	Ensemble	20,7	79,3	100,0
Ensemble tous milieux		27,7	72,3	100,0

Source : Enquête prioritaire 1997

L'importance des écoles privées est loin d'être négligeable dans le système éducatif malgache. L'Enquête Prioritaire montre que 28% de la population scolaire est dans le privé avec un rapport de 46% en milieu urbain. Dans trois villes : Antananarivo, Mahajanga et Antsiranana la part du privé dépasse même 50%. La part du privé est moins importante en milieu rural, où le taux est à 20,7%.

II.4.2.2 Répartition selon le quintile

Nous trouvons ci-après la répartition de la population scolaire selon les différents quintiles de dépenses par tête.

Tableau n°4.3**Répartition de ceux qui ont fréquenté l'école et acquis un niveau donné selon le quintile et le niveau fréquenté**

Unité : en %

Quintile	Primaire	Secondaire	Universitaire	Ensemble
Plus pauvres	9,9	3,0	8,5	8,4
Quintile_2	14,0	3,7	5,2	11,5
Quintile_3	19,5	8,4	0,0	16,5
Quintile_4	23,7	23,6	19,8	23,6
Plus riches	32,8	61,3	66,5	40,0
Ensemble	100	100	100	100

Source : Enquête prioritaire 1997

Au niveau primaire, la répartition ne fait que refléter la répartition de la population de 6 à 10 ans (considérée comme le groupe d'âge de ce niveau scolaire), ce qui traduit l'égalité d'accès à l'éducation pour tous. Les inégalités se creusent cependant pour les niveaux secondaire et supérieur, au détriment des ménages les plus pauvres.

Les deux premiers quintiles forment 6,7% de la population du niveau secondaire, alors qu'ils représentent 51% de la population totale des 11 à 14 ans. Les écarts sont plus flagrants en ce qui concerne le niveau supérieur, où 86,4% de la population viennent des deux quintiles les plus élevés. Bien sûr, il y a les coûts de scolarisation qui entrent en jeu, mais aussi le manque de possibilités pour les plus pauvres de poursuivre des longues études et l'obligation de participer très tôt à la recherche de la satisfaction des besoins matériels de la famille.

II.4.2.3- Des différences sur la scolarisation entre garçons et filles

Il serait très intéressant de voir la répartition de la population scolaire entre les deux sexes.

Tableau n°4.4
Répartition de la population scolaire actuelle et de la population de 5 à 15 ans

	Population scolaire			Population Totale			Variation
Milieu	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble	
(a)				(b)			(b)-(a)
Urbain							
Antananarivo	49,9	50,1	100,0	49,6	50,4	100,0	0,3
Fianarantsoa	53,5	46,5	100,0	55,7	44,3	100,0	-2,2
Toamasina	52,9	47,1	100,0	54,5	45,5	100,0	-1,6
Mahajanga	45,6	54,4	100,0	46,0	54,0	100,0	-0,4
Toliary	58,9	41,1	100,0	50,5	49,5	100,0	8,4
Antsiranana	49,6	50,4	100,0	48,4	51,6	100,0	1,2
Rural							
Antananarivo	52,0	48,0	100,0	51,1	48,9	100,0	0,9
Fianarantsoa	49,8	50,2	100,0	48,7	51,3	100,0	1,1
Toamasina	49,0	51,0	100,0	51,9	48,1	100,0	-2,9
Mahajanga	50,0	50,0	100,0	50,7	49,3	100,0	-0,7
Toliary	51,1	48,9	100,0	51,5	48,5	100,0	-0,1
Antsiranana	51,3	48,7	100,0	51,0	49,0	100,0	0,3

Source : Enquête prioritaire 1997

Existe-t-elle une discrimination tendant à faire sortir les filles plutôt que les garçons du système scolaire ? La réponse est à nuancer, malgré le fait que, entre ces deux populations, la proportion des filles est instable. Elle diminue très sensiblement dans le faritany de Toamasina pour les deux milieux, urbain et rural avec des pertes de 1,6 et 2,9 points respectivement, un peu moins pour Mahajanga. Pour les autres régions, la différence n'est pas très marquée. Au niveau national, cela confirme la situation sur le niveau de scolarisation de toute la population, à savoir qu'il existe un traitement à peu près égalitaire entre les deux sexes du point de vue de l'accès à l'éducation.

II.4.3- Du taux de scolarisation

L'accès à l'éducation pour les enfants d'âge scolaire peut être représenté par un indicateur appelé "taux de scolarisation" qui résume, à la fois, les effectifs de chacun des différents niveaux : primaire, secondaires premier et deuxième cycle et la population des tranches d'âge qui devraient les fréquenter.

Tableau n°4.5
Taux de scolarisation (brut et net) par niveau.

Niveau		Faritany						Ensemble
		Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Primaire	Brut	110,3	99,2	110,1	73,5	66,6	123,5	100,7
	Net	74,0	69,2	74,7	50,3	46,2	77,0	66,1
Secondaire Premier cycle	Brut	69,9	55,6	67,4	51,7	34,6	74,8	62,3
	Net	38,2	37,6	42,7	31,1	26,4	49,6	37,6
Secondaire Deuxième cycle	Brut	21,2	14,0	20,0	18,6	13,0	29,6	18,6
	Net	20,8	13,6	19,7	18,4	12,7	28,2	18,3

Source : Enquête prioritaire 1997

Ainsi, deux enfants sur trois en âge de fréquenter le niveau primaire y sont effectivement, et ce rapport diminue à un sur trois au niveau premier cycle du secondaire, à un sur cinq au niveau premier cycle du secondaire. A tous les niveaux, les faritany d'Antsiranana, Antananarivo et Toamasina présentent les meilleures situations du point de vue de l'accès à la scolarisation, tandis que le faritany de Toliary est le plus en retard.

II.4.4- Du niveau d'instruction

Une forte proportion de population instruite constitue un potentiel économique non négligeable pour la productivité. Est classé "Non instruit" tout individu qui n'a atteint ni achevé les classes T5 ou le CM2 du niveau primaire ou qui ne sait ni lire ni écrire.

II.4.4.1- Répartition selon le sexe et le milieu

Un peu moins de la moitié de la population est classée sans instruction. Les hommes ont un niveau d'instruction légèrement supérieur à celui des femmes.

Tableau n°4.6
Répartition de la population par niveau d'instruction selon le sexe

Unité : en %

Niveau d'instruction	Sexe		Ensemble
	Masculin	Féminin	
Sans instruction	47,1	52,2	49,7
Primaire	39,8	37,4	38,6
Secondaire	11,7	9,6	10,7
Universitaire	1,3	0,8	1,1
Total	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête prioritaire 1997

Tableau n°4.7
Répartition de la population par niveau d'instruction selon le milieu

Unité : en %

Niveau d'instruction	Milieu		Ensemble
	Urbain	Rural	
Sans instruction	33,6	54,3	49,7
Primaire	37,7	38,8	38,6
Secondaire	25,1	6,5	10,7
Universitaire	3,6	0,3	1,1
Total	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête prioritaire 1997

C'est en milieu rural que l'on enregistre la plus grande proportion de non instruits. En effet, les enfants ruraux se retirent très tôt du système scolaire que les enfants urbains car ils constituent une main d'œuvre non négligeable pour l'exploitation agricole familiale. 54,3% de la population sont sans instruction, contre 33,6% en milieu urbain. Plus généralement, les urbains ont reçu un niveau d'éducation plus élevé que les ruraux. En effet, une plus forte proportion d'urbains ont acquis ou dépassé le niveau secondaire : 28,7% contre 6,8%.

II.4.4.2- Disparités au niveau faritany

Il existe une grande disparité dans le niveau d'instruction de la population entre les faritany. Antananarivo est le plus favorisé, avec 35,5% de non instruits et 62,3% ayant achevé le cycle primaire ou secondaire. A l'autre extrémité se situe Toliary dont les proportions sont pratiquement inversées.

Tableau n°4.8
Proportion de la population selon le niveau d’instruction et le faritany

Unité : en %

Niveau d’instruction	Faritany						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	Total
Non instruits	35,5	48,4	54,1	59,0	63,3	55,8	49,7
Primaire	45,6	42,5	36,9	33,4	27,5	35,3	38,6
Secondaire	16,7	8,6	8,2	6,8	9,1	8,2	10,7
Universitaire	2,3	0,5	0,8	0,8	0,1	0,7	1,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête prioritaire 1997

II.4.4.3- Répartition selon le groupe socio-économique du chef de ménage

Est-ce que l’activité exercée habituellement par le chef du ménage constitue un facteur discriminant dans le niveau d’instruction acquis par l’individu et les autres membres du ménage ? Afin de pouvoir faire les comparaisons avec la situation de 1993, nous nous limitons à la catégorie des instruits.

Tableau n°4.9
Répartition selon le groupe socio-économique et le niveau d’instruction du chef de ménage
(Pour chacune des deux années 1993 et 1997, le total en ligne est égal à 100%.)

Unité : en %

Groupe socio-économique	Primaire		Secondaire		Supérieur	
	1993	1997	1993	1997	1993	1997
Exploitants agricoles	81,8	88,6	17,9	11,0	0,3	0,4
Eleveurs Pêcheurs Chasseurs	65,9	87,1	31,9	12,8	2,2	0,2
Entrepreneurs non agricoles	56,5	63,7	38,7	33,2	4,8	3,2
Salariés	45,8	54,6	44,3	40,4	9,9	5,0
Autres	74,5	61,7	23,7	33,2	1,8	5,2

Source : Enquête prioritaire 1997

88,6% des exploitants agricoles instruits n’ont pas dépassé le niveau primaire en 1997, alors que 40,4% des salariés ont le niveau secondaire. Globalement, les proportions correspondant au niveau primaire augmentent pour chacun des groupes socio-économiques, au détriment des deux niveaux d’instruction suivants. Cela traduit le fait que les individus arrêtent trop tôt leurs études.

II.4.4.4-Répartition selon le quintile

Cette répartition permet de voir les corrélations éventuelles entre le niveau d’aisance du ménage, reflété par son classement dans les quintiles de dépenses, et le niveau d’instruction de ses membres.

Tableau n°4.10
Proportion de la population selon le niveau d’instruction et le quintile

Unité : en %

Niveau d’instruction	QUINTILE					
	Pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Riches	Total
Non instruits	63,6	55,7	50,5	42,2	27,3	49,7
Primaire	33,8	39,8	42,6	41,7	35,6	38,6
Secondaire	2,3	4,2	6,9	15,3	31,9	10,7
Universitaire	0,2	0,2	0,1	0,8	5,1	1,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête prioritaire 1997

63,6% des ‘plus pauvres’, c’est à dire ceux qui constituent le premier quintile de dépenses, sont sans instruction, et cette proportion est inversée pour les niveaux secondaires et universitaires. En

d'autres termes, les riches sont plus instruits et les pauvres ont moins de chance de sortir de la pauvreté par l'éducation.

II.4.4.5- Des raisons de la non fréquentation scolaire

Divers facteurs peuvent amener l'enfant à abandonner prématurément sa scolarité, réduisant ainsi ses chances d'insertion dans la vie active. On peut les classer en deux catégories. La première résulte d'une décision prise au sein du ménage, compte tenu des difficultés d'ordre économique : la famille pense que les dépenses de scolarisation sont trop élevées ou que l'enfant devrait plutôt travailler pour subvenir aux dépenses du ménage. La seconde concernerait une meilleure répartition des ressources à la disposition des administrations : soit que l'école est trop éloignée ou qu'il n'y en a plus du tout pour être fréquenté par les enfants de la localité. Cette situation sera mieux étudiée dans une optique "Communautaire" qui constitue un autre volet de l'Enquête Prioritaire.

Tableau n°4.11
Répartition des raisons de la non fréquentation scolaire selon le milieu.

Unité : en %

Raison	Urbain	Rural	Ensemble
Ne veut plus	40,3	35,5	36,8
Frais de scolarité trop élevé	25,2	5,9	11,3
Pas d'école	0,3	8,4	6,1
Eloignement	1,4	3,9	3,2
Parent	5,1	13,8	11,4
Veut travailler	11,1	13,5	12,8
Autres	16,5	19,0	18,3
Total	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête prioritaire 1997

Dans plus du tiers des cas, l'arrêt de la scolarisation résulte d'une décision prise par l'enfant lui-même, que ce soit en milieu urbain ou en milieu rural. Ensuite, en milieu urbain, étant donné le niveau général des prix plus élevé, la deuxième raison invoquée est que les frais de scolarité sont hors de portée. Par contre, les conditions de vie sont telles que l'enfant doit participer aux rentrées d'argent du ménage. L'insuffisance des infrastructures (absence ou éloignement d'école) est souvent évoquée en milieu rural.

Le tableau suivant montre les proportions des raisons de non scolarisation selon le groupe socio-économique.

Tableau n°4.12
Distribution des raisons de non scolarisation selon le groupe socio-économique.

Unité : en %

Raisons de non Scolarisation	Groupes Socio-économiques					
	Exploitants agricoles	Eleveurs Pêcheurs Chasseurs	Petits Entrepreneurs	Salariés	Autres	Ensemble
Ne veut plus	34,7	16,5	49,4	43,4	33,8	36,8
Frais de scolarité trop élevé	7,7	16,5	28,8	18,7	2,6	11,3
Pas d'école	9,3	0,0	0,0	0,0	0,0	6,1
Eloignement	3,6	0,0	0,0	2,3	2,4	3,2
Parent	11,8	16,5	3,9	8,0	29,9	11,4
Veut travailler	13,3	16,5	4,0	12,3	14,2	12,8
Autres	19,6	34,0	14,0	15,3	17,1	18,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête prioritaire 1997

Chez les exploitants agricoles, c'est le manque de volonté des enfants qui est le plus souvent avancé, tandis que, chez les autres groupes socio-économiques, les frais de scolarité constituent un facteur très déterminant.

II.4.4.6- Les Non Instruits

A titre de rappel, est considéré comme non instruit tout individu qui n'a pas terminé le cycle d'enseignement primaire, et/ou ayant affirmé ne savoir ni lire ni écrire. C'est donc une notion qui se différencie de celle d'un individu qui n'a jamais fréquenté l'école. En fait, certains individus déclarent pouvoir lire un texte, sans être capables d'écrire. Cela peut paraître anormal, à première vue, mais peut toujours se comprendre au cas où une longue période s'est écoulée sans que les concernés éprouvent le besoin ou qu'ils n'ont pas eu l'occasion de mettre en pratique leurs acquis.

La population "non instruite" comprend un peu plus de femmes que d'hommes, avec des différences minimale (0,3 points) à Antananarivo et maximale (9,0 points) à Toamasina. Elle est plus fréquente en milieu rural, comme conséquence du plus fort taux de non scolarisation constaté dans ce milieu auparavant. Le contraste urbain / rural est inférieur à 20 points à Antananarivo et Toliary, atteint son maximum à Mahajanga avec 29 points de différence entre les taux.

Tableau n°4.13
Proportions de non instruits selon le faritany, le sexe et le milieu

Unité : en %

Faritany	SEXE			MILIEU		Résultats EPM 1993
	Masculin	Féminin	Ensemble	Urbain	Rural	
Antananarivo	35,3	35,6	35,5	24,6	40,1	24,0
Fianarantsoa	44,1	52,5	48,4	31,6	51,8	44,2
Toamasina	49,5	58,5	54,1	36,2	59,3	40,8
Mahajanga	56,3	61,6	59,0	36,1	65,1	43,9
Toliary	60,5	66,2	63,3	56,1	65,0	64,6
Antsiranana	54,0	57,6	55,8	35,4	60,0	34,8
Ensemble	47,1	52,2	49,7	33,6	54,3	39,5

Source : Enquête prioritaire 1997

Comparée à la situation il y a quatre ans, fournie par les chiffres de l'Enquête Permanente auprès des Ménages (EPM 1993), on constate que la proportion des "non instruits" a augmenté significativement. Antsiranana est la région la plus touchée par le phénomène (+21%), du fait que la proportion des "instruits" y était initialement parmi les plus élevées. Remarquons également une légère hausse du nombre des "non instruits" à Fianarantsoa et une baisse de 1% à Toliary, deux faritany qui présentaient les plus fortes proportions de non instruits, il y a quatre ans. En définitive, il s'agit d'un phénomène de "tassement" au plan national du volet instruction.

Au niveau national, plus de la moitié des exploitants agricoles sont non - instruits, un peu moins dans le groupe "éleveurs - pêcheurs - chasseurs". Le taux est plus bas chez les salariés (31,7%), ce qui semble assez naturel dans la mesure où les activités exercées dans ce groupe nécessitent en principe une qualification. La prépondérance des non instruits chez les exploitants agricoles et le groupe des "Eleveurs - Pêcheurs - Chasseurs" est remarquable par faritany.

Tableau n°4.14
Proportion des non instruits selon le groupe socio-économique

Unité : en %

Faritany	Groupe socio-économique					Total
	Exploitants Agriculteurs	Éleveurs Pêcheurs Chasseurs	Petits Entrepreneurs	Salariés	Autres	
Antananarivo	43,5	27,8	27,8	26,4	28,1	35,5
Fianarantsoa	53,1	32,1	35,5	28,5	39,5	48,4
Toamasina	58,7	55,1	35,4	37,4	37,9	54,1
Mahajanga	65,0	45,8	36,2	32,8	37,3	59,0
Toliary	71,0	70,3	36,8	38,1	61,3	63,3
Antsiranana	60,5	53,5	29,1	42,8	27,1	55,8
Ensemble	57,1	48,4	32,8	31,7	35,2	49,7

Source : Enquête prioritaire 1997

II.4.4.7- La structure de dépenses d'éducation

Quels sont les différents facteurs qui peuvent influencer sur l'accès des enfants à l'éducation ? Entre autre, il y a les dépenses monétaires que le ménage doit engager. Si théoriquement, l'enseignement est gratuit dans l'enseignement public, divers types de dépenses restent toujours à la charge des ménages : fournitures scolaires, uniformes, transport, etc.. Cette situation pénalise, évidemment, les plus pauvres et constitue, en fait, un cercle vicieux dans la mesure où l'éducation devrait permettre d'acquérir une formation suffisante qui aiderait à sortir de la pauvreté. Par ailleurs, les ménages plus riches préfèrent envoyer leurs enfants dans des établissements privés payants.

En moyenne, un ménage malgache dépense, en une année, 46.000 FMG pour l'éducation des enfants. Les montants les plus élevés sont constatés dans les faritany d'Antananarivo et d'Antsiranana. Le tableau 15 ci-dessous présente la répartition des dépenses moyennes des ménages pour l'éducation selon le faritany.

Tableau n°4.15
Niveau de dépenses d'éducation selon le faritany.

Unité : 1.000 FMG

Faritany	Dépenses moyennes
Antananarivo	56
Fianarantsoa	39
Toamasina	36
Mahajanga	40
Toliary	40
Antsiranana	52
Ensemble	46

Source : Enquête prioritaire 1997

Il faut voir que ces variations tiennent à deux composantes. D'une part, le niveau général des prix est parmi les plus élevés dans ces deux faritany, et d'autre part, l'effort d'investissement dans l'éducation que chaque ménage consent à faire.

Tableau n°4.16
Répartition des dépenses d'éducation des ménages selon le quintile.

Quintile	Pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Riches	Moyenne
Dépenses en éducation (1000 FMG)	30	39	46	64	71	46
Part dans les dépenses totales (%)	3.2	2.0	1.4	1.1	0.4	1.1

Source : Enquête prioritaire 1997

En termes absolus, les ménages les plus riches dépensent davantage que les ménages pauvres. Cependant, il faut tempérer cette affirmation. En effet, si on essaie de rapporter ces dépenses scolaires

aux dépenses totales, on constate que les pauvres sont plus enclins à réduire leurs dépenses dans les autres postes au profit de l'éducation.

II.5- EMPLOI

II.5.1- Population active et emploi

L'examen de l'offre de travail permet d'apprécier l'impact des politiques de réforme économique et de l'ajustement structurel sur le marché et les conditions de travail ainsi que sur la qualification des actifs.

Concepts et définitions

*En référence au concept économique de production, tel qu'il est défini dans les comptes nationaux, l'**activité** a pour objet de produire des biens et services, marchands ou non, moyennant un salaire ou un traitement, en espèce ou en nature (emploi salarié), ou en vue d'un bénéfice ou d'un gain familial (emploi non salarié).*

*Sont classés **dans la population en âge de travailler** (ou **population potentiellement active**) tous les individus âgés de 7 ans et plus quelle que soit leur situation vis à vis du marché du travail au cours des douze derniers mois précédant l'enquête.*

***La population active** regroupe les individus en âge de travailler insérés dans le marché du travail, contrairement à la population inactive qui comprend les personnes dépourvues d'emploi et qui n'en recherchent pas.*

*Est considérée comme **chômeur**, toute personne en âge de travailler répondant simultanément au cours des sept derniers jours précédant l'enquête aux quatre conditions suivantes : ne pas avoir d'activité professionnelle, rechercher un emploi, entreprendre des démarches pour la recherche d'emploi et être disponible pour occuper un emploi.*

L'objectif principal de ce chapitre est de fournir des informations sur les activités et les sources de revenus des individus résidents âgés de 7 ans et plus au moment de l'enquête. Il traite notamment de trois grandes parties : les caractéristiques de la population active, la structure des emplois du chef de ménage ou de son conjoint et le chômage.

II.5.1.1- Population en âge de travailler

La population en âge de travailler comprend 10 456 600 individus, soit 77,1% de la population nationale. Par rapport à l'année 1993, on observe un accroissement de 11,8 points.

Elle se répartit entre les six faritany comme suit : Antananarivo (28,7%), Fianarantsoa (20,6%), Toamasina (16,3%), Toliary (14,9 %), Mahajanga (11,0%) et Antsiranana (8,5%). Au niveau de chaque faritany, le pourcentage des individus en âge de travailler par rapport à l'ensemble des individus du même faritany est de 78,5% pour Antananarivo, 78,4% pour Fianarantsoa, 76,4% pour Toamasina, 75,2% pour Mahajanga, 74,3% pour Toliary et 77,9% pour Antsiranana.

Plus de trois quarts (77%) de la population en âge de travailler résident en milieu rural, contre seulement 23% en milieu urbain. Si l'on considère le milieu de résidence suivant quatre possibilités d'occupation, en l'occurrence la Capitale, les Grands Centres Urbains, les Centres Urbains Secondaires et le Rural, la répartition de la population en âge de travailler donne : pour la Capitale 5,8%, les Grands Centres Urbains 5,4%, les Centres Urbains Secondaires 11,7% et le Rural 77,1%.

En milieu rural, les individus en âge de travailler représentent 75,8% de la population rurale, alors qu'en milieu urbain, ce pourcentage est de 81,8%. En ce qui concerne le milieu urbain, le poids de la population potentiellement active dans la population totale est de 84,1% pour la Capitale, 81,8% pour les autres Grands Centres Urbains et 80,7% pour les Centres Urbains Secondaires.

Les hommes sont légèrement majoritaires dans la population en âge de travailler avec une proportion de 50,4% contre 49,6% pour les femmes. Mais cette situation change d'un milieu à un autre. En effet, en milieu urbain, les femmes sont majoritaires avec 50,9% de la population totale en âge de travailler. De même, pour les faritany de Mahajanga et Antsiranana, on trouve plus de femmes que d'hommes dans la population en âge de travailler. Les individus en âge de travailler du sexe masculin représentent 79,3% de la population masculine totale. Ceux du sexe féminin représentent 76,4% de la population féminine totale.

La population en âge de travailler est relativement jeune. L'âge moyen est de 27 ans. Plus de 42% ont moins de 20 ans et la proportion des individus de 50 ans et plus ne dépasse pas 12%.

Tableau n°5.1

Quelques caractéristiques socio-démographiques de la population en âge de travailler par faritany

Caractéristiques socio-démographiques	Faritany						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	Ensemble
Part dans la population totale (%)	78,5	78,4	76,4	75,2	74,3	77,9	77,1
Rapport de masculinité	1,00	1,08	1,04	0,90	1,01	0,99	1,02
Age moyen (ans)	27,8	27,2	26,9	27,5	27,1	26,6	27,0
Agés de 50 ans et plus (%)	12,0	11,7	11,3	13,0	12,3	12,0	12,0
Agés moins de 20 ans (%)	40,7	42,9	42,4	41,8	42,1	44,9	42,1
Vivant en milieu rural (%)	69,6	82,3	77,2	78,1	80,7	82,2	77,1

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.5.1.2- Population active

L'analyse de la population active se rapporte à la situation vis à vis de l'emploi au cours des douze derniers mois des individus âgés de 7 ans et plus insérés dans le marché du travail : les actifs occupés et les actifs qui recherchent un emploi (actifs non occupés ou actifs en quête d'un premier emploi).

La population active compte 7 352 584 personnes et représente 54,2% de la population totale. Elle a augmenté de 16,8% par rapport à l'année 1993. Le taux d'activité est passé de 67,3% en 1993 à 70,3% en 1997.

Elle se répartit entre les six faritany comme suit : 26,4% à Antananarivo, 20,4% à Fianarantsoa, 17,1% à Toamasina, 16,8% à Toliary, 12,0% à Mahajanga et 7,3% à Antsiranana.

Au niveau de chaque faritany, le pourcentage des actifs par rapport à l'ensemble des individus du même faritany est le plus faible dans le faritany d'Antsiranana (47,1%). Mais pour les autres faritany, il dépasse toujours 50% (Antananarivo 50,7%, Fianarantsoa 54,8%, Toamasina 56,1%, Mahajanga 57,7%, Toliary 58,9% et Antsiranana 47,1%).

Près de 80% de la population active résident en milieu rural, contre seulement 20% en milieu urbain. Si l'on considère le milieu de résidence selon quatre possibilités d'occupation, en l'occurrence la Capitale, les Grands Centres Urbains, les Centres Urbains Secondaires et le Rural, la répartition de l'active donne : pour la Capitale 4,7%, les Grands Centres Urbains 4,3%, les Centres Urbains Secondaires 11,0% et le Rural 80,0%.

En milieu rural, les actifs représentent 55,2% de la population rurale, alors qu'en milieu urbain, ce pourcentage est de 67,1%. En ce qui concerne le milieu urbain, le poids de la population potentiellement active dans la population totale est de 48,1% pour la Capitale, 47,0% pour les autres Grands Centres Urbains et 53,2% pour les Centres Urbains Secondaires.

Les hommes sont légèrement majoritaires dans la population active avec une proportion de 53,4% contre 46,6% pour les femmes. Mais cette situation reste invariable d'un milieu à un autre.

L'âge moyen de la population active est de 30,8 ans. Plus de 13% ont moins de 15ans et la proportion des individus de 50 ans et plus est de 14%. Le poids des jeunes actifs est plus important en milieu rural qu'en milieu urbain. Si l'âge moyen des actifs est de 32,6 ans en milieu urbain, cela tombe à 30,3 ans en milieu rural. Plus de 28% des actifs ruraux ont moins de 20 ans.

Tableau n°5.2
Quelques caractéristiques socio-démographiques de la population active par faritany

Caractéristiques Socio-démographiques	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Effectif total	1941078	1505024	1253807	879268	1238692	534715	7352584
Rapport de masculinité	1,15	1,23	1,16	1,05	1,08	1,21	1,15
Age moyen (ans)	32,4	30,5	30,4	29,5	29,3	32,3	30,8
Agés de 50 ans et plus (%)	14,1	12,5	12,6	13,5	13,2	15,6	13,5
Agés moins de 20 ans (%)	22,6	28,6	28,7	32,5	32,5	24,7	27,8
Vivant en milieu rural (%)	72,2	84,9	79,2	82,7	81,7	87,1	79,9

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.5.1.3-Profil du taux d'activité

Dans une population donnée, le taux d'activité se définit comme étant le rapport des personnes occupées de la population considérée et de la population en âge de travailler.

Sur une population en âge de travailler de 10.456.600 personnes, Madagascar compte 7.352.600 actifs, soit un taux global de 70,31 %. Si l'on ne considère que la tranche d'âge supérieur à 15 ans (âge légal), ce taux atteint 86%. Le taux d'activité s'est accru de 3 points entre 1993 et 1997.

Le taux d'activité le plus élevé appartient au Faritany de Toliary (79,3%), suivi par les Faritany de Toamasina et Mahajanga, avec respectivement 76,7% et 73,5%. Le taux le plus faible revient aux faritany d'Antsiranana (60,4%) et Antananarivo (64,59%). Pour le faritany Fianarantsoa, le taux d'activité se situe à 69,9%.

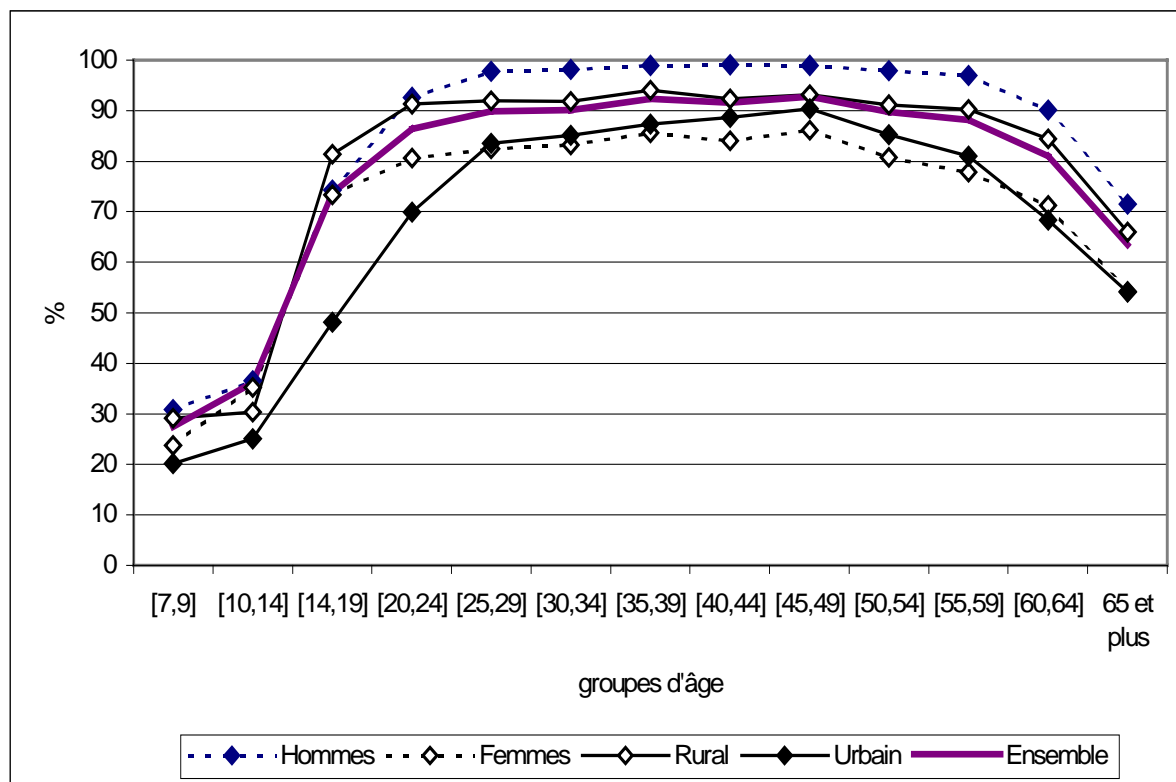
L'insertion des individus dans le marché du travail est plus importante en milieu rural avec un taux d'activité de 72,9% contre 61,7% en milieu urbain. Elle devient de plus en plus massive au fur et à mesure qu'on s'éloigne de la capitale. Le taux d'activité passe de 57,1% pour la capitale à 57,4% pour les autres Grands Centres Urbains, jusqu'à 66,0% pour les Centres Urbains Secondaires.

Les actifs masculins enregistrent un taux d'activité plus élevé comparativement à celui des actifs féminins : 74,5% contre 66,0%. En milieu urbain, l'écart devient plus important : 67,5% pour les hommes et 56,1% pour les femmes.

On observe une forte insertion des jeunes actifs dans le marché du travail. Le taux d'activité pour les moins de 15 ans atteint plus de 35% (soit aux environs de 1.164.800 sur 3.266.500 personnes). Le taux s'établit à 77,6% pour la tranche d'âge de 15 à 20 ans pour atteindre le niveau le plus élevé 89,7% pour la tranche d'âge de 20 à 50 ans. Il baisse progressivement pour les tranches d'âge supérieures : 85,8% pour les 50 à 65 ans et tombe à 62,9% au-delà de 65 ans.

Graphique 5.1

Profil du taux d'activité par sexe et par milieu au cours des 12 derniers mois



Source : Enquête Prioritaire 1997

L'analyse du taux d'activité selon le quintile de dépenses des ménages montre que les individus en âge de travailler dans les ménages pauvres s'insèrent plus massivement dans le marché du travail par rapport à ceux des ménages relativement riches. En effet, le taux d'activité diminue de manière progressive de 74,6% chez les ménages les plus pauvres à seulement 61,9% chez les ménages les plus riches.

II.5.2- Emplois

Le présent paragraphe se propose de fournir des informations sur les activités, principale ou secondaires, exercées par le chef de ménage ou son (sa) conjoint(e) au cours des douze derniers mois ayant précédé l'enquête.

II.5.2.1- Structure des emplois par branche d'activité

Les activités principales du chef de ménage relèvent de 11 branches d'activités :

- Agriculture, sylviculture, élevage, pêche, chasse, autres activités du secteur primaire
- Activités de fabrication ou de transformation
- Bâtiment et Travaux Publics (BTP)
- Commerce
- Transport
- Poste et Télécommunication (PTT)
- Banque et assurance
- Education privée
- Santé privée
- Administration publique
- Autres services.

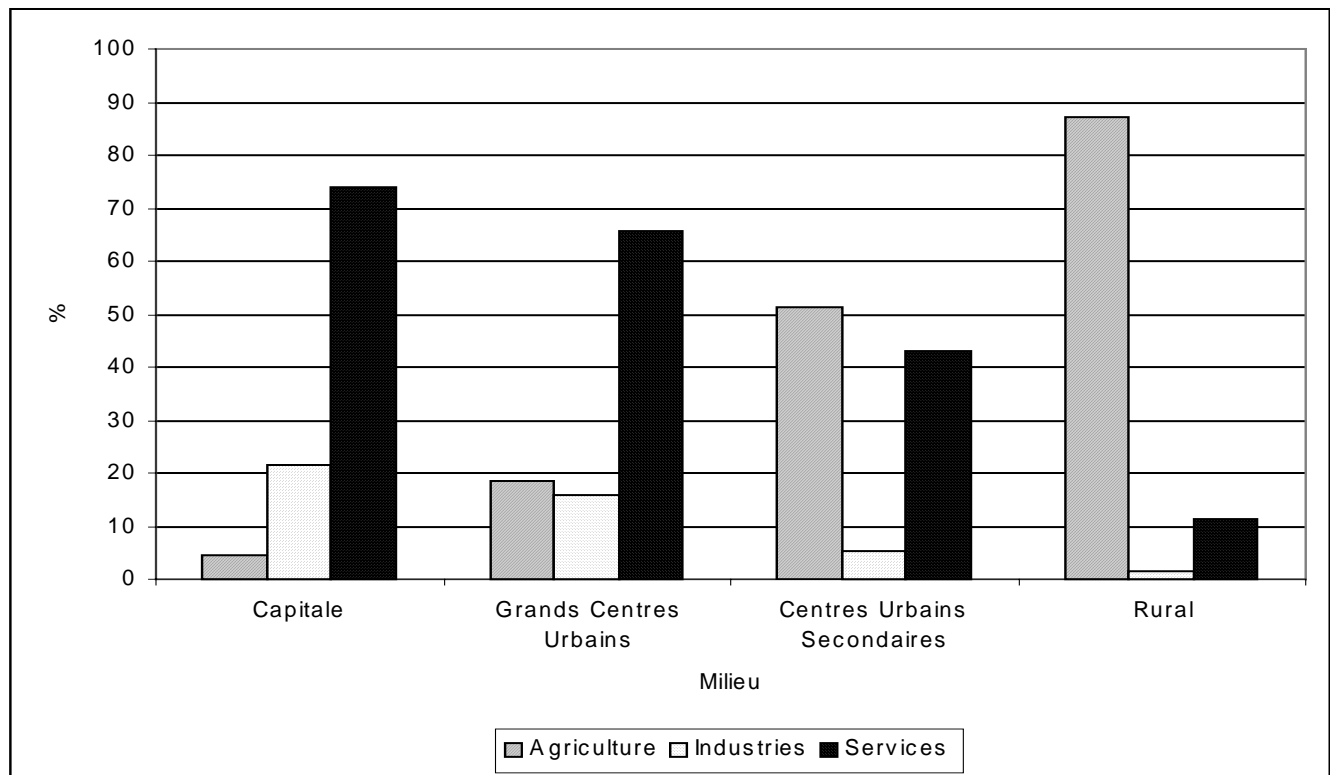
A elle seule, la branche d'activité relative à l'Agriculture, l'Elevage, la Pêche et à d'autres activités connexes contribue à hauteur de 75,4% à la fourniture d'emplois pour les chefs de ménage.

Trois autres branches d'activités se démarquent des autres branches restantes, en ayant des poids relativement importants : l'administration publique (5,1%), le commerce (5,7%) et les autres services (6,3%).

Les possibilités d'offre d'emplois au titre de l'activité principale reviennent essentiellement à la branche d'activité agricole ; les plus importantes pour les Faritany de Fianarantsoa (84,8%), Toamasina (82,1%), Mahajanga (84,5%), un peu moins pour les Faritany de Toliary (78,1%) et Antsiranana (77,8%), et dans une moindre mesure pour le Faritany d'Antananarivo (58,1%).

L'examen de la structure des emplois du chef de ménage par milieu amène à constater un renversement de la situation. En milieu urbain, plus des deux tiers des chefs de ménage travaillent en dehors du domaine agricole. Particulièrement, dans la capitale, moins de 5% des chefs de ménages exercent à titre principal une activité agricole. Deux branches y sont largement sur-représentées : les activités de fabrication ou de transformation (21,6%) et les autres services (27,8%) et dans une moindre mesure le commerce (15,3%) et l'administration publique (14,6%). Dans les autres Grands Centres Urbains, les structures d'emplois sont conservées sauf que les activités commerciales ont pris le dessus sur l'administration publique : 17,7% pour la première contre 15,7% pour la dernière.

Graphique 5.2
Structures par branche d'activité des emplois du chef de ménage selon le milieu



Source : Enquête Prioritaire 1997

Plus le niveau d'instruction est élevé, moins les actifs s'intéressent à l'agriculture. Près de 95% des actifs occupés non instruits sont concentrés dans la branche primaire. Cette proportion diminue allant de 82% pour ceux qui ont un niveau d'enseignement primaire à seulement 12% pour ceux qui ont atteint le niveau universitaire. Ces derniers sont plutôt attirés par les activités de l'administration publique (26%), les activités de fabrication ou de transformation (14%) et les autres services (14%).

Tableau n°5.3
Structure des emplois par branche et selon le niveau d’instruction des actifs

Unité : en %

Branches d’activité	Sans instruction	Niveau primaire	Niveau secondaire	Niveau Universitaire	Ensemble
Agriculture	30,0	60,2	9,4	0,4	100
Industries de fabrication	2,8	44,2	44,6	8,4	100
BTP	5,8	58,9	27,6	7,7	100
Commerce	9,9	51,6	34,9	3,6	100
Transport	1,0	42,6	49,8	6,6	100
PTT	0,0	10,6	63,3	26,1	100
Banques et Assurances	0,0	9,4	68,6	22,0	100
Education privée	0,0	8,7	58,6	32,7	100
Santé privée	3,2	19,7	26,7	50,4	100
Administration publique	0,5	14,7	73,4	11,4	100
Autres services	8,3	51,5	35,2	5,0	100
Ensemble	23,9	55,3	18,5	2,3	100

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.5.2.2- Revenus des activités

Pour tous les chefs de ménages et leurs conjoints exerçant une activité au cours des douze derniers mois précédant l’enquête, le niveau de revenus des activités annuel moyen est de 1.755.700 Fmg, soit une valeur mensuelle moyenne de 146.300 Fmg. Il existe une forte disparité entre les actifs occupés. En effet, le revenu annuel médian n’est que de 1.327.500 Fmg et que près de deux tiers des actifs touchent mensuellement moins de 123.000 Fmg, l’équivalent du salaire minimum légal au moment de l’enquête.

Les actifs occupés sont mieux rémunérés en milieu urbain qu’en milieu rural. Dans la capitale, le revenu annuel moyen est de 2.832.000 Fmg, dans les autres Grands Centres Urbains 2.507.000 Fmg, dans les Centres Urbains Secondaires 2.091.500 Fmg. Tandis qu’en milieu rural, on ne touche annuellement en moyenne que 1.577.000 Fmg et que plus de 68% des actifs ruraux gagnent en dessous du SMIG.

Il faut noter aussi une certaine disparité entre les six faritany : le niveau de revenu annuel moyen est le plus élevé pour le Faritany d’Antsiranana 2.556.500 Fmg alors que le niveau de revenu le plus faible est 2,5 fois moins élevé, en particulier pour le Faritany de Mahajanga et le Faritany de Fianarantsoa (respectivement 1.005.000 Fmg et 1.181.500 Fmg).

Les activités les mieux rémunérées sont celles de la branche des Banques et Assurances (4.077.000 Fmg), puis, par ordre décroissant, la branche de la santé privée, les Postes et Télécommunication, l’Administration publique et les Transports. Ce sont les activités agricoles qui procurent le moins de revenus : 1.516.000 fmg.

Tableau n°5.4
Rémunération annuelle moyenne par Faritany

Unité : En milliers de Fmg

Branches d'activité	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Agriculture	1592	1049	2063	2366	1553	1641	1516
Industries de fabrication	2147	726	2010	2721	2472	2551	2117
BTP	2183	2060	1750	2075	2846	2632	2341
Commerce	3088	1219	702	1600	1828	1906	2136
Transport	2664	2636	5074	3518	2234	2048	3119
PTT	2789	2010	5014	-	3000	-	3194
Banques et Assurances	3043	5509	3900	4980	-	6608	4077
Education privée	2502	2437	2061	2745	1527	1336	2202
Santé privée	3389	-	4440	4090	1772	3324	3158
Administration publique	3383	3011	2934	3309	2929	2991	3325
Autres services	2087	1222	1961	2547	2299	2218	2074
Ensemble	2002	1181	2072	1005	1690	2556	1756

Source : Enquête Prioritaire 1997

Le niveau d'instruction est un facteur déterminant du niveau de revenu en ce sens que les actifs les mieux instruits sont les mieux payés. Le revenu annuel moyen varie de 1.500.000 Fmg pour les non instruits à 3.591.000 Fmg pour ceux qui ont atteint un niveau universitaire.

II.5.3- Le chômage

Le concept de chômeur qualifie toute personne en âge de travailler répondant simultanément, au cours des sept derniers jours précédant l'enquête, aux quatre conditions suivantes :

- ne pas avoir d'activité professionnelle,
- rechercher un emploi,
- entreprendre des démarches pour la recherche d'emploi, et
- être disponible pour occuper un emploi.

Le présent paragraphe se propose de rapporter les résultats de l'enquête concernant la situation vis-à-vis de l'emploi des individus en âge de travailler, les chômeurs et le profil du chômage, selon plusieurs critères d'analyse, et de la durée de recherche d'emploi, au cours de la semaine qui précède l'enquête.

II.5.3.1- Situation de l'emploi au cours des sept derniers jours

Dans l'ensemble, au cours des sept derniers jours précédant l'enquête, on dénombre 6.491.755 d'actifs, pour un effectif de 10.456.600 individus en âge de travailler, soit un taux d'activité global de 62,1%. On enregistre un écart de 10 points entre le taux d'activité des hommes et celui des femmes : 67,0% contre 57,1%.

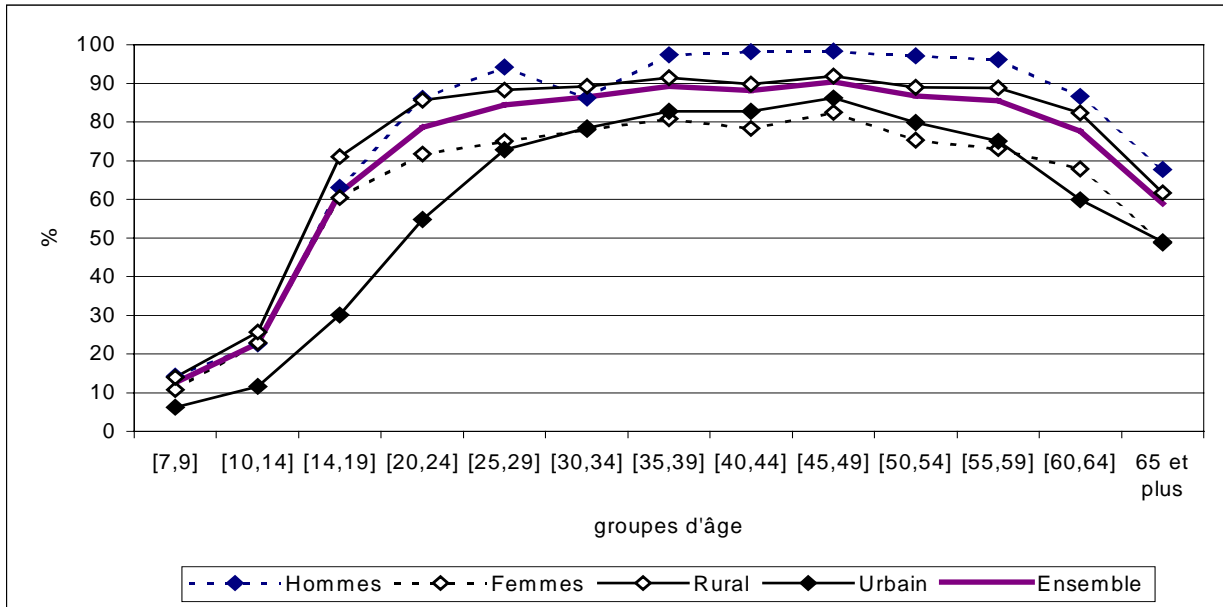
Le taux d'activité est le plus élevé pour les faritany de Toliary (67,0%), puis Toamasina (66,1%), Fianarantsoa (63,5%), Mahajanga (61,3%), Antananarivo (58,9%) et enfin Antsiranana (54,0%).

Ce taux varie fortement avec l'âge des individus. Si pour les actifs de moins de 15 ans, seulement moins de 22% sont insérés dans le marché du travail, ils représentent plus de 61% déjà pour la tranche d'âge 15 à 20 ans. Le taux d'activité atteint le niveau maximum pour la tranche d'âge 45 à 49 ans.

Les résultats de l'enquête montrent l'importance de l'insertion précoce dans le marché du travail en milieu rural, contrairement à ce qui se produit en milieu urbain. Le taux d'activité des enfants de 7 à 15 ans augmente à mesure que le niveau d'urbanisation diminue : 3,8% pour la capitale, 10,8%

pour les autres Grands Centres Urbains, 13,8% pour les Centres Urbains Secondaires et près de 25% pour le milieu rural.

Graphique 5.3
Profil du taux d'activité par sexe et par milieu au cours des 7 derniers jours



Source : Enquête Prioritaire 1997

II.5.3.2- Taux de chômage

Le taux de chômage désigne le rapport du nombre de chômeurs à la population active, compte tenu de la situation au cours des sept derniers jours précédant l'enquête. Il permet d'apprécier le volume de la demande d'emplois non satisfaite sur le marché du travail.

Pour l'ensemble du pays, on compte 210.500 chômeurs, soit un taux de chômage qui se situe à 3,2%. On assiste à un doublement de l'effectif des chômeurs en l'espace de cinq ans (entre 1993 et 1997) et une hausse de 1,4 points du taux de chômage au cours de cette même période.

Ce sont plutôt les jeunes actifs qui ont des difficultés pour trouver des emplois. Le taux le plus élevé s'observe au niveau de la tranche d'âge de 7 à 15 ans (12,7%). Plus de 42 % de l'ensemble des chômeurs appartiennent à cette tranche d'âge. Pour la tranche d'âge de 15 à 20 ans, le taux de chômage est de 5,1%, alors que la tranche d'âge de 20 à 50 ans n'enregistre que 1,9% de taux de chômage.

Le taux de chômage ne diffère pas de façon significative entre les hommes et les femmes : 3,1% pour le sexe masculin et 3,4% pour le sexe féminin.

Au niveau de chacun des six faritany, les taux de chômage observés sont, dans l'ordre décroissant de pourcentage : Toliary (6,2%), Antananarivo (4,2%), Mahajanga (2,2%), Antsiranana (1,9%), Fianarantsoa (1,8%) et Toamasina (1,8%).

En général, le taux de chômage du sexe féminin est supérieur à celui du sexe masculin, excepté pour le Faritany de Fianarantsoa où le cas inverse se présente : 2,1% pour le sexe féminin contre 1,5% pour l'autre sexe.

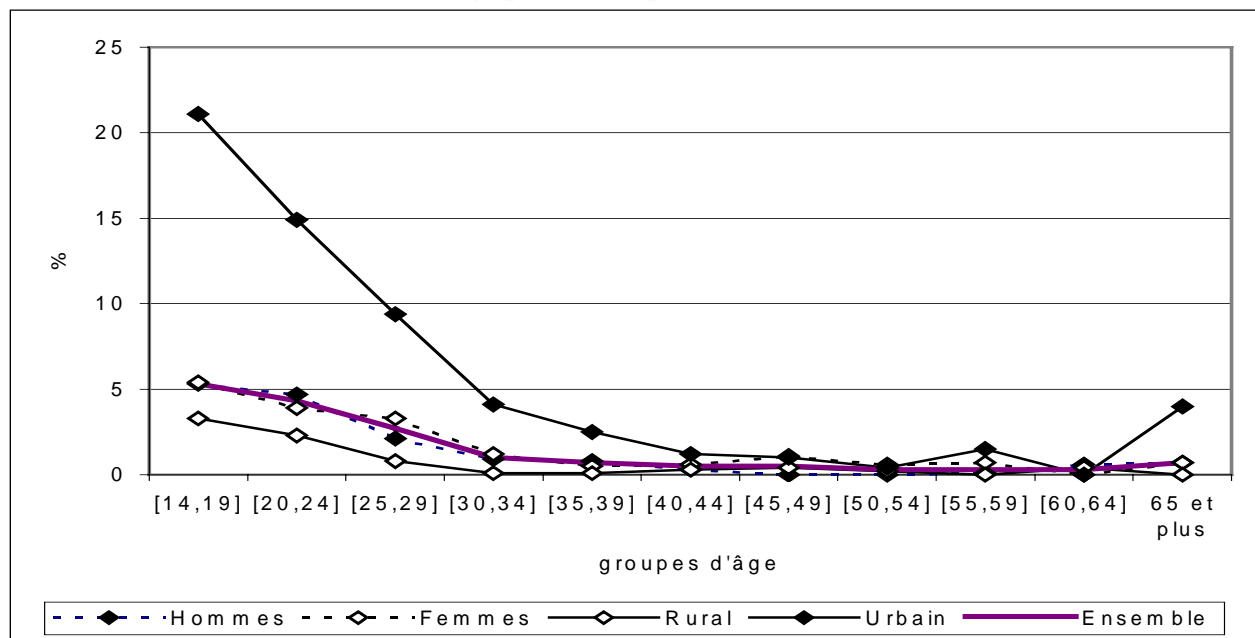
En milieu rural, le taux de chômage est de 2,1%, alors qu'en milieu urbain, il atteint 8,1%. Le taux de chômage le plus élevé du milieu rural appartient à la tranche d'âge de 7 à 15 ans (9,8%), suivi de la tranche d'âge de 15 à 20 ans (3,3%), la tranche d'âge de 20 à 50 ans n'en faisant que 0,8%.

Le taux de chômage le plus élevé du milieu urbain revient toujours à la tranche d'âge de 7 à 15 ans (37,6%). La tranche d'âge de 15 à 20 ans a un taux de chômage de 19,2%, suivie par celle de 20 à 50 ans (5,9%) et celle de 65 ans et plus (4,0%).

En milieu rural, le taux de chômage du sexe masculin est de 2,1% contre 2,2% pour celui du sexe opposé. En milieu urbain, le sexe masculin s'octroie un taux de chômage de 7,4%, et le sexe féminin 9,0%.

L'analyse du taux de chômage selon le quintile de dépenses des ménages montre que les actifs des ménages pauvres acceptent moins d'être en situation de chômage par rapport à ceux des ménages relativement riches. En effet, le taux de chômage diminue de manière progressive de 4,3% chez les ménages les plus riches à 2,9% chez les ménages les plus pauvres.

Graphique 5.4
Profil du taux de chômage par sexe et par milieu au cours des 7 derniers jours



Source : Enquête Prioritaire 1997

II.5.3.3- Caractéristiques des chômeurs

Le présent paragraphe présente les caractéristiques socio-démographiques des chômeurs telles que le groupe d'âge, le sexe et le niveau d'instruction.

Sur un effectif de 210.500 chômeurs, la majorité des chômeurs est constituée par des jeunes, dont l'âge moyen est de 18 ans. Près de 40% des chômeurs sont dans la tranche d'âge de 7 à 15 ans et 61% ont moins de 20 ans d'âge. Ceux de la tranche d'âge de 20 à 50 ans n'en représentent pas moins 36,8%. Le faritany de Toliary se distingue des autres faritany par le fait que l'âge moyen des chômeurs est de 14 ans et que presque les deux tiers des chômeurs ont moins de 15ans. Plus de la moitié des chômeurs ruraux a également moins de 15 ans et l'âge moyen est de 15 ans résulte de la faiblesse du taux de scolarisation primaire constaté dans cette région. Tandis qu'en milieu urbain, les chômeurs sont relativement plus âgés, avec un âge moyen de 22 ans dans la capitale et 25 ans pour les autres Grands Centres Urbains.

Le pourcentage de chômeurs du sexe masculin dépasse de peu celui du sexe féminin : 51,9 % contre 48,1 %. La situation varie en fonction de l'âge. Pour les actifs de moins de 50 ans, la répartition selon le sexe est plus ou moins équilibrée. Si les chômeurs du sexe masculin sont largement sur-représentés pour les actifs de 65 ans et plus (60,4%), les chômeurs du sexe féminin le sont également pour la tranche d'âge de 50 à 65 ans (65,8%).

En prenant en considération, le niveau d’instruction des chômeurs, il se trouve que le pourcentage des chômeurs sans instruction et celui des chômeurs du niveau primaire totalisent respectivement 83,3% dont 39,6% pour le premier groupe et 43,7% pour le second. Le pourcentage des chômeurs du niveau secondaire est de 15,4%, et celui du niveau universitaire 1,3%.

Les chômeurs du sexe féminin sans instruction sont plus importants que ceux de l’autre sexe (51,2%). Quant aux trois autres niveaux d’instruction restants, ceux du sexe masculin sont plus importants, comparés à ceux du sexe opposé : Niveau Primaire (54,1%), Niveau Secondaire (52,5%) et Niveau Universitaire (67,1%).

Les Faritany d’Antananarivo et Toliary regroupent à eux deux 66,5% de chômeurs : 35,5% pour le premier et 30,9% pour le second. Ceux de Fianarantsoa et Toamasina en font 21,7% (11,9% pour le premier et 9,8% pour le second). Les deux faritany restants, celui de Mahajanga et celui d’Antsiranana en ont respectivement 7,5% et 4,4%.

Tableau n°5.5
Quelques caractéristiques socio-démographiques des chômeurs par faritany

Caractéristiques socio-démographiques	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Effectif total	74802	25107	20626	15707	65056	9187	210485
Rapport de masculinité	1,14	1,85	0,86	0,86	1,03	0,53	1,08
Age moyen (ans)	19,6	19,4	22,1	20,4	14,7	20,3	18,0
Agés de 50 ans et plus (%)	0,9	3,0	4,3	3,2	1,3	1,8	1,8
Agés moins de 20 ans (%)	53,3	58,5	46,9	51,5	80,1	51,9	60,5
Vivant en milieu rural (%)	51,4	66,8	43,6	77,5	45,8	59,2	53,1

Source : Enquête Prioritaire 1997

La dernière recherche de travail pour la quasi-totalité des chômeurs remonte à plus de quinze jours avant la réalisation de l’enquête.

II.5.4- Incidence des activités secondaires

Il arrive que, pour diverses raisons souvent d’ordre économique, les chefs de ménage ou leurs conjoint(e)s soient amenés à exercer, en sus de l’activité principale, au cours des douze derniers mois, d’autres activités dites secondaires.

Par rapport à la période de référence, un tiers des chefs de ménage ou de leurs conjoint(e)s ont eu une activité secondaire. Les plus forts pourcentages de recours à une activité secondaire se rapportent aux branches de l’Administration publique (38%), Education privée (38%), l’Agriculture (34%), et BTP (34%). Les faibles pourcentages reviennent aux branches des Postes et télécommunication (5%), Banques et Assurances (5%), Santé privée (13%) et Transport (16%).

Le pourcentage de recours à une activité secondaire se répartit entre les deux sexes en 63,2% pour le sexe masculin et 36,8% pour le sexe féminin.

Le taux d’incidence des activités secondaires est très faible chez les plus jeunes actifs : 5,7% pour la tranche d’âge de 7 à 15 ans et 16,6% pour la tranche d’âge 15 à 20 ans. Puis il se situe aux alentours de 28% pour les tranches d’âge supérieures.

Si le recours à une activité secondaire atteint 34,8% en milieu rural, il n’est que de 25,1 % en milieu urbain. Les pourcentages de recours à une activité secondaire au niveau de chacun des six faritany sont du plus fort au plus faible : Fianarantsoa (46,2%), Toamasina (34,1%), Antananarivo (34,0%), Toliary (31,2%), Antsiranana (23,7%) et Mahajanga (15,1%).

Le taux d'incidence des activités secondaires le plus faible s'observe chez les ménages les plus riches 19,1%. Pour les autres quintiles, il reste plus ou moins stable autour de 27% avec une légère baisse au niveau des ménages les plus pauvres (23,4%).

Si l'on considère le profil du taux d'incidence des activités secondaires selon les groupes socio-économiques agrégés du chef de ménage, on observe un taux de recours le plus élevé pour le groupe des apprentis (73,4%) et dans une moindre mesure le groupe des pêcheurs (34,9%), petits exploitants non agricoles (33,7%) et le groupe des main d'œuvre sans qualification (31,1%). Ce taux est le plus faible pour le groupe des grands et moyens entrepreneurs de services (4,7%).

Tableau n°5.6
Taux d'incidence des activités secondaires par groupe socio-économique agrégé et par quintile de dépenses

Unité : en %

	Taux d'incidence des activités secondaires
Quintile	
Plus pauvres	23,4
Quintile_2	28,6
Quintile_3	28,7
Quintile_4	27,4
Plus Riches	19,1
GSE	
Exploitant agricole	26,2
Eleveur, Pêcheur, Chasseur	25,2
Petit entrepreneur	30,3
Salarié	24,7
Autres	22,6
Ensemble	25,7

Source : Enquête Prioritaire 1997

On peut dire que les activités secondaires touchent pratiquement tous les groupes socio-économiques de manière égale.

II.5.5- Trajectoire des emplois

Au terme du présent rapport, le changement d'emploi se réfère à l'exercice par les chefs de ménage et leurs conjoint(e)s d'un autre emploi juste avant l'activité principale, au cours des 24 derniers mois précédant l'enquête.

L'objet de ce paragraphe est de déterminer comment les ménages se sont comportés en terme de changement d'emploi, de manière à mieux comprendre la stabilité d'emploi à court terme.

Dans l'ensemble, le pourcentage de changement d'activités au cours des 24 derniers mois précédant l'enquête n'est que de 3,3 %.

Les actifs de la branche de l'industrie de fabrication ou de transformation, ceux du transport et ceux de l'Education privée ont le plus connu un changement d'activité. Les autres branches d'activités les moins instables sont les Banques et Assurances et l'Agriculture.

Les changements d'activité sont plus fréquents en milieu urbain (7,0%) qu'en milieu rural (2,4%). Dans l'ordre décroissant du taux de changement d'activité, par faritany les plus importants sont le Faritany de Mahajanga (4,4%), le Faritany d'Antananarivo (4,1%) et le Faritany d'Antsiranana (3,1%), et que pour les trois faritany restants ce taux est presque le même : le Faritany de Fianarantsoa (2,7%), le Faritany de Toamasina (2,6%), et le Faritany de Toliary (2,6%).

Les individus de la tranche d'âge de 65 ans et plus sont relativement les moins touchés par le changement d'emploi. Les hommes sont les plus touchés par le changement d'emploi. Si le taux de changement d'activité est de 4,7% pour le sexe masculin, il n'est que de 1,6 % le sexe féminin.

Le degré de mobilité inter-branche est très élevé atteignant 98% des changements d'emploi. La branche de l'agriculture constitue le pôle d'attraction majeure des actifs surtout pour les ex-personnels de la santé privée. Pour les personnels de l'Administration publique, plus de 17% de cas de changement s'opère à l'intérieur des structures administratives existantes. On observe la plus forte instabilité des emplois dans la branche des autres services. De l'autre côté, les changements d'activités sont presque inexistantes dans la branche des Bâtiments et Travaux Publics et celle des Postes et Télécommunication.

Les motifs de changement d'emploi varient en fonction de plusieurs éléments d'analyse, tels que l'âge, le sexe, le faritany d'origine, le milieu de résidence, et la branche d'activité du chef de ménage et son conjoint(e) pour la période de référence considérée.

Les motifs les plus fréquents d'un changement d'emploi sont l'obtention d'un meilleur travail (25,9%), ensuite les raisons familiales (20,2%) et les autres motifs (14,8%). Les rares motifs en sont les études (0,1%), l'affectation ou la promotion (1,6%) et la fermeture de l'entreprise de l'intéressé (3,3%).

La tranche d'âge de 15 à 20 ans est affectée par le changement d'emploi pour 37,5% des raisons familiales, 21,4% soit en raison de l'interruption temporaire de travail soit du fait de l'obtention d'un meilleur travail, et 19,8% à cause d'un travail saisonnier. 58,5% des actifs âgés de 65 ans et plus changent d'emploi pour divers autres motifs non évoqués, 15,1 % pour des raisons familiales, 13,5% pour un travail achevé et 13,0% pour un travail saisonnier.

La tranche d'âge de 20 à 50 ans change d'emploi dans 28,5% de cas du fait de l'obtention d'un meilleur travail, 22,2% pour des raisons familiales et 11,2% pour d'autres motifs non identifiés. La tranche d'âge de 50 à 65 ans change d'emploi du fait de l'obtention d'un meilleur travail (18,0%), mais aussi et surtout pour divers motifs non évoqués (27,5%).

Sur 78,3% des chefs de ménage concernés par le changement d'emploi du sexe masculin, 28,3% ont changé d'emploi à cause de l'obtention d'un meilleur travail, 17,1% pour des raisons familiales et 14,1% pour d'autre motifs non évoqués. En tout cas, le changement d'emploi ne saurait être attribué aux études.

Pour le sexe féminin, le changement d'emploi est attribué à 31,5% pour des raisons familiales, 17,6% pour d'autres motifs non évoqués et 17,2% du fait de l'obtention d'un meilleur travail.

Au niveau du Faritany d'Antananarivo où l'on enregistre le plus fort pourcentage de changement d'emploi, les motifs dominants sont l'obtention d'un travail (40,4%). Tandis que dans les cinq autres faritany, les motifs de changement d'emploi les plus dominants relèvent soit des raisons familiales soit d'autres motifs non évoqués.

Tableau n°5.7
Motifs de changement d'activités par Faritany

Unité : en %

Motifs de changement d'activité	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Interruption temporaire du travail	1,8	0,0	12,3	5,7	14,0	12,1	5,9
Perte d'emploi	11,9	1,5	0,8	2,3	9,0	18,3	7,2
Travail achevé	5,0	3,9	12,2	3,2	13,2	6,8	6,6
Travail saisonnier	5,0	8,4	0,0	19,9	0,0	7,4	6,9
Entreprise de l'intéressé fermée	3,7	6,6	3,9	1,4	1,9	0,0	3,3
Meilleur travail trouvé	40,4	17,9	16,4	15,3	15,5	35,5	25,9
Etudes	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Raisons familiales	8,0	45,0	30,7	16,0	26,4	1,6	20,2
Affectation ou promotion	0,5	0,0	6,4	0,0	4,2	0,0	1,6
Autres	19,6	9,7	10,6	1,0	10,1	8,9	14,8
Total	33,4	16,4	14,3	16,6	11,4	7,9	100

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.6- LOGEMENT ET ACCES AUX SERVICES

Signes extérieurs du bien être, les caractéristiques du logement et les différents taux d'accès aux services sont des indicateurs mesurables qui permettent d'apprécier les conditions de vie des ménages. De plus, l'acquisition de biens immobiliers est la seule opération économique du ménage qui est considérée comme un investissement. Par conséquent, ne serait ce qu'en milieu urbain, la possession d'une maison mesure l'accumulation de surplus de revenu pendant une assez longue période. On verra plus loin que chez le groupe des plus pauvres, cette idée est remise en cause du fait de l'existence d'une forte disparité en qualité et en taille des logements.

La présente section est une des parties du questionnaire où l'on peut analyser la variation entre deux périodes (1996 et 1997) d'une façon intégrale.

Ce chapitre se décompose en quatre paragraphes, à savoir :

- Le type de logement
- Le nombre de pièces occupées.
- Le statut d'occupant.
- Les qualités du logement.

Ces paragraphes comportent chacun des analyses descriptives et des études éventuelles mutations.

II.6.1- Le type de logement

II.6.1.1- Signe de la lenteur de l'urbanisation

70,4% des ménages ont habité dans des maisons individuelles. Il n'y a qu'une faible proportion (5,7%) qui habite dans des appartements ou studio. La taille moyenne des ménages (4,9) explique en partie cette situation ainsi que le niveau des revenus. Une des causes est imputée à la lenteur de l'urbanisation du pays. En effet, si la construction d'une maison individuelle est moins coûteuse pour le particulier, elle devient plus onéreuse au niveau macro-économique du fait de l'éparpillement et le coût de communication.

Notons la stabilité inter temporelle de ces types de logement occupés puisque la variation totale entre 1996 et 1997 n'est que de 0,6%.

Tableau n°6.1
Répartition des types de logement

Unité : en %

Type de logement	Année		Variation
	1997	1996	
Appartement ou studio	5,7	6,0	-0,3
Chambre	21,0	20,7	0,2
Maison individuelle	70,4	70,4	0,0
Autre	2,9	2,9	0,0
Ensemble	100	100	0,5

Source : Enquête prioritaire 1997

II.6.1.2- Forte démarcation selon le milieu de résidence

La répartition des types de logement par milieu de résidence est caractérisée, de façon naturelle, par le partage des lieux en milieu urbain et l'individualité en milieu rural. Le tableau 6.2 montre, en effet, que l'occupation d'appartement, de studio ou de chambre diminue au fur et à mesure ou l'on

passé de la capitale aux autres chefs lieux de faritany, aux centres urbains secondaires vers le milieu rural tandis que la maison individuelle, c'est l'inverse qui se produit. Cela résulte certainement des coûts de construction très élevés en milieu urbain (terrain à bâtir, matériaux) par rapport à la disponibilité des mêmes matériaux en milieu rural.

Tableau n°6.2
Répartition des types de logement par milieu de résidence

Unité : en %

Milieu	Année	Type de logement					Autres		
		Appartement ou Studio		Chambre		Maison individuelle			
		1997	1996	1997	1996	1997	1996	1997	1996
Capitale		32,0	32,0	40,9	41,1	27,0	26,2	0,4	0,4
AGCU		12,6	12,9	39,3	38,6	46,7	46,8	1,5	1,4
CUS		5,2	6,0	29,4	29,2	62,7	64,1	1,7	1,4
Rural		3,3	3,5	16,9	16,5	76,7	76,0	3,4	3,4
Ensemble		5,7	6,0	21,0	20,7	70,4	70,4	2,9	2,9

Source : Enquête prioritaire 1997

II.6.1.3- Répartition par groupe socio-économique

Etant donné la corrélation entre milieu de résidence et GSE, les résultats précédents se reproduisent. Sans une régression qualitative, l'on peut affirmer a priori que c'est parce qu'on habite en rural que l'on occupe une maison individuelle. Le choix du type de logement dépend plus du milieu de résidence que du GSE. Un entrepreneur de services qui vit dans une localité assez reculée n'aurait pas le choix d'habiter dans un appartement.

Tableau n°6.3
Répartition des types de logement par groupe socio-économique

Unité : en %

Année	Type de logement						Autres	
	Appartement ou studio		Chambre		Maison individuelle			
	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1997	1996
Groupe socio-économique								
Grand exploitant agricole	3,7	4,3	21,9	21,0	71,5	71,5	3,0	3,0
Moyen exploitant agricole	2,3	2,2	18,8	18,9	72,8	73,5	5,9	5,7
Petit exploitant agricole	3,0	3,2	13,8	13,5	81,9	80,4	2,1	2,1
Eleveur - Pêcheur - Chasseur	3,1	3,1	12,6	12,6	80,4	80,4	3,1	4,5
Petit exploitant non agricole	5,8	5,3	26,3	29,0	66,7	64,9	0,5	1,4
Commerçant - Entrepreneur ..	8,2	8,3	27,6	26,7	63,0	62,8	1,7	1,6
Cadre salarié	11,6	12,9	36,2	36,0	49,6	49,5	2,6	1,7
Employé et ouvrier	16,8	17,6	42,3	40,1	40,5	41,2	0,7	0,9
Main d'œuvre sans qualification	12,6	13,0	36,0	36,7	47,0	46,7	4,2	3,8
Autres	12,2	12,6	24,7	24,4	60,2	60,2	3,0	2,8
Ensemble	5,7	6,0	21,0	20,7	70,4	70,4	2,9	2,9

Source : Enquête prioritaire 1997

Ce paragraphe ne prend pas encore en compte les qualités du logement. Remarquons seulement que contrairement aux cas des pays développés, l'occupation d'une maison individuelle ou d'une villa n'est pas un signe de prospérité à Madagascar (l'état de ces types de maison ne sont pas pour la plupart en norme).

Tableau n°6.4
Répartition des types de logement par quintile

Unité : en %

Source : en %

Année	Type de logement						Autres	
	Appartement ou Studio		Chambre		Maison individuelle			
	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1997	1996
Quintile								
Plus pauvre	1,8	2,2	18,2	18,4	76,9	75,2	3,7	3,7
Quintile_2	2,7	2,9	14,0	13,6	81,6	80,5	2,4	2,2
Quintile_3	6,0	6,0	17,5	17,1	73,0	74,2	3,1	3,1
Quintile_4	8,5	8,7	29,0	28,3	59,4	59,9	3,0	3,0
Plus riche	16,2	16,8	37,5	36,9	44,7	44,0	2,0	1,9
Ensemble	5,7	6,0	21,0	20,7	70,4	70,4	2,9	2,9

Source : Enquête prioritaire 1997

Le constat apporté par le tableau est que les pauvres ont plus de chance d'habiter dans une maison individuelle. En comparaison avec la répartition d'ensemble, la proportion qui occupe un appartement ou un studio est plus importante chez le quintile des riches. La forte proportion des pauvres qui vivent en milieu rural (où la majorité des logements est une maison individuelle) en est la principale explication. Ce constat suggère d'une façon implicite les caractéristiques de ces différents types de maison.

II.6.2- Nombre de pièces occupées

Vu les tailles des ménages qui ne sont pas uniformes, il a été préférable d'utiliser le nombre d'individus par pièce dans l'analyse (et non le nombre absolu de pièces). La moyenne nationale est de 2,1 individus par pièces. Ce chiffre est un résumé imparfait de la situation des ménages puisque pour un tiers des ménages une seule chambre est partagée par plus de 4 personnes. De plus la médiane au niveau national est de 3,0 personnes par pièces. En l'espace d'un an, il n'y a pas eu de changement significatif.

Tableau n°6.5
Répartition du nombre d'individus par pièce

Unité : individu

Individus par pièce	Répartition		Répartition cumulée		Variation
	1997	1996	1997	1996	
Plus de 10	1,2	1,3	1,2	1,3	0,0
Entre 10 et 4	33,8	34,1	35,0	35,3	-0,3
Entre 4 et 3,5	18,9	18,4	54,0	53,7	0,5
Entre 3,5 et 2	22,2	21,9	76,1	75,6	0,3
Entre 2 et 1	19,6	20,0	95,8	95,6	-0,3
Moins de 1	4,3	4,3	100,0	100,0	0,0

Source : Enquête prioritaire 1997

II.6.2.1- Une plus forte concentration d'individus par pièce dans la capitale et les milieux ruraux

Notons que le partage d'une pièce par de nombreuses personnes affecte le bien être et plus particulièrement la santé de l'individu.

La classification par milieu montre une plus grande proportion d'individus par pièce dans la Capitale et dans les campagnes (moyennes respectives de 2,0 et 2,2 personnes par pièce). 30% des ménages de la capitale vivent dans une pièce pour plus de 4 personnes. Cela est dû à la difficulté de trouver des logements à Antananarivo ville. De plus le loyer y est très onéreux. Par contre, dans les

autres GCU et les CUS, la situation est plus supportable avec 23% de la population qui partagent une chambre pour un ménage de taille moyenne.

Tableau n°6.6
Nombre d'individus moyen et médian par pièces selon le milieu

Unité : individu

Milieu	Moyenne		Médiane		Variation (de la moyenne)
	1997	1996	1997	1996	
Capitale	2,0	1,9	2,5	2,5	0,1
AGCU	1,8	1,7	2,0	2,0	0,1
CUS	1,7	1,7	2,5	2,3	0,0
Rural	2,2	2,7	3,0	3,0	-0,5
Ensemble	2,0		3,0		

Source : Enquête prioritaire 1997

II.6.2.2- Une grande disparité entre les plus riches et les plus pauvres

Si, chez les ménages riches, trois personnes se partagent deux chambres, ce chiffre est doublé chez les plus pauvres avec 3,22 personnes pour une chambre. L'analyse ne tient pas en compte de la surface ou du volume d'une chambre, sinon le constat serait encore plus défavorable aux groupes les plus vulnérables. En terme de variation (1996-1997), seuls les groupes les plus pauvres n'ont pas connu une amélioration.

Tableau n°6.7
Nombre d'individus moyen et médian par pièces selon le quintile de dépenses

Unité : individu

Quintile	Moyenne		Médiane		Variation (de la moyenne)
	1997	1996	1997	1996	
Plus pauvre	3,2	3,2	4,0	4,0	0,0
Quintile_2	2,7	2,6	3,0	3,0	0,1
Quintile_3	2,1	2,1	3,0	3,0	0,0
Quintile_4	1,9	1,8	2,5	2,5	0,1
Plus riche	1,4	1,4	2,0	2,0	0,0
Ensemble	2,0		3,0	3,0	

Source : Enquête prioritaire 1997

II.6.2.3- Une situation meilleure chez les entrepreneurs

Les résultats du 6.2.1 sont confirmés par l'analyse par groupe socio-économique. Les exploitants agricoles partagent une pièce pour 2,5 individus. Les ménages dont le chef est cadre salarié ne sont que 3 dans 2 chambres.

Tableau n°6.8
Nombre d'individus moyen et médian par pièces selon le groupe socio-économique

Unité : individu

GSE	Moyenne		Médiane		Variation (de la moyenne)
	1997	1996	1997	1996	
Grand exploitant agricole	2,4	2,4	3,0	3,0	0,0
Moyen exploitant agricole	2,6	2,5	3,0	3,0	0,1
Petit exploitant agricole	2,2	2,2	3,0	3,0	0,0
Eleveur - Pêcheur – Chasseur	2,3	2,3	3,0	3,0	0,0
Petit exploitant non agricole	1,9	1,8	2,5	2,5	0,1
Commerçant - Entrepreneur de service	1,6	1,6	2,0	2,0	0,0
Cadre salarié	1,6	1,6	2,0	2,0	0,0
Employé et ouvrier	2,1	2,0	3,0	2,6	0,1
Main d'œuvre sans qualification	2,0	2,1	3,0	3,0	-0,1
Autres	1,5	1,5	2,0	2,0	0,0
Ensemble	2,0		3,0	3,0	

Source : Enquête prioritaire 1997

II.6.3- Statut d'occupation

Le statut d'occupation apporte des informations clés concernant le statut social et le niveau de dépenses des ménages. En effet, si le ménage est propriétaire, éventuellement parce qu'il a construit ou hérité, il a davantage de disponibilité pour les autres postes de dépenses. S'il ne paye pas de loyer (propriétaire, logement fourni par l'Etat, pris en charge par l'employeur...) c'est qu'il jouit d'un avantage sur la composition de sa dépense (le calcul d'un loyer imputé approfondira l'analyse).

II.6.3.1- Une forte proportion de propriétaire

8 ménages sur 10 sont propriétaires de leur logement. En milieu rural, rares sont les familles qui louent une maison. Ceci est dû à la relative facilité de construction en milieu rural (maison de type simple, disponibilité de terrain, disponibilité des matériaux, ...) Entre 1996 et 1997, 0,8% des ménages sont devenus propriétaires. C'est seulement dans la capitale que cette évolution s'observe significativement, résultant sans doute de la vente des logements universitaires et des logements administratifs. Les nouvelles constructions restent insuffisantes.

Tableau n°6.9
Statuts d'occupation et variation 1996-1997

Unité : en %

Statuts	Année		Variation
	1997	1996	
Locataire	12,4	13,0	-0,6
Propriétaire	78,1	77,3	0,8
Logé par l'employeur	1,9	2,0	-0,1
Logé par un autre ménage	6,5	6,5	0,0
Occupation provisoire	1,0	1,1	-0,1
Ensemble			1,6

Source : Enquête prioritaire 1997

II.6.3.2- Plus de prise en charge dans les chefs lieux de province (hors Capitale)

Dans la Capitale et les grands centres urbains, 4 ménages sur 10 sont locataires. En milieu rural, ils ne sont que 6 sur 100. La prise en charge est quasiment inexistante en milieu rural. Dans les autres GCU. 4,1% des ménages ont bénéficié d'assistance de l'employeur. C'est à Antananarivo ville que l'entre aide à travers la mise à disposition gratuite de logement se manifeste à un taux supérieur à 10%.

Tableau n°6.10
Statuts d'occupation par milieu de résidence

Unité : en %

Milieu	Statuts d'occupation									
	Locataire		Propriétaire		Logé par l'employeur		Logé par un autre ménage		Occupation provisoire	
	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1997	1996
Capitale	38,8	40,7	45,3	42,8	2,4	2,5	13,4	13,9	0,0	0,2
AGCU	40,1	39,7	50,9	51,0	4,2	4,1	4,7	4,8	0,2	0,3
CUS	25,8	26,8	59,6	60,4	3,3	3,6	8,1	8,0	2,1	2,3
Rural	6,4	7,0	85,4	84,3	1,5	1,6	5,8	5,9	1,0	1,0

Source : Enquête prioritaire 1997

II.6.3.3- La possession de logement n'est-elle plus un signe de richesse ?

Une lecture rapide du tableau 6.11 peut induire en erreur. En effet, 91,2% des ménages les plus pauvres sont propriétaires de leur logement. Ceci n'est pas un signe de richesse puisqu'on a pas pris en compte la taille et les caractéristiques de ces logements. Par contre, 41% des ménages les plus riches sont locataires et 48% en sont propriétaires. L'on peut affirmer alors que le marché de location est une affaire entre les deux groupes les plus riches.

Tableau n°6.11
Statuts d'occupations par quintile

Unité : en %

Quintile	Statuts d'occupation									
	Locataire		Propriétaire		Logé par l'employeur		Logé par un autre ménage		Occupation provisoire	
	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1997	1996
Plus pauvre	3,7	4,3	91,7	91,1	0,8	1,0	2,9	2,9	0,9	0,7
Quintile_2	4,1	4,4	87,8	87,2	0,9	0,9	5,7	5,8	1,5	1,6
Quintile_3	5,9	6,1	83,6	82,9	1,7	2,0	8,0	8,2	0,8	0,8
Quintile_4	14,0	15,0	73,8	73,5	3,0	2,4	7,7	7,6	1,4	1,4
Plus riche	34,4	35,2	53,4	52,1	3,3	3,6	8,2	8,3	0,6	0,7

Source : Enquête prioritaire 1997

II.6.4- Les qualités du logement

Au-delà de la mesure de bien être, les qualités du logement conditionnent l'état de santé des membres des ménages. Par conséquent, elles ont une influence au moins indirecte sur le comportement du ménage. Une maison délabrée est un aspect extérieur de pauvreté et l'occupation d'une telle maison favorise les maladies. Cela entraîne une baisse du volume de travail, qui entrave le développement économique du pays (une baisse en volume de l'offre et de la demande).

II.6.4.1- Un faible accès aux services

Moins d'un ménage sur 20 possède un robinet intérieur et 1,12% possède des installations sanitaires. Une forte proportion de ménage (60,7%) s'approvisionnent dans les rivières ; les lacs sont des champs privilégiés des diverses maladies infectieuses puisque la vulgarisation des techniques de stérilisation reste insuffisante (surtout en milieu rural). L'amélioration (entre 1996 et 1997) des conditions de vie des ménages en terme de ravitaillement en eau est très faible (la variation n'est que de 1,1%).

En ce qui concerne les sources d'énergie, 71,5% des ménages ont opté pour le bois ramassé. L'insuffisance des ressources financières et l'absence d'alternative en milieu rural en sont les principales raisons. On note aussi un abandon progressif de l'utilisation du pétrole lampant comme énergie pour la cuisine, malgré son prix modéré par rapport au gaz et charbon (les taux d'utilisation sont, respectivement de 0,4%, 0,8% et 16,5%). Le changement de comportement de la population nécessite des action de longue haleine à entreprendre le plus tôt possible car l'exploitation forestière intensive se fait au dépens de l'avenir écologique de la nation. Au total 98% des ménages utilisent des matériaux d'origine végétale comme combustible de cuisine, exerçant ainsi une forte pression sur la nature.

Le taux d'électrification du pays reste assez faible (11,9%). Dans un contexte de libéralisation, les régions reculées risquent d'attendre longtemps ce signe de développement vu que les entreprises publiques doivent se soucier, elles aussi, de la rentabilité de leurs investissements. Les externalités et effets d'entraînement produits par l'électrification sont considérables (développement de la télécommunication, amélioration du niveau d'éducation...).

Le mode de traitement des ordures et le type de toilette utilisée mesurent l'état d'hygiène du logement. Le ramassage public des ordures ne concerne que 5,0% de la population (ce type

d'évacuation ne concerne que le milieu urbain). 61,4% des ménages ont répondu qu'ils jettent eux même leurs déchets sans les enterrer ni les brûler. L'environnement peut en pâtir. Un ménage sur deux ne possède pas de toilette. Etant donné que deux tiers de la population s'approvisionnent en eau à des rivières, lacs et autres sources naturelles, cela risque de favoriser une propagation rapide des épidémies.

Tableau n°6.12
Répartition des accès aux services

Unité : en %

	Année		Variation
	1997	1996	
Approvisionnement en eau			
Plomberie intérieure	1,1	1,1	0,0
Robinet intérieur	3,0	3,2	-0,1
Vendeur d'eau	0,7	0,7	0,0
Service de camion-citerne	0,0	0,0	0,0
Eau de pluie	0,2	0,2	0,0
Ménage voisin	0,1	0,1	0,0
Robinet privé externe	1,2	1,2	0,0
Robinet public	13,9	14,3	-0,4
Puits avec pompe	1,5	1,6	0,0
Puits sans pompe	16,8	16,3	0,5
Rivière, lac, source, mare	60,7	60,7	0,0
Autres	0,8	0,9	0,0
Source d'énergie pour la cuisine			
Bois ramassé	71,6	71,1	0,5
Bois acheté	9,8	10,0	-0,2
Charbon	16,5	16,3	0,2
Gaz	0,8	0,8	0,0
Electricité	0,2	0,2	0,0
Pétrole	0,4	0,4	0,0
Autres	0,8	1,3	-0,5
Source d'éclairage			
Electricité	11,9	11,9	0,0
Générateur	0,7	0,6	-0,1
Pétrole lampant	82,1	81,8	-0,3
Bougies	3,6	3,6	0,0
Autres	1,7	2,1	0,4
Mode d'évacuation des ordures			
Ramassage public	5,0	5,0	0,0
Jetées par le ménage	61,4	61,0	0,4
Brûlées par le ménage	14,9	14,9	0,0
Enterrées par le ménage	17,7	17,7	0,0
Autres	1,0	1,4	-0,4
Type de toilette utilisée			
Toilette avec chasse d'eau	2,2	2,1	0,1
Latrine creusée	36,9	36,8	0,1
Tinette	6,3	6,2	0,1
Autres	3,1	3,0	0,0
Aucune toilette	51,5	51,8	-0,3

Source : Enquête prioritaire 1997

II.6.4.2- Une forte disparité entre milieu rural et milieu urbain

Si, dans la Capitale, un ménage sur quatre possède un robinet intérieur ou une plomberie intérieure, ils ne sont que 0,6% en milieu rural. Le taux d'accès à un robinet public n'y est que de 5,1% contre plus de 35% dans les autres milieux.

Une forte proportion de la population de la Capitale utilise le charbon de bois (85,6%). Dans tous les milieux, le bois restent la première source d'énergie avec des proportions qui avoisinent les 93%. 2,9% seulement des ménages ruraux ont accès à l'électricité. On note une substitution entre électricité et pétrole lampant au fur et à mesure du développement de la région. Le ramassage public

des ordures ne s'effectue que dans les grandes villes. Même en milieu rural, les ménages n'ont pas assez d'habitude de brûler ou d'enterrer leurs déchets. A Antananarivo, 94% de la population ont des toilettes hygiéniques (latrine ou toilette avec chasse d'eau). Deux ménages ruraux sur trois ne possèdent aucune toilette.

Tableau n°6.13
Accès au services par milieu (en 1997)

Unité : en %

Milieu	Capitale	AGCU	CUS	Rural	Ensemble
Approvisionnement en eau					
Plomberie intérieur	8,3	4,5	1,3	0,3	1,1
Robinet intérieur	17,7	17,3	7,5	0,3	3,0
Vendeur d'eau	1,1	0,4	0,5	0,7	0,7
Service de camion-citerne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eau de pluie	0,0	0,1	0,0	0,2	0,2
Ménage voisin	0,0	0,6	0,4	0,0	0,1
Robinet privé externe	1,0	8,2	3,9	0,3	1,2
Robinet public	63,0	35,6	38,4	5,1	13,9
Puits avec pompe	1,0	10,6	2,7	0,8	1,5
Puits sans pompe	5,1	9,4	21,2	17,5	16,8
Rivière, lac, source, mare	3,0	10,4	24,0	74,0	60,7
Autres	0,0	2,9	0,2	0,9	0,8
Source d'énergie pour la cuisine					
Bois ramassé	1,6	14,4	44,8	84,9	71,6
Bois acheté	3,7	9,6	20,0	8,7	9,8
Charbon	85,6	69,4	33,0	5,1	16,5
Gaz	3,5	3,7	1,2	0,3	0,8
Electricité	2,0	1,2	0,0	0,1	0,2
Pétrole	1,2	0,2	0,7	0,3	0,4
Autres	2,5	1,6	0,4	0,7	0,8
Source d'éclairage					
Electricité	67,0	52,0	25,7	2,9	11,9
Générateur	0,5	1,4	0,7	0,6	0,7
Pétrole lampant	24,0	42,3	67,2	91,5	82,1
Bougies	8,4	3,7	4,7	3,1	3,6
Autres	0,1	0,7	1,7	1,9	1,7
Mode d'évacuation des ordures					
Ramassage public	43,6	17,6	7,7	0,8	5,0
Jetées par le ménage	38,9	29,8	52,1	66,7	61,4
Brûlées par le ménage	7,1	31,7	23,5	13,1	14,9
Enterrées par le ménage	10,3	18,0	16,4	18,4	17,7
Autres	0,1	3,0	0,3	1,0	1,0
Type de toilette utilisée					
Toilette avec chasse d'eau	16,5	11,3	2,2	0,5	2,2
Latrine creusée	77,6	55,8	53,9	29,9	36,9
Tinette	2,1	8,8	6,6	6,4	6,3
Autres	0,6	9,7	1,0	3,1	3,1
Aucune toilette	3,2	14,4	36,2	60,1	51,5

Source : Enquête prioritaire 1997

II.6.4.3- Une démarcation du Faritany d'Antananarivo

Un ménage sur dix possèdent au moins un robinet intérieur à Antananarivo contre un ménage sur 25 pour l'ensemble du pays. Par ailleurs son réseau de fontaines publiques est certainement le plus développé du pays car il approvisionne 28% de sa population contre 14% pour la moyenne nationale.

Même si le prix du charbon de bois est relativement cher à Antananarivo (en comparaison avec les autres Faritany) c'est dans ce Faritany que l'on trouve le plus fort taux d'utilisation du charbon de bois (33,1%, le second étant Mahajanga avec un taux de 14,2%).

Malgré la présence du barrage de Namorona à Fianarantsoa, le taux d'électrification y est encore très faible par rapport à celui d'Antananarivo (respectivement ; 6,0% et 26,8%). Le même fait se reproduit à Toamasina avec 7,3% seulement des ménages qui ont accès à l'électricité.

Si 72,2% des habitants d'Antananarivo possèdent une toilette hygiénique et 56,2 à Toamasina, dans les autres provinces (en particulier Mahajanga et Toliary), plus des deux tiers de la population ne possèdent aucune toilette.

Tableau n°6.14
Accès aux services par Faritany (en 1997)

Unité : en %

	Faritany						
Milieu	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	Ensemble
Approvisionnement en eau							
Plomberie intérieur	3,0	0,1	0,0	0,9	0,2	1,3	1,1
Robinet intérieur	6,4	1,3	1,7	2,3	1,3	3,1	3,1
Vendeur d'eau	1,4	0,0	0,2	0,0	1,6	0,0	0,7
Service de camion-citerne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0
Eau de pluie	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	0,2
Ménage voisin	0,0	0,0	0,1	0,1	0,4	0,0	0,1
Robinet privé externe	1,4	1,4	0,6	1,5	1,1	1,0	1,2
Robinet public	27,7	10,1	1,7	14,3	11,0	7,9	14,0
Puits avec pompe	0,9	0,5	4,0	0,6	1,5	2,3	1,5
Puits sans pompe	14,1	6,0	20,2	29,4	15,5	27,9	16,8
Rivière, lac, source, mare	45,2	80,5	70,5	49,5	63,2	56,6	60,5
Autres	0,0	0,1	1,0	0,0	4,2	0,0	0,9
Source d'énergie pour la cuisine							
Bois ramassé	53,0	83,8	80,5	76,1	71,9	79,8	71,6
Bois acheté	9,6	6,4	8,8	8,1	18,4	7,3	9,8
Charbon	33,1	9,2	8,7	14,2	8,1	12,1	16,5
Gaz	1,4	0,1	0,9	0,4	0,6	0,7	0,8
Electricité	0,6	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,2
Pétrole	0,4	0,1	0,3	0,5	0,8	0,2	0,4
Autres	1,9	0,2	0,7	0,7	0,3	0,0	0,8
Source d'éclairage							
Electricité	26,8	6,0	7,3	7,1	2,1	10,2	11,9
Générateur	0,7	0,5	0,7	1,0	0,5	0,8	0,7
Pétrole lampant	64,3	88,0	89,4	90,1	89,3	88,4	82,1
Bougies	7,8	2,2	1,8	0,9	3,6	0,7	3,6
Autres	0,4	3,4	0,8	0,9	4,5	0,1	1,7
Mode d'évacuation des ordures							
Ramassage public	11,5	2,8	2,3	3,7	0,9	3,0	5,0
Jetées par le ménage	28,9	62,9	75,1	79,4	84,3	71,0	61,4
Brûlées par le ménage	20,4	25,8	4,3	14,0	9,4	5,2	14,9
Enterrées par le ménage	38,0	8,4	16,7	2,2	5,0	18,6	17,7
Autres	1,2	0,2	1,6	0,8	0,4	2,2	1,0
Type de toilette utilisée							
Toilette avec chasse d'eau	4,6	0,7	2,6	1,5	0,5	1,3	2,2
Latrine creusée	67,6	22,3	53,6	11,9	5,1	30,1	36,9
Tinette	6,3	10,7	7,9	1,2	5,9	0,9	6,3
Autres	4,8	1,1	1,8	0,2	3,5	6,9	3,1
Aucune toilette	16,6	65,2	34,1	85,2	84,9	60,9	51,5

Source : Enquête prioritaire 1997

II.6.4.4- Une légère amélioration en quatre années

Si, en 1993, 12,2% des ménages avaient accès à l'eau potable distribuée par un robinet public, la proportion est de 13,9 en 1997. On assiste aussi à une hausse du taux d'accès au robinet intérieur. On a donc une légère amélioration relative des conditions d'accès à l'eau potable (Il reste néanmoins 60% de la population qui n'ont accès qu'à l'eau des rivières, lacs, sources ou mares) .

Le taux d'utilisation de bois de chauffe a baissé de 3 points en quatre ans (de 84,5% à 81,4%). Ceci est en contraste avec le cas du charbon de bois dont le taux d'utilisation s'est accru de 2 points.

En ce qui concerne l'évacuation des ordures, les ménages ont tendance à enterrer eux-mêmes leurs ordures (de 12% à 17,7%). Le ramassage public ne concerne actuellement que 5% des ménages contre 4% en 1993. Si en 1993, 64,9% n'ont aucune toilette, ceci s'est amélioré de 13,5 points (avec 51,5% en 1997). On assiste à une baisse des accès aux tinettes et latrines creusées (respectivement 5% et 5,5%).

II.7- ELEVAGE ET ACTIVITES AGRICOLES

L'agriculture tient une place importante dans le système économique national que ce soit en terme de volume travail mobilisé, sous forme de revenus procurés ou en terme de surplus de production. Une meilleure connaissance de la situation dans le domaine est alors une condition nécessaire à la réussite des politiques de développement et des plans d'actions visant à réduire la pauvreté à Madagascar. Ainsi, la mobilisation des informations statistiques dans ce domaine constitue une étape primordiale dans toutes analyses macro-économiques.

Lors de l'Enquête Prioritaire auprès des ménages en 1997 (EPM-97), un volet spécifique était réservé aux activités agricoles et l'élevage. L'approche par ménage de l'agriculture donne des renseignements complémentaires à ceux fournis par d'autres opérations statistiques menées souvent auprès des exploitations agricoles. Le choix de cette méthode est justifié compte tenu de l'objectif même de l'enquête prioritaire (suivi des conditions de vie des ménages) et des caractéristiques de l'agriculture malgache (touchant près de 80% des ménages, couverture spatiale très étendue, prédominance des petites exploitations familiales, importance de l'autoconsommation).

Le volet "Agriculture" du questionnaire concerne tous les ménages dont au moins un de leurs membres a exercé, en tant que travailleur indépendant, une activité agricole (à titre principal ou secondaire) au cours des douze derniers mois précédant l'enquête. Les informations se rapportent à l'année 1997. Les concepts utilisés ont été adaptés à la définition d'un ménage.

*Les **ménages agriculteurs** sont ceux dont au moins un membre a dirigé une activité agricole (y compris l'élevage, la pêche, la chasse et la sylviculture)*

*La **population agricole** regroupe tous les membres des ménages agriculteurs.*

*Sont classés comme **actifs agricoles** tous individus âgés de 7 ans et plus et ayant exercées une activité agricoles au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête.*

*Pour l'évaluation des superficies cultivées, on a adopté la notion de **superficie économique**. Pour le cas de succession de cultures, la surface d'une même parcelle est considérée et sa superficie est comptabilisée autant de fois qu'elle a étéensemencée et récoltée. Pour le cas d'association de culture, la superficie entière de la parcelle est affectée à chacune des cultures présentes et donc comptée autant de fois qu'il y a de plantes différentes.*

*L'unité de temps adoptée est l'**année calendaire** mais non pas la campagne agricole ou le cycle cultural.*

*L'**autoconsommation** est définie comme la production réservée à la consommation finale propre du ménage producteur.*

II.7.1- Caractéristiques socio-économiques des agriculteurs

Les résultats de l'Enquête Prioritaire auprès des ménages en 1997 confirment encore l'importance des activités agricoles pour les ménages malgaches. Près de 90% des ménages résidents à Madagascar exercent au moins une activité agricole au cours de l'année 1997. Evidemment, les activités agricoles sont plus répandues en milieu rural. Plus de 91% des ménages y sont agriculteurs, alors que cette proportion n'est que de 38% en milieu urbain. En milieu rural, la population agricole représente 90% de la population totale tandis qu'en milieu urbain, la proportion tombe à 53%.

Si on regarde le poids des ménages agriculteurs par Faritany, Antananarivo se démarque des autres Faritany de Madagascar. Seulement 64% des ménages de ce Faritany exercent une activité agricole, contre le reste du pays où la proportion dépasse toujours les 82%.

Les ménages dirigés par des femmes sont relativement moins attirés par l'agriculture. Si plus de 81% des ménages dirigés par des hommes font des activités agricoles, on ne trouve que 69% pour ceux dont une femme est à la tête. C'est dans le faritany de Mahajanga que les femmes sont les plus dynamiques dans le domaine agricole. Plus de 80% des ménages dirigés par des femmes y pratiquent une activité agricole. De l'autre côté, c'est dans le faritany d'Antananarivo que la participation des femmes dans l'agriculture est la plus modeste.

Tableau n°7.1
Distribution des ménages agriculteurs par faritany selon le sexe du chef de ménage

Faritany	Sexe du chef de ménage				Total	
	Hommes		Femmes		Effectif	%
	Effectif	%	Effectif	%		
Antananarivo	435644	88,4	57420	11,6	493064	64,3
Fianarantsoa	402441	87,4	58058	12,6	460499	87,3
Toamasina	334229	85,7	55602	14,3	389831	84,9
Mahajanga	217176	80,4	52171	19,6	269347	83,4
Toliary	294644	81,1	68578	18,9	363222	84,3
Antsiranana	160545	80,0	40025	20,0	200570	82,8
Ensemble	1844679	84,8	331854	15,2	2176533	79,2

Source: : Enquête prioritaire 1997

La population agricole compte 11.111.000 personnes dans tout Madagascar en 1997. Cela représente près de 82% de la population totale du pays. Près de 90% de cette population vivent en milieu rural.

Les hommes sont légèrement majoritaires dans la population rurale (50,2%). La population est relativement jeune. L'âge moyen est de 21 ans, et plus de 55% des individus ont moins de 20 ans.

En 1997, les actifs agricoles sont au nombre de 3 123 000 personnes, soit 77% des actifs à Madagascar. Cela atteint plus de 87% en milieu rural. Le niveau de participation des femmes dans l'agriculture est légèrement supérieur à celui des hommes : 78% des femmes actifs exercent à titre principal une activité agricole si cela n'est que de 76% pour les hommes. Ce phénomène est valable pour les Faritany de Mahajanga, Toamasina et Antsiranana tandis que la situation est renversée pour les trois autres Faritany : Antananarivo, Fianarantsoa et Toliary.

Les hommes sont majoritaires dans l'agriculture, surtout en milieu urbain. Néanmoins, l'écart entre les deux sexes n'est pas très significatif (54% pour les hommes et 46% pour les femmes). Ces chiffres montrent la complémentarité des hommes et des femmes dans les activités agricoles.

Ce sont les vieux qui exercent les plus dans l'agriculture. L'actif agricole est relativement âgé surtout en milieu urbain. L'âge moyen est de 39 ans. La proportion des actifs moins de 20 ans ne dépasse pas 4% tandis que ceux ayant plus de 50 ans représentent plus de 23% de l'ensemble des actifs agricoles.

Outre cette vieillesse de la main d'œuvre agricole, elle est caractérisée par son faible niveau de scolarité. Seulement 8% des actifs ont atteint le niveau d'enseignement secondaire. La situation est très alarmante pour les femmes : 95% des femmes actives n'ont pas dépassé le niveau primaire. Ce phénomène constitue sans nul doute un obstacle dans le développement et la performance de l'agriculture malgache.

Tableau n°7.2
Quelques caractéristiques de l'actif agricole

Unité : en %

Caractéristiques	Sexe		Ensemble
	Hommes	Femmes	
Age moyen	41 ans	37 ans	39 ans
7 à 14 ans	0,0	0,2	0,1
15 à 19 ans	1,6	5,4	3,3
20 à 49 ans	71,5	75,4	73,3
50 ans et plus	27,9	20,0	23,3
Niveau scolaire			
Aucun	26,8	39,9	32,8
Primaire	62,7	55,0	59,2
Secondaire	10,1	4,9	7,7
Universitaire	0,4	0,2	0,3

Source : Enquête prioritaire 1997

II.7.2- Activités de production agricoles

II.7.2.1- Superficies exploitées

La superficie moyenne cultivée par ménage agriculteur est de 1,2 hectares. On peut classer les régions agro-écologiques en deux grandes catégories selon la taille moyenne des exploitations. La première catégorie regroupe la région Est, Sud Sud-Ouest et Nord-Ouest du pays où l'on trouve des exploitations de grande taille avoisinant en moyenne 1,5 hectares par ménage. La deuxième catégorie regroupe la région Ouest, Nord Nord-Est et les Hautes terres où les exploitations sont en général de taille relativement petite, ne dépassant pas un hectare.

Les exploitations dans le faritany d'Antananarivo sont caractérisées par la faiblesse de leur taille. En moyenne, elle ne dépasse pas 0,7 hectare. Tandis que pour les autres faritany, la taille moyenne des superficies cultivées par ménage peut atteindre plus d'un hectare, en particulier pour le faritany de Toamasina 1,8 hectares.

Si on analyse la distribution des ménages selon les superficies cultivées, on trouve que plus de deux tiers des ménages exploitent moins de 1,5 hectares. Ceux qui ont plus de 10 hectares représentent à peine 2%. Pour la capitale et dans les autres Grands Centres Urbains, plus des deux tiers des ménages exploitent moins de 0,25 hectare.

Tableau n°7.3
Répartition des ménages agricoles par milieu et par tranches de superficies exploitées

Unité : en ha

Milieu	Tranches de superficies (en pourcentage)								Superficie moyenne (En ha)
	Moins 0,25ha	0,25 ha à 1,5 ha	1,5 ha à 2 ha	2 ha à 5 ha	5 ha à 10 ha	10 ha à 50 ha	Plus de 50 ha	Total	
Capitale	71,7	25,9	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	100	0,2
GCU	67,7	30,4	1,0	0,9	0,0	0,0	0,0	100	0,3
CUS	34,6	55,7	4,1	5,0	0,6	0,0	0,0	100	0,6
Rural	13,8	59,8	10,5	13,7	1,4	0,7	0,1	100	1,3
Ensemble	16,7	58,9	9,8	12,6	1,4	0,5	0,1	100	1,2

Source : Enquête prioritaire 1997

En définitive, la mécanisation de l'agriculture et, par voie de conséquence, le développement de sa performance globale se heurtent à des problèmes de taille des superficies exploitées.

Le statut foncier constitue un facteur déterminant sur les performances des activités agricoles. Les résultats de l'EPM-97 montrent l'importance des transferts des activités agricoles entre les générations. Plus de la moitié des parcelles (53,2%) sont acquises par héritage. Ce mode d'acquisition des terres est le plus fréquent dans le Faritany de Fianarantsoa avec plus de 68% des cas.

Le marché de la terre n'est pas encore développé dans l'agriculture malgache, même si des améliorations ont été observées. Dans l'ensemble du pays, en 1997, moins d'un quart des parcelles exploitées ont été acquises par des achats directs ; ce pourcentage n'était que de 0,1% en 1993. Cependant, en milieu urbain, l'achat est le mode d'acquisition de parcelles le plus fréquent (41% des cas). Il faut noter aussi l'importance des contributions des autorités locales pour le développement du secteur agricole : Plus de 10% des parcelles exploitées sont distribuées par le village.

La pratique du métayage est devenue moins fréquente dans l'agriculture malgache et ne représente plus que 4% des exploitations en 1997, si cela se situait à 14% en 1993.

Tableau n°7.4
Répartition des parcelles par Faritany selon leur mode d'acquisition

Faritany	Mode d'acquisition des parcelles (en pourcentage)							Unité : en %
	Achetée	Louée	Métayer	Distribuée par le village	Héritée	Autres	Total	Nombre total de parcelles
Antananarivo	21,9	11,2	7,1	9,8	48,7	1,3	100	6195663
Fianarantsoa	16,2	3,1	1,3	9,6	68,6	1,2	100	6379370
Toamasina	43,6	6,9	4,9	11,1	31,7	1,6	100	2734445
Mahajanga	23,3	2,0	4,8	15,4	52,4	2,1	100	1794585
Toliary	25,7	3,3	5,1	16,1	48,9	0,9	100	1737815
Antsiranana	40,8	3,9	6,6	2,2	46,3	0,2	100	563367
Ensemble	24,1	6,1	4,5	10,8	53,2	1,3	100	19405245

Source : Enquête prioritaire 1997

II.7.2.2- Variation d'embauche

Contrairement à l'idée reçue selon laquelle l'agriculture malgache est constituée généralement de petites exploitations de type familial, un quart des ménages agriculteurs ont engagé de la main-d'œuvre en 1997. Cette pratique est la plus répandue dans la région des Hautes terres (42% des ménages agriculteurs) et particulièrement dans le faritany d'Antananarivo (51% de l'ensemble des ménages agriculteurs). L'embauche de main-d'œuvre se rencontre fréquemment pour la riziculture (39% des ménages agriculteurs).

En 1997, parmi les ménages qui ont embauché de la main-d'œuvre pour leurs activités agricoles, près de neuf ménages sur dix ont déclaré avoir effectué plus de recrutement (32%) ou avoir maintenu l'effectif de leur main-d'œuvre (57%) par rapport à l'année précédente. Ces résultats restent valables quels que soient les régions et les types de culture considérés.

Tableau n°7.5
Variation d'embauche par Faritany durant les 12 derniers mois

Faritany	Variation d'embauche			Unité : en %
	Baissé	Augmenté	Inchangé	Total
Antananarivo	4,7	19,8	75,5	100
Fianarantsoa	3,2	7,1	89,7	100
Toamasina	3,7	6,3	90,0	100
Mahajanga	1,0	3,3	95,7	100
Toliary	2,4	6,3	91,3	100
Antsiranana	10,5	8,7	80,8	100
Ensemble	3,8	9,3	86,9	100

Source : Enquête prioritaire 1997

II.7.2.3- Les principales cultures

Dans ce paragraphe, on essayera de décrire la structure de la production agricole en fonction des types de cultures pratiquées selon les régions. Trois types de région ont été pris comme base de l'analyse : les régions agro-écologiques selon la classification du FOFIFA-DRD, les six Faritany et les deux types de milieux (urbain, rural).

a)- Importance des cultures selon l'effectif des ménages concernés

Du point de vue de l'effectif des ménages, la pratique de la riziculture reste toujours le type de culture le plus exercé par les ménages agriculteurs malgaches. Plus de 90% des ménages agriculteurs sont concernés par cette activité. La quasi totalité des agriculteurs cultivent du riz, à l'exception de la région de Sud Sud-Ouest où les ménages sont les moins attirés par cette filière. Si l'on considère le faritany comme base d'analyse, trois faritany se distinguent des autres faritany du fait de l'importance du poids des riziculteurs dans les ménages agricoles : Toamasina (98,8%), Antsiranana (99,9%) et Mahajanga (97,0%).

Après le riz, la culture la plus pratiquée est constituée par le manioc, touchant 1.214.000 ménages, soit 55,8% des ménages agriculteurs. Cette culture occupe même plus de ménages comparée à la riziculture dans la région Sud Sud-Ouest (170.700 ménages pour le manioc contre 132.900 ménages pour le riz). Cela s'observe également au niveau du faritany de Toliary.

Il y a lieu de noter que, pour certaines régions du pays, le maïs tient une place relativement importante dans les activités de production vivrière. En effet, en terme d'effectif de ménages engagés, cette occupation se situe en deuxième position après le manioc dans la région du Sud Sud-Ouest, et après le riz dans la région Ouest.

Les résultats de l'enquête reflètent, au niveau de la région des Hautes terres, l'existence de diverses spéculations, autres que le riz, aussi intéressantes les unes que les autres en terme d'effectif de ménages concernés : maïs (43,9%), manioc (58,0%), patates (30,1%), arachides (16,7%).

Tableau n°7.6

Pourcentage des ménages occupés par type de culture dans l'ensemble des ménages agriculteurs

Unité : en %

Type de culture	Régions agro-écologiques						Total
	Nord Nord-Est	Nord – Ouest	Hautes terres	Ouest	Est	Sud Sud-Ouest	
Cultures vivrières							
Riz	99,9	97,2	92,8	86,7	98,3	51,2	90,3
Maïs	1,7	47,7	43,9	29,1	7,6	55,7	30,9
Manioc	8,3	49,2	58,1	26,6	70,3	65,8	55,8
Patates douces	2,0	2,6	30,1	1,6	17,6	24,9	19,3
Arachides	1,2	9,0	16,7	15,3	3,4	38,1	13,2
Bananes	4,3	3,0	1,5	1,6	43,5	1,3	13,8
Letchis	1,9	0,2	-	-	6,7	-	2,1
Autres	8,8	12,8	90,9	10,6	30,0	39,5	48,4
Cultures de rente							
Café	35,0	9,7	0,7	-	47,7	-	18,1
Autres	58,2	21,8	4,7	0,8	35,2	13,4	21,1

Source : Enquête prioritaire 1997

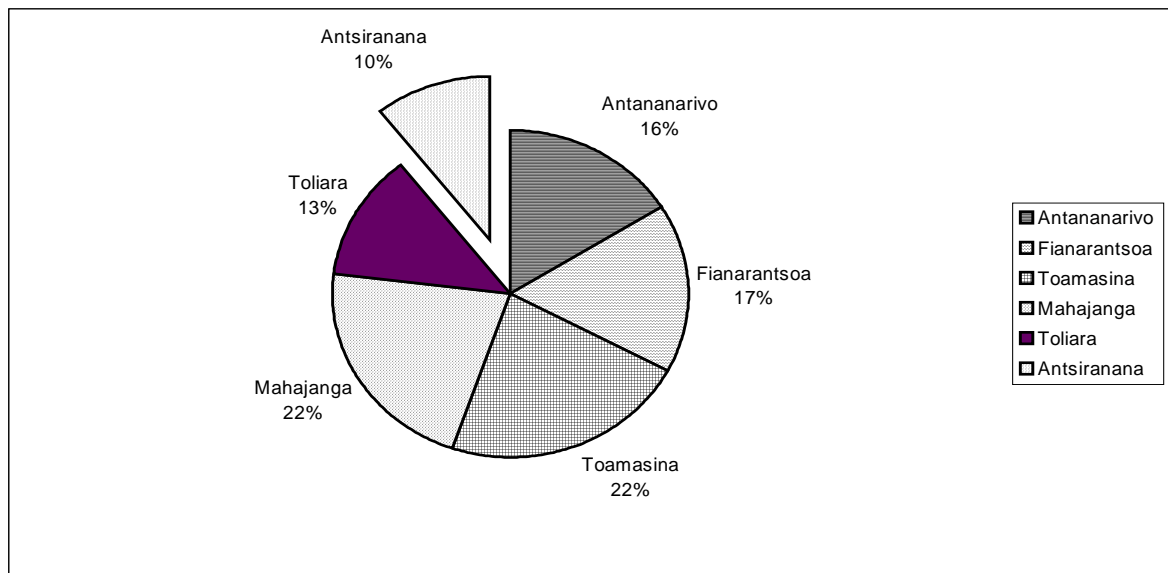
b)- Importance des cultures selon les superficies cultivées

En terme de superficies cultivées, les cultures vivrières dominent largement dans l'agriculture malgache quelles que soient les régions considérées. Elles occupent 2.290.000 hectares contre 349.800 hectares seulement pour les cultures de rente. Cette domination est particulièrement forte dans la région Ouest mais relativement faible dans la région Nord Nord-Est du pays.

Parmi les cultures vivrières, la riziculture occupe toujours une place prépondérante à Madagascar. Les superficies rizicoles atteignent 1 164 000 hectares en 1997.

Cette importance relative de la riziculture se retrouve au niveau des différentes régions agro-écologiques, à l'exception de la région de Sud Sud-Ouest et de la région Est, où d'autres types de cultures vivrières couvrent des superficies relativement élevées : manioc, maïs et arachides pour la première région, et manioc, bananes et litchis pour la deuxième.

Graphe g.7.1
Répartition des superficies rizicoles par faritany



Source : Enquête prioritaire 1997

Outre la prédominance de la riziculture, chaque faritany a ses caractéristiques propres au niveau des cultures vivrières de par les superficies occupées : manioc pour le faritany de Fianarantsoa (144.400 hectares), litchis et bananes pour le faritany de Toamasina (respectivement 105.900 hectares et 53.500 hectares), manioc, maïs et arachide pour le faritany de Toliary (respectivement 141.700 hectares, 84.300 hectares et 59.900 hectares), maïs pour le faritany d'Antananarivo (53.300 hectares).

Les cultures de rente sont davantage pratiquées dans la région Est (223.200 hectares) et la région Nord Nord-Est (65.800 hectares). Au niveau des faritany, cette importance relative se retrouve pour les faritany de Toamasina et Antsiranana (respectivement 181.600 hectares et 65.800 hectares). Le café constitue l'une des cultures de rente la plus pratiquée avec 109.200 hectares dans l'ensemble du pays.

Tableau n°7.7
Superficies totales exploitées par type de culture par régions agro-écologique
Unité : en hectare

Type de culture	Régions agro-écologiques						Ensemble
	Nord Nord-Est	Nord – Ouest	Hautes terres	Ouest	Est	Sud Sud-Ouest	
Cultures vivrières							
Riz	121893	228876	295390	56024	381349	80482	1164014
Maïs	1400	28861	87251	8418	8248	73831	208009
Manioc	1978	33783	97081	4824	167353	104579	409598
Patates douces	447	1790	21439	195	19684	23321	66876
Arachides	209	7084	18462	2536	6091	55333	89715
Bananes	1292	1001	918	328	72938	652	77129
Litchis	81	5	-	-	107339	-	107339
Autres	3454	4991	69659	2157	44075	42879	167215
Cultures de rente							
Café	23463	7011	197	-	78483	-	78483
Autres	42320	16685	2872	81	144694	34006	240658

Source : Enquête prioritaire 1997

II.7.2.4- La production agricole

Il s'agit ici d'analyser les niveaux de production pour quelques principales cultures selon les régions tel qu'ils ressortent des chiffres obtenus lors de l'Enquête Prioritaire auprès des ménages en 1997. Compte tenu des résultats obtenus précédemment et de leur importance économique, l'analyse se focalisera sur cinq principaux produits vivriers : le riz, le manioc, le maïs, l'arachide et la banane, et un produit de rente : le café.

a)- Le riz

Dans l'ensemble du pays, la production rizicole totale durant l'année 1997 est évalué à 2.610.000 tonnes. Si on la compare aux prévisions du Service de la Statistique Agricole pour 1997 qui se chiffrent à 2.558.000 tonnes, l'écart est minime. Le milieu rural fournit plus de 90% de la production. La région des Hautes terres produit à elle seule plus du tiers de la quantité totale en riz. Si on y ajoute la production de la région Est et la région Nord-Ouest, on atteint presque 80% de la production rizicole totale à Madagascar.

Au niveau des faritany, en terme de niveau de la production rizicole, le faritany d'Antananarivo tient la première place avec 634.300 tonnes, suivi par le faritany de Mahajanga avec 532.600 tonnes et le faritany de Fianarantsoa avec 443.900 tonnes. Après le faritany de Toamasina et le faritany de Toliary, le faritany d'Antsiranana est le moins producteur de riz à Madagascar avec seulement 251.400 tonnes.

b)- Le manioc

En ce qui concerne le manioc, sur l'ensemble du pays, la production totale s'élève à 1.481.000 tonnes au titre de l'année 1997 dont 96% proviennent du milieu rural.

La région des Hautes terres produit à elle seule plus de 40% de la quantité totale. Si on y ajoute la production de la région Est et la région Sud Sud-Ouest, on atteint presque 90% de la production totale de manioc. On peut noter le niveau très bas de production de manioc dans la région Nord Nord-Est ne dépassant pas 4.000 tonnes. Au niveau des faritany, le faritany de Fianarantsoa se trouve en tête avec 549.700 tonnes, suivi par le faritany de Toliary avec 360.200 tonnes et le faritany d'Antananarivo avec 271.400 tonnes. Le faritany d'Antsiranana se positionne très loin des autres faritany avec seulement 3.600 tonnes.

c)- Le maïs

Concernant le maïs, sur l'ensemble du pays, la production totale s'élève à 322 800 tonnes au titre de l'année 1997 qui proviennent en grande partie du milieu rural (96%). La production de maïs est concentrée dans la région des Hautes terres qui produit à elle seule plus de la moitié de la quantité totale. Pour les autres régions, le niveau de production est relativement faible : Sud Sud-Ouest (27%), Nord-Ouest (15%), Est (4%), Ouest (2%) et Nord Nord-Ouest (1%).

Au niveau des faritany, le faritany d'Antananarivo prend la tête avec 113 300 tonnes, suivi par le faritany de Toliary avec 96 500 tonnes, le faritany de Mahajanga avec 51 300 tonnes et le Faritany de Fianarantsoa avec 49 300 tonnes.

d)- L'arachide

Concernant l'arachide, sur l'ensemble du pays, la production totale s'élève à 127.500 tonnes au titre de l'année 1997 qui proviennent en grande partie du milieu rural (95%). La production d'arachide est fortement concentrée dans la région des Sud Sud-Est (52%) et la région des Hautes terres (27%). Pour les autres régions, le niveau de production est négligeable.

Au niveau des faritany, le faritany de Toliary se trouve seul en tête avec 73.500 tonnes, suivi de très loin par le faritany d'Antananarivo avec 17.700 tonnes et de Mahajanga avec 14.100 tonnes.

e)- La banane

Concernant la banane, la production totale s'élève à 633.400 tonnes au titre de l'année 1997 qui provenant presque exclusivement de la région Est du pays (97%). Deux faritany seulement sont les plus concernés : Toamasina avec 447.100 tonnes et Fianarantsoa avec 173.300 tonnes.

f)- Le café

La production caféière du pays est évalué à 67.500 tonnes au titre de l'année 1997. Le faritany de Toamasina et le faritany de Fianarantsoa sont les seuls producteurs potentiels de café à Madagascar (53% de la production totale pour le premier et 25% pour le deuxième).

Tableau n°7.8
Production totale par type de culture par Faritany

Unité : en tonne

Type de culture	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Cultures vivrières							
Riz	634287	443896	432889	531576	315311	251402	2609361
Maïs	113262	49257	9218	51342	96543	3146	322768
Manioc	271407	549693	144229	151994	360223	3630	1484176
Patates douces	49327	128177	15944	5338	47068	1633	247487
Arachides	17672	13929	8119	14077	73477	257	127531
Bananes	-	173280	447107	3884	2363	6757	633391
Litchis	-	25197	34417	183	156	2366	62319
Autres	270543	69051	66630	7032	50404	4291	467951
Cultures de rente							
Café	-	35603	17109	5025	33	9747	67517
Autres	-	45905	155892	194959	84185	57647	571928

Source : Enquête prioritaire 1997

III.7.2.5- Utilisation des produits

Au terme du présent rapport, la connaissance de la destination des produits agricoles permet de calculer entre autres la part de production vendue et la part réservée à l'autoconsommation. Les autres utilisations n'ont pas été pris en détail lors de l'enquête. L'analyse s'effectuera par produit et par faritany.

Dans l'ensemble du pays, la vente de production rizicole représente 28 % de la quantité récoltée, soit une légère augmentation car elle était de 24% en 1993 selon les résultats de l'Enquête Permanente auprès des Ménages. Ces ventes sont destinées principalement au marché local (60% de la quantité totale vendue).

En 1997, le niveau de l'autoconsommation de riz a connu une nette augmentation par rapport à celui de l'année 1993. Si en 1993, il se situait à 42%, il atteint en 1997 plus 61% de la production obtenue au cours de cette année. Ces chiffres de vente et d'autoconsommation pourraient s'expliquer par l'amélioration des performances de la riziculture dans le domaine agricole de Madagascar. Mais ils reflètent l'absence de vrais professionnels de la production, et d'autre part, l'insatisfaction des besoins alimentaires des producteurs eux-mêmes.

L'analyse de ces deux types d'utilisation par faritany montre l'insertion relativement forte de la riziculture dans l'économie marchande dans le faritany d'Antsiranana : la part de vente y représente 40% de la production totale de cette région. La question qui se pose est : s'agirait-il d'une substitution à la culture de la vanille dont les aléas commerciaux découragent les planteurs ? Pour la région des Hautes terres, Faritany de Fianarantsoa et d'Antananarivo, l'autoconsommation constitue largement la principale destination de la production rizicole, avec respectivement 75% et 69% de la production.

Concernant les autres produits de substitution potentiels du riz tels que le manioc et le maïs, près du tiers de la production est écoulé sur le marché (37% pour le maïs et 31% pour le manioc). Pour le maïs, il faut mentionner le cas du Faritany d'Antsiranana où on enregistre une part très élevée de la vente atteignant plus de 92% de la production. De l'autre côté, pour le Faritany de Toliary, le taux observé est le plus faible (22%). Pour le manioc, il ne dépasse pas 20% pour les Faritany d'Antananarivo et Toamasina.

Quant à l'autoconsommation, la situation est très différente pour ces deux produits, en ce sens que la production de manioc est beaucoup plus réservée à l'alimentation des ménages producteurs que le maïs. Plus de 58% de la production de manioc sont auto-consommés contre seulement 42% pour le maïs. Si d'un côté, le taux d'autoconsommation le plus élevé pour le manioc appartient au Faritany d'Antananarivo (78,1%), le taux d'autoconsommation le plus faible revient par contre au Faritany d'Antsiranana pour le maïs (4,6%).

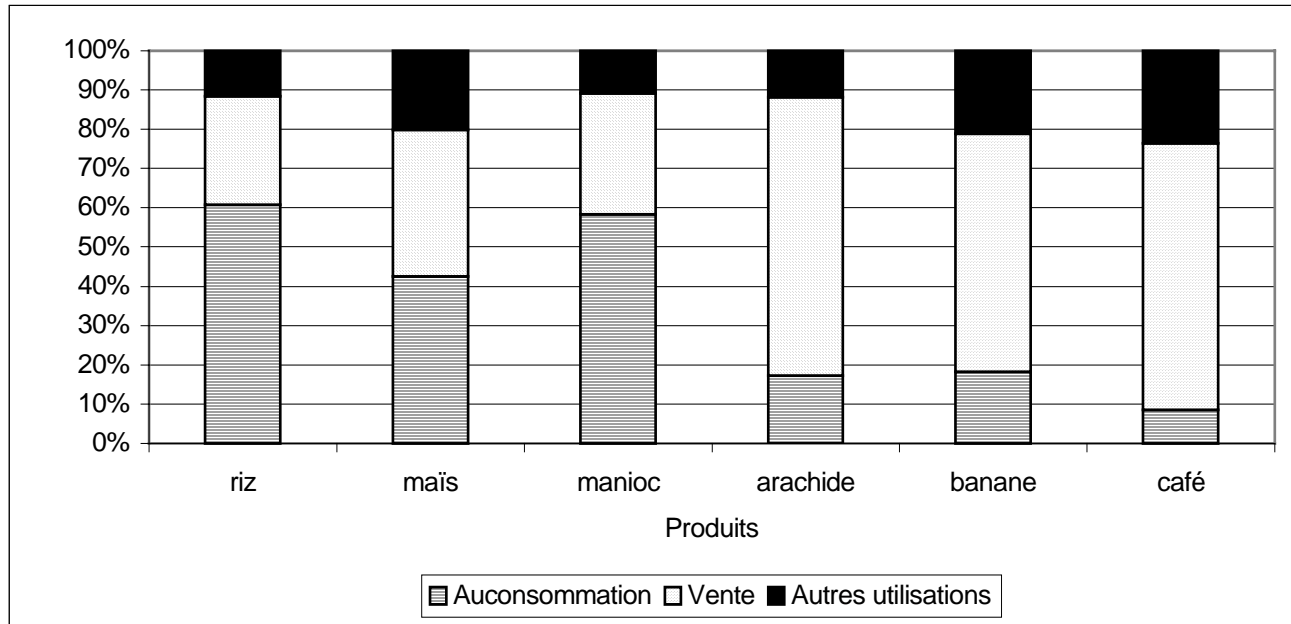
Les ventes des produits vivriers s'effectuent essentiellement sur le marché local (plus de 60% de la vente), sauf pour le cas du litchis et des bananes qui sont vendus principalement au collecteur (57% pour le litchis et 38% pour les bananes).

Culture de rente, le café est destiné essentiellement à la vente. Plus de deux tiers de la quantité produite (68%) ont été vendus, et cette part dépasse toujours 60% quel que soit le faritany producteur considéré. Le marché local et le collecteur constituent les principaux débouchés pour les planteurs.

En définitive, la production agricole tourne, par région, autour des cultures traditionnelles sauf par la région Nord qui voit la production se diversifier et se tourner vers la vente par rapport aux autres régions. La question de substitution à la culture traditionnelle de la vanille dans cette région mérite certainement une étude particulière.

En effet, quand le prix de la vanille, au niveau des planteurs, tombe trop souvent en dessous de celui du riz ou des autres produits vivriers, son abandon est une réaction naturelle de la part des ménages. Dans cette optique, il s'agit pour le pays de ne pas perdre entièrement une filière où il excellait pendant des décennies.

Graphe g.7.2
Utilisation de la production par type de culture



Source : Enquête prioritaire 1997

II.7.2.6- Utilisation d'intrants et les services de vulgarisation

L'insuffisance d'utilisation des techniques modernes de production constitue un des points faibles de l'agriculture malgache. L'utilisation d'intrants agricoles est très rare et ne touche que moins de 23% des ménages agriculteurs. Mais ce chiffre cache une forte disparité entre les différents faritany de la Grande Ile. En effet, dans le faritany d'Antananarivo, plus de 62% des ménages ont déclaré avoir utilisé des intrants agricoles pour leurs cultures alors que dans le faritany d'Antsiranana, il atteint juste 1%.

L'insuffisance ou la mauvaise répartition des infrastructures, entre autres les services de vulgarisation agricole, pourrait être l'une des causes principales de cette inaccessibilité des agriculteurs aux nouvelles techniques de production. Les ménages qui ont pu bénéficier des services de vulgarisation agricole ne représentent que 6% de l'ensemble des ménages agriculteurs. Même pour le faritany d'Antananarivo, cela atteint juste les 10%.

Tableau n°7.9
Taux d'accès aux intrants et d'utilisation des services de vulgarisation agricole par Faritany

Unité : en %

Faritany	Accès des agriculteurs aux :	
	Intrants agricoles	Services de vulgarisation agricole
Antananarivo	62,8	10,3
Fianarantsoa	22,3	5,3
Toamasina	6,9	7,3
Mahajanga	3,4	3,5
Toliary	4,5	2,1
Antsiranana	1,1	7,1
Ensemble	22,3	6,3

Source : Enquête prioritaire 1997

II.7.2.7- Le financement agricole

Seuls 2% des ménages agriculteurs ont déclaré avoir obtenu des crédits pour leurs activités agricoles, une situation quasiment invariable d'un faritany à l'autre et quelles que soient les cultures pratiquées. Il faut aussi noter des variations entre types de culture : moins de 1% pour certaines cultures (patates douces, bananes et café), et pratiquement avéré inopérant pour le litchi.

Quant aux principales sources de financement, ce sont, d'une part, les sociétés d'encadrement (31% des ménages agriculteurs ayant sollicité l'obtention de financement) et d'autre part, les prêts particuliers (32% des mêmes ménages). Les banques ne sont intervenues qu'en faveur du cinquième des ménages agriculteurs intéressés, et moins de 10% se sont adressés à des organisations à caractère coopératif.

Cependant, il convient de signaler que les banques ont beaucoup plus servi les ménages agriculteurs des faritany d'Antananarivo et Antsiranana, respectivement avec 36,5% et 35,3% de l'ensemble des ménages relevant de chaque faritany. Les sociétés d'encadrement se sont surtout fait remarquer dans le faritany de Toliary (60,2% des ménages agriculteurs ont demandé un financement dans le faritany), et dans une moindre mesure dans le faritany d'Antananarivo (39,2%). Les prêts particuliers se rencontrent beaucoup plus dans le faritany de Mahajanga : un peu plus de la moitié des ménages agriculteurs ont contacté des prêts auprès des particuliers (54,4%). Les organisations coopératives ont pu accorder un financement à un peu moins d'un quart des ménages agriculteurs du Faritany d'Antsiranana. Les autres sources de financement n'ont concerné que le quart des ménages agriculteurs du Faritany de Toamasina.

Tableau n°7.10
Principales sources de financement par Faritany
(pour les 2% de ménages qui ont obtenu des crédits)

Unité : en %

Faritany	Principales sources de financement					Total
	Banque	Société d'encadrement	Prêt particulier	Coopération	Autres	
Antananarivo	36,5	39,2	14,9	5,7	3,7	100
Fianarantsoa	10,6	29,8	46,5	7,5	5,6	100
Toamasina	17,1	13,5	39,6	4,0	25,8	100
Mahajanga	11,3	11,2	54,4	15,5	7,6	100
Toliary	2,8	60,2	28,5	8,4	0,1	100
Antsiranana	35,3	5,9	35,3	23,5	0,0	100
Ensemble	20,3	31,4	32,2	7,9	8,2	100

Source : Enquête prioritaire 1997

II.7.3- Elevage

L'élevage constitue une activité importante dans le monde agricole à Madagascar. Plus de 3 600 000 ménages (soit 22% de l'ensemble des ménages malgaches) ont exercé une activité de l'élevage au cours de l'année 1997. L'élevage est plus fréquent en milieu rural où plus d'un quart des ménages sont des éleveurs. Alors qu'en milieu urbain, il ne touche qu'environ 12% des ménages.

C'est dans le faritany de Fianarantsoa que ce type d'activité est le plus répandu. Plus de 26% des ménages fianarois sont des éleveurs. Tandis que, pour les autres faritany, cette proportion tourne autour de 20%.

L'élevage le plus pratiqué est l'élevage de volailles. Plus de 62% des ménages malgaches sont concernés par ce type d'activité avec en moyenne, 18 têtes par éleveurs. Ce type d'élevage est plus facile à pratiquer et ne nécessite pas des investissements très importants. En milieu rural, cette proportion atteint les 71%, alors que seul un tiers des ménages urbains sont des éleveurs de volailles. On rencontre le plus souvent ce type d'élevage dans le Faritany de Toamasina (85% des ménages) et dans le faritany de Fianarantsoa (83% des ménages). On le trouve le plus rare dans le Faritany de

Toliary (49% des ménages) où le climat sec et chaud n'est pas favorable à la pratique de l'élevage de volailles. Pour les autres Faritany, la proportion des ménages exerçant l'élevage de volailles tourne autour de 70% : 72% pour Antsiranana, 70% à Mahajanga et 68% à Antananarivo.

L'autre type d'élevage les plus pratiqués est l'élevage bovin. Il est très lié aux activités agricoles. Le nombre moyen de bœufs par ménage éleveur s'élève à 10 bœufs. Plus de 37% des ménages ont fait l'élevage de bœufs au cours de l'année 1997. Cette proportion atteint 44% en milieu rural et seulement 15% en milieu urbain. L'élevage bovin est relativement plus fréquent dans le faritany de Mahajanga (56% des ménages) et dans le faritany de Toliary (45% des ménages). De plus, l'élevage bovin est très extensif dans ces régions : en moyenne 21 bœufs par éleveurs à Mahajanga et 13 bœufs à Toliary. Tandis que pour les autres faritany, le nombre moyen de bœufs par ménage est assez faible (4 têtes par ménage).

II.8- LES ENTREPRISES NON AGRICOLES (ENA)

Etant donné l'importance des petites et moyennes entreprises et l'effort de promotion accordé aux unités de production individuelles, cette partie a pour objet de décrire et d'analyser les données sur les entreprises non agricoles des ménages (ENA). On entend par ENA, une unité de production ou de service non agricole. Cette définition ne fait aucune restriction ni sur la taille, ni sur la situation vis à vis de l'administration des unités. De plus, on fait abstraction de l'existence ou non de locaux professionnels. Cette source de revenus peut être aussi bien principale que secondaire.

Il est indispensable de remarquer que, lors de l'EPM-97, l'approche diffère des autres enquêtes (industrielles, secteur informel...) en ce sens que le lieu d'enquête est le lieu d'habitation des ménages et non le lieu d'activité (même si pour une grande proportion des ménages, ces deux lieux se confondent). Le but de l'EPM-97 étant de mesurer les conditions de vie des ménages, la section concernant les ENA s'est focalisée sur les aspects emploi, revenu, équipements, financement et situation "administrative" de ces entreprises.

Néanmoins, à l'aide de la masse d'informations apportée par le questionnaire, une exploitation intégrale peut être suivie d'une analyse approfondie des caractéristiques de cette source non négligeable de revenu des ménages.

Ainsi, ce chapitre est composé de sept paragraphes à savoir :

- Considérations générales
- Répartition des ENA.
- Démographie des ENA.
- Structure des emplois
- Performance et évolution comptable
- Situation vis à vis de l'administration
- Aides financières

Toutefois, la majorité des essais d'analyse explicative apportée ne sont que hypothético-déductives et ne sont pas justifiés par des tests de causalité. Cet outil statistique n'est approprié que pour les séries temporelles.

Quelques définitions

Taux de disparition des ENA :	Pourcentage des ENA qui existent mais qui ne sont plus en activité durant l'enquête
Entreprise nouvellement créée :	ENA qui est entrée pour la première fois en activité au cours des 12 derniers mois qui précèdent l'enquête
Taux de création net :	Différence entre le pourcentage des ENA nouvellement créés et le taux de mortalité des ENA.
Auto-emploi :	Situation des ENA qui n'emploient pas une autre personne que son propriétaire
Chiffre d'affaires :	Somme des montants d'argent qui sont entrés dans les entreprises sans déduire ni les consommations intermédiaires ni les salaires....
Revenu net :	Le bénéfice en terme courant.
Taux de marge :	Rapport entre le revenu net et le chiffre d'affaires.
Taux d'enregistrement :	Pourcentage des ENA qui possèdent un numéro statistique.
Taux de participation :	Pourcentage des ENA qui déclarent avoir payé impôts ou taxes.

Quelques conventions circonstanciées

- Le terme relatif veut dire le pourcentage au sein de la modalité.
- Le terme absolu veut dire le pourcentage général.

La majorité des tableaux sont constitués de deux types de colonnes : la première (taux, en ligne) contient le pourcentage en ligne, c'est-à-dire la répartition au sein d'une modalité de la variable en ligne. La seconde (répartition, en colonne), contient le pourcentage en colonne, c'est à dire la répartition au sein d'une modalité de la variable en colonne.

II.8.1- Considérations générales

Lors de la période d'enquête, on a pu estimer le nombre d'ENA à 783.844. En 1993, elles étaient 678.300 (résultat de l'EPM-93), soit une création de plus de 100.000 ENA. Plus du quart (25,9%) des ménages enquêtés ont répondu posséder une ou plusieurs ENA. En appliquant les pondérations respectives des ménages, cette proportion est restée quasiment stable (25,0%). La forte taille des ménages malgaches (5 individus en moyenne) n'a pas conduit à la possession de plusieurs ENA puisque 2,9% seulement en possèdent 2 et 0,3% en possèdent trois ou plus. Deux circonstances peuvent expliquer ce constat : le ménage ne comporte en général que 2 personnes qui peuvent diriger une unité de production (jeunesse de la population) et la difficulté d'investissement prive une très grande partie de la population de créer d'autres ENA en plus de la première qui est nécessaire pour la survie.

II.8.1.1- Un recul de la prépondérance de la capitale en terme d'ENA

Même si Antananarivo (capitale) reste le lieu de prédilection des entrepreneurs individuels (6,3% du total national), en terme relatif, 26,9% seulement des ménages sont en possession d'ENA contre 32,5% pour les autres GCU. Le milieu rural est moins peuplé d'ENA (24,3% de ménages) du fait de l'enclavement et de la place dominante de l'agriculture.

Tableau n°8.1
Distribution de la possession d'ENA par milieu

Unité en %

Milieu	Taux	Répartition
Capitale	26,9	6,3
GCU	32,5	6,8
CUS	25,0	12,1
Rural	24,3	74,9
Ensemble	25,0	100

Source: Enquête Prioritaire 1997

II.8.1.2- Changement de situation entre Toamasina et Antananarivo

Lors de l'EPM-93, 41% des ENA se trouvaient à Toamasina contre 18% à Antananarivo, la situation s'est inversée en quatre ans puisque Antananarivo et Toamasina sont à égalité (24,4%). En terme relatif, Toamasina reste en tête avec un taux de possession de 36,6% contre 21,9% pour Antananarivo. Il n'y a que 17,7% des ménages d'Antsiranana qui possède une ENA..

Tableau n°8.2
Distribution de la possession d'ENA par faritany

Unité en %

Faritany	En ligne	Répartition
Antananarivo	21,9	24,4
Fianarantsoa	27,7	21,2
Toamasina	36,6	24,4
Mahajanga	21,6	10,2
Toliary	21,5	13,5
Antsiranana	17,7	6,2
Ensemble	25,0	100

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.8.1.3- Plus de concentration des ENA chez les plus riches

Si la possession d'ENA était également distribuée par rapport aux quintiles, la dernière colonne du tableau 8.3 serait constituée de 20. La raison en est que les plus pauvres ne disposent pas assez de ressources pour financer la création d'une unité de production.

Tableau n°8.3
Distribution de la possession d'ENA par quintile de dépense

Unité en %

Quintile	Taux	Répartition
Plus pauvre	14,6	11,7
Quintile_2	22,6	18,1
Quintile_3	24,8	19,9
Quintile_4	26,9	21,6
Plus riche	36,0	28,8
Ensemble	25,0	100

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.8.1.4- Plus de création d'ENA chez les ménages moyennement instruits

Les non instruits étant en général les plus pauvres (38,1% des non instruits appartiennent à la classe des plus pauvres), la situation du paragraphe II.8.1.3 se reproduit partiellement puisque 18,8% des non instruits possèdent une ENA. L'on s'attendait à un plus fort taux chez les plus instruits. La réalité en est autrement. Ce dernier groupe possède plus d'atouts pour être cadre salarié. Les ENA sont donc plus concentrées chez les individus moyennement instruits, sans toutefois une prise en compte de la taille des ENA.

Tableau n°8.4
Distribution de la possession d'ENA par niveau d'instruction

Unité : en %

Niveau d'instruction	Taux	Répartition
Non instruit	18,8	18,1
Primaire	26,4	58,5
Secondaire	28,7	21,1
Universitaire	25,1	2,3
Ensemble	25,0	100

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.8.1.5- Plus de possession relative d'ENA chez les éleveurs que chez les agriculteurs

La classification par groupe socio-économique conduit à une distribution classique puisque l'appartenance à des groupes tels que les exploitants non agricoles (5) et les commerçants et entrepreneurs de service (6) implique une possession d'ENA. Il est donc normal que le taux de

possession y avoisine les 80%. La seule comparaison pertinente est que le taux de possession des agriculteurs (groupes : 1,2 et 3) est moins de la moitié de celui des éleveurs (20% contre 45,3%) et que chez les salariés (cadres ou employés) ils sont identiques.

Tableau n°8.5
Distribution de la possession d'ENA par groupe socio-économique

Unité : en %

Groupe socio-économique	Taux	Répartition
Grand exploitant agricole	22,6	6,4
Moyen exploitant agricole	16,8	13,4
Petit exploitant agricole	21,7	35,4
Eleveur – Pêcheur - Chasseur	45,3	2,8
Petit exploitant non agricole	100,0	7,1
Commerçant - Entrepreneur de service	100,0	16,1
Cadre salarié	16,5	3,3
Employé et ouvrier	16,7	4,6
Main d'œuvre sans qualification	19,5	2,1
Autres	24,6	8,8
Ensemble	25,0	100

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.8.2- Répartition des entreprises non agricole (ENA)

Si le chapitre précédent analyse les différents taux de possession d'ENA selon plusieurs classifications, qu'en est-il de la répartition de ces ENA selon leur branche d'activité ? Le grand nombre de commerçants et d'autres prestataires de service a conduit à une répartition déséquilibrée en faveur du secteur tertiaire (42,3% contre 23,6% pour le secondaire). La plus grande raison est la modération en terme d'investissement de la création d'unité de service (il en est de même pour le fond de roulement). Il est aussi probable que le secteur secondaire est plus lent en terme de roulement et rentabilité immédiate des fonds investis.

II.8.2.1- Répartition des ENA par branche d'activité et milieu

Le précédent constat n'est valable que du point de vue de l'offre. Etant donné qu'en milieu rural la demande de service est assez faible, la tendance générale n'y est plus apparue puisque 38,7% des ENA y sont de la branche secondaire. Les ménages des autres milieux investissent plutôt dans le tertiaire (58,4%).

Tableau n°8.7
Répartition des ENA par branche d'activité et milieu

Unité : en %

Milieu Branche	Capitale		GCU		CUS		Rural		Ensemble
	En ligne	En colonne	En ligne	En colonne	En ligne	En colonne	En ligne	En colonne	
Primaire	1,4	29,6	3,2	23,4	12,5	33,5	83,0	35,5	34,1
Secondaire	3,0	12,0	4,1	14,2	11,8	21,6	80,1	25,8	23,6
Tertiaire	8,2	58,4	10,1	62,4	13,7	45,0	68,0	38,7	42,3
Ensemble	5,9	100	6,8	100	12,9	100	74,3	100	100

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.8.2.2- Activité secondaire plus concentrée à Toamasina

La structure générale de la répartition par branche se vérifie à Antananarivo, Fianarantsoa, Mahajanga, Toliary et Antsiranana. Seul le Faritany de Toamasina est un cas particulier puisque 47,4% des Entreprises de la branche secondaire (industries du bois, industries alimentaires) s'y trouvent et elles représentent 45,3% des ENA du faritany de Toamasina. La présence de plusieurs grandes industries à Toamasina qui favorise les unités de production secondaires de transformation en est probablement la cause.

Tableau n°8.8
Répartition par branche d'activité et faritany des ENA

Unité : en %

Faritany	Branche								Ensemble
	Autre		Primaire		Secondaire		Tertiaire		
	En Ligne	En colonne	En Ligne	En colonne	En Ligne	En colonne	En Ligne	En Colonne	
Antananarivo	36,5	45,0	8,3	13,1	8,9	8,9	46,2	25,8	23,6
Fianarantsoa	4,9	5,5	32,7	47,0	34,1	31,1	28,3	14,4	21,5
Toamasina	7,8	10,1	7,0	11,6	45,3	47,4	39,9	23,4	24,8
Mahajanga	35,5	19,7	20,4	14,5	4,7	2,1	39,4	9,9	10,6
Toliary	16,7	11,7	11,8	10,6	10,9	6,2	60,7	19,3	13,5
Antsiranana	24,9	7,9	8,0	3,3	16,5	4,3	50,6	7,3	6,1
Ensemble	19,1	100	15,0	100	23,6	100	42,3	100	100

Source : enquête prioritaire 1997

II.8.3- Démographie des ENA

Dans ce paragraphe, l'âge et le taux de disparition des ENA seront analysés selon différentes classifications.

II.8.3.1- Des entreprises relativement jeunes à Toamasina et Antsiranana

6,0% des ENA répertoriées ont été créées au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête. Ce taux atteint 10,0% à Toamasina et 23,2% à Antsiranana.

Tableau n°8.9
Distribution des entreprises nouvellement créées par faritany

Unité : en %

Faritany	Taux	Répartition
Antananarivo	4,1	16,1
Fianarantsoa	1,4	5,1
Toamasina	10,0	41,6
Mahajanga	3,5	6,2
Toliary	3,3	7,3
Antsiranana	23,2	23,6
Ensemble	6,0	100

Source : enquête prioritaire 1997

En ce qui concerne la branche d'activité, les ménages ont plus de propension à créer une unité de production tertiaire (avec 46,6% des ENA nouvellement créées, notamment dans le commerce et le transport). Mais la création dans chaque branche est plus ou moins uniforme (entre 5,2% et 6,2%).

Tableau n°8.10
Distribution des entreprises nouvellement créées par branche d'activité

Unité : en %

Branche d'activité	Taux	Répartition
Primaire	5,6	14,2
Secondaire	5,2	21,0
Tertiaire	6,5	46,6
Autre	5,6	18,2
Ensemble	6,0	100

Source : enquête prioritaire 1997

Si telle est la création d'ENA à Madagascar, qu'en est-il du taux de disparition ?

II.8.3.2- Un faible taux de création net

Il a été demandé aux enquêtés si leurs entreprises sont encore en activité actuellement. 4,2% d'entre elles ne le sont plus, ce qui donne un taux de création net de 1,8%. Ce taux est assez faible vu la situation du marché de l'emploi qui n'arrive qu'à satisfaire 70% de l'offre de travail. C'est à Antsiranana que le taux de disparition est assez élevé (7,8%). 32,4% des ENA en cessation d'activité se trouvaient à Toamasina. Cela explique en partie la relative jeunesse des unités de production qui y opèrent.

Tableau n°8.11
Taux de mortalité des entreprises par faritany

Unité : en %

Faritany	Taux	Répartition
Antananarivo	3,5	18,7
Fianarantsoa	2,8	14,1
Toamasina	5,7	32,4
Mahajanga	3,5	8,8
Toliary	4,9	14,9
Antsiranana	7,8	11,1
Ensemble	4,4	100

Source : Enquête Prioritaire 1997

Le taux de mortalité dans la branche secondaire (industrie alimentaire, industrie textile, industrie du bois...) atteint 7,5%. La concurrence avec les grandes industries en est une explication. Le tertiaire (commerce, éducation, transports routiers) sont encore à l'abri des grands investisseurs.

Tableau n°8.12
Taux de mortalité des entreprises par branche d'activité

Unité : en %

Branche d'activité	Taux	Répartition
Autres	4,1	18,6
Primaire	2,5	8,6
Secondaire	7,5	40,0
Tertiaire	3,5	32,8
Ensemble	4,4	100

Source : enquête prioritaire 1997

II.8.3.3- Les unités de production du secondaire vieillissantes

Malgré son taux de mortalité assez élevé, la fourchette d'âges des ENA de la branche industrielle est de 0 à 50 ans, contre 0 à 35 ans pour les deux autres branches. L'âge moyen de l'ensemble est de 4,1 ans. Cela montre la jeunesse de ces entreprises individuelles, à la fois signe de développement du secteur privé et symptôme de la détérioration de l'emploi salarié.

Tableau n°8.13
Âge des ENA selon la branche

Unité : en %

Branche	Age	
	Maximum	Moyenne
Autre	51	5,1
Primaire	35	4,0
Secondaire	50	5,7
Tertiaire	30	2,7
Ensemble	51	4,1

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.8.4- Structure des emplois (forte proportion de l'auto-emploi)

67,0% des ENA ne possèdent d'autres salariés que leurs propriétaires. C'est seulement 2% qui emploient plus de 6 personnes. Le taux de "salarisation" reste assez bas (10,7%, contre 7% en 1993). Cela témoigne la difficulté d'extension des ENA. Ces unités de production n'arrivent même pas à mettre les membres du ménage à l'abri du chômage.

Selon le lieu d'activité, la Capitale est plus favorisée à la création d'emplois. 3,8% des ENA y emploient plus de 6 personnes. Il existe plus d'auto-emploi dans les GCU que dans les CUS et milieu rural (respectivement, 68,1% et 67,4%).

Par branche d'activité, le tertiaire est moins soumis à l'auto-emploi que le secondaire. Par contre, ce dernier possède plus de 2% d'ENA qui emploient 6 personnes et plus contre 1,1% pour le tertiaire.

Cette forte proportion de l'auto-emploi explique le fait que les femmes dirigeantes d'ENA soient plus prédisposées à l'activité tertiaire qui requiert moins de vigueur que le secondaire et le primaire.

Tableau n°8.14
Structure de l'emploi (12 derniers mois) selon le milieu

Unité : en %

Milieu	Auto-emploi	De 2 à 5 Personnes	De 6 à 10 Personnes	Plus de 10 personnes
Capitale	59,3	36,8	2,9	1,0
AGCU	68,1	30,2	0,6	1,1
CUS	67,4	29,7	1,8	1,1
Rural	67,4	30,8	1,3	0,5
Ensemble	67,0	31,0	1,4	0,6

Source : Enquête Prioritaire 1997

Tableau n°8.15
Structure de l'emploi (il y a un an) selon le milieu

Unité : en %

Milieu	Auto-emploi	De 2 à 5 Personnes	De 6 à 10 Personnes	Plus de 10 personnes
Capitale	60,4	35,9	3,2	0,6
AGCU	70,4	27,8	0,6	1,2
CUS	68,3	29,2	1,8	0,6
Rural	68,7	29,9	1,0	0,4
Ensemble	68,3	30,1	1,1	0,5

Source : Enquête Prioritaire 1997

Antsiranana et Mahajanga possèdent les plus forts taux d'auto-emploi (respectivement 73,9% et 72,0%). Antananarivo arrive à dégager 5,2% d'ENA qui emploient plus de 6 personnes contre 2,0% pour l'ensemble.

Tableau n°8.16
Structure de l'emploi (12 derniers mois) selon le faritany

Unité : en %

Faritany	Auto-emploi	De 2 à 5 Personnes	De 6 à 10 Personnes	Plus de 10 personnes
Antananarivo	57,1	37,9	3,8	1,3
Fianarantsoa	70,9	27,0	0,7	0,5
Toamasina	67,5	31,8	0,4	0,3
Mahajanga	73,9	25,1	-	1,0
Toliary	68,5	30,3	1,2	-
Antsiranana	72,0	25,7	1,5	0,8
Ensemble	67,0	31,0	1,4	0,6

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.8.5- Performance et évolution comptable

Les indicateurs de performances comptables des ENA disponibles dans le questionnaire sont le chiffre d'affaires le revenu net et leurs évolutions respectives.

II.8.5.1- Une forte hétérogénéité du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'ensemble des ENA est estimé à 5.477 milliards Fmg.

L'écart net entre le chiffre d'affaires moyen et le chiffre d'affaires médian (respectivement 6.985.584Fmg et 1.300.000Fmg) dénonce l'existence d'entreprises très minoritaires qui arrivent à se démarquer de la masse. Ce fait se reproduit dans le cas du revenu net (une moyenne de 2.804.235Fmg contre un revenu net médian de 780.000Fmg). Selon le faritany d'activité, Antsiranana est la plus avantagée avec un revenu moyen de 5.104.728Fmg. La Capitale a pour chiffre d'affaires médian 5.040.000Fmg, contre le cinquième de ce montant dans le milieu rural.

Tableau n°8.17
Chiffre d'affaires moyen annuel en 1997 par branche

Unité : en FMG

Branche	Moyenne
Autre	3.705.162
Primaire	2.006.871
Secondaire	5.722.539
Tertiaire	10.929.377
Ensemble	6.985.583

Source : Enquête Prioritaire 1997

Les performances dans le tertiaire expliquent l'attraction constatée précédemment dans cette branche dominé par le commerce et le transport.

Tableau n°8.18
Chiffre d'affaires moyen annuel en 1997 par Faritany

Unité : en FMG

Faritany	Moyenne
Antananarivo	11.237.852
Fianarantsoa	4.165.500
Toamasina	3.629.449
Mahajanga	6.726.645
Toliary	7.917.241
Antsiranana	11.677.759
Ensemble	6.985.583

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.8.5.2- Un taux de marge rentable

La masse de revenu net des ENA en 1997 est estimée à 2.199 milliards Fmg. Elle représente plus de 10% du PIB. Le "taux de marge" au sens large (lors de cette analyse, on le définit comme le rapport entre le revenu net et le chiffre d'affaires) est de 40,6%. Ce taux est appréciable à comparer avec le salaire moyen qui est de 146.000Fmg par mois (se référer au chapitre 6). Par province, Toliary et Toamasina arrivent en tête avec des taux respectifs de 64,1% et 52,4%. Fianarantsoa possède le taux de marge le plus bas avec 22,1%. Selon le milieu, malgré une demande assez faible, les ruraux arrivent à dégager un revenu net de 44,4%. Le monopole de voisinage explique cette situation.

Tableau n°8.19
Revenu net moyen en 1997 par branche

Unité : en FMG

Branche	Moyenne
Autre	1.509.116
Primaire	1.348.352
Secondaire	2.575.583
Tertiaire	4.029.117
Ensemble	2.804.235

Source : Enquête Prioritaire 1997

Tableau n°8.20
Revenu net moyen en 1997 par faritany

Unité : en FMG

Faritany	Moyenne
Antananarivo	3.663.388
Fianarantsoa	922.997
Toamasina	1.896.708
Mahajanga	2.553.981
Toliary	5.090.207
Antsiranana	4.899.311
Ensemble	2.804.235

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.8.5.3- Evolutions favorables

Ce sous paragraphe ne concerne que les ENA qui ont plus d'un an d'existence.

47,0% des ENA ont connu une hausse du chiffre d'affaires. Elles ne sont que 27,7% à en connaître une baisse. La branche tertiaire (en l'occurrence le commerce et le transport) en est la plus prospère avec 53,3% de hausse. Antsiranana et Toamasina sont les provinces où près de 6 sur 10 des ENA ont vu leur chiffre d'affaires augmenter.

L'évolution favorable du revenu dépasse de 1,5 point celle du chiffre d'affaires (48,4% des ENA en hausse). Les autres GCU en profitent plus que la Capitale (respectivement 53,1% et 41,8%). Le taux de recul de 35,73% de la Capitale est l'effet du début de saturation du marché informel.

Tableau n°8.21
Evolution du chiffre d'affaires par branche

Unité : en %

Branche	Baissé	Augmenté	Inchangé
Autre	27,9	39,0	33,0
Primaire	33,3	47,7	19,0
Secondaire	29,8	41,8	28,3
Tertiaire	21,8	54,3	23,8
Ensemble	26,6	47,4	26,0

Source : Enquête Prioritaire 1997

Tableau 8.22
Evolution du chiffre d'affaires par faritany

Unité : en %

Branches	Baissé	Augmenté	Inchangé
Antananarivo	25,3	45,1	29,5
Fianarantsoa	32,7	40,3	26,8
Toamasina	23,6	57,1	19,3
Mahajanga	32,8	44,0	23,2
Toliary	24,6	41,9	33,5
Antsiranana	16,5	58,9	24,6
Ensemble	26,6	47,4	26,0

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.8.6- Situation vis à vis de l'administration

Comme la dénomination d'entreprise non agricole ne fait pas de discrimination par rapport aux unités de production qui ne sont pas en règle par rapport à la législation, ce paragraphe expose les différents taux liés à la possession de numéro statistique, le paiement d'impôts, et la déclaration des salariés à la CNaPS. L'objectif n'est pas de dénoncer les situations qui prévalent actuellement mais d'apporter des éléments d'analyse pour un futur meilleur.

II.8.6.1- Une faible possession du numéro statistique

Actuellement, les petits entrepreneurs peuvent s'approvisionner sans la possession d'une carte statistique. En effet, à l'exception de la branche commerciale, le marché tend à confondre consommation finale et demande intermédiaire. Cela n'incite plus les responsables des petites ENA à s'enregistrer. La proportion de possession de numéro statistique atteint à peine 17%.

Par branche d'activité, le tertiaire possède un taux de possession de 31,57%. Le nombre de détaillants qui dominent cette branche explique cette différence par rapport à l'ensemble (l'accord d'un prix de gros étant conditionné par la possession de carte statistique). Pour les autres branches, ce taux ne dépasse pas les 7%. En milieu urbain, le taux est de 28%. L'enclavement et l'inégalité dans l'information jouent en défaveur d'une grande partie des milieux ruraux. Toliary dépasse Antananarivo de 5,6 points sur le taux d'enregistrement des ENA.

Tableau n°8.23
Taux d'enregistrement par branche

Unité : en %

Branches	Taux d'enregistrement
Autre	5,8
Primaire	6,4
Secondaire	7,0
Tertiaire	31,4
Ensemble	16,7

Source : Enquête Prioritaire 1997

Tableau n°8.24
Taux d'enregistrement par faritany

Unité : en %

Faritany	Taux d'enregistrement
Antananarivo	22,3
Fianarantsoa	8,7
Toamasina	14,6
Mahajanga	12,2
Toliary	27,8
Antsiranana	18,0
Ensemble	16,7

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.8.6.2- Le paiement d'impôts : une affaire de la branche tertiaire

Par crainte de répression fiscale, il est probable que les enquêtés sont tentés de répondre par l'affirmatif à la question concernant le paiement d'impôts. Malgré cela, 22,5% seulement des ménages en possession d'ENA déclarent avoir payé des impôts ou taxes durant les douze derniers mois. Ce taux décroît au fur et à mesure qu'on s'éloigne de la Capitale et des GCU (39,0% pour la Capitale et 19,3% en milieu rural). La branche secondaire (le textile, l'alimentaire, le bois...) a le taux de participation fiscale le plus bas puisque 6,67% seulement des entrepreneurs y déclarent avoir payé leurs impôts. Il est intéressant de savoir si ces faibles taux sont imputable plutôt à l'ignorance qu'à l'évasion.

Tableau n°8.25
Taux de paiement d'impôt par branche

Unité : en %

Branches	Taux de participation
Autre	9,6
Primaire	15,6
Secondaire	6,6
Tertiaire	39,9
Ensemble	22,4

Source : Enquête Prioritaire 1997

Tableau n°8.26
Taux de paiement d'impôt par faritany

Unité : en %

Faritany	Taux d'enregistrement
Antananarivo	32,7
Fianarantsoa	12,7
Toamasina	16,8
Mahajanga	18,1
Toliary	35,9
Antsiranana	19,7
Ensemble	22,4

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.8.6.3- Une ignorance de la CNaPS

La proportion d'ENA qui déclarent ses salariés à la CNaPS est négligeable (1,7%). Dans la Capitale, elle est de 2,3%. C'est dans la province de Fianarantsoa que ce taux dépasse les 3,4%. En admettant que le taux de souscription à une quelconque assurance contre les accidents de travail ne dépasse pas ce taux de 2,3%, l'on peut affirmer que les salariés du privé seront livrés à eux même en cas d'invalidité ou de vieillesse.

On peut dire que plus on s'éloigne de la Capitale plus la situation vis à vis de l'administration se détériore.

Tableau n°8.27
Taux d'adhérence à la sécurité sociale par branche

Unité : en %

Branches	Taux d'adhérence
Autre	1,6
Primaire	0,7
Secondaire	2,0
Tertiaire	2,0
Ensemble	1,7

Source : Enquête Prioritaire 1997

Tableau n°8.28
Taux d'adhérence à la sécurité sociale par faritany
Unité : en %

Faritany	Taux d'adhérence
Antananarivo	1,6
Fianarantsoa	3,4
Toamasina	1,3
Mahajanga	0,8
Toliary	0,8
Antsiranana	1,6
Ensemble	1,7

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.8.7- Aides financières

Si le paragraphe précédent traite du devoir des ENA envers l'administration, qu'en est-il de la promotion de ces ENA ? Un élément de réponse est apporté par l'obtention d'aides financières ou non. Moins de 5% des ENA ont bénéficié d'une aide financière. Ce taux atteint 8,9% pour la branche tertiaire au dépens du primaire dont le taux est de 1,1%. Dans les CUS, 8,9% des ENA ont obtenu de l'aide financière contre 4,04% en milieu rural. Partiellement, ceci est dû au fait qu'en milieu rural il est d'usage d'apporter une contribution en main d'œuvre ou en bien et non une contribution financière.

18,6% des assistances vient des avoirs propres des ménages et 19,2% du conjoint (ou conjointe). Le crédit bancaire reste quasiment inaccessible avec une contribution de 2,6%. Les associés et amis ont apporté le quart des aides financières.

Tableau n°8.29
Distribution de la provenance des aides financières
Unité : en %

Provenance des aides	Répartition
Avoir propre	17,3
Epoux (se)	19,3
Fils(le)	9,0
Autres parents	15,5
Associés, amis	25,5
Banque	2,6
Autres	9,7
Ensemble	100

Source : Enquête Prioritaire 1997

Depuis les résultats de l'EPM-93, la plus grande difficulté des ENA aussi bien pour la création, le fonctionnement que l'extension est l'accès aux crédits. Ajustement structurel oblige, l'Etat providence qui accorde des prêts aux particuliers fait partie du passé. L'emprunt se négocie de plus en plus chez les banquiers. Les emprunteurs qui ne possèdent pas de garantie et / ou de projets rigoureusement comptabilisés risquent de voir leur demande rejetée.

"Si l'intérêt est le moteur du libéralisme, le crédit en est le carburant" (T. Bello ; Théorie monétaire). Afin de promouvoir ces ENA, il faut combler le désistement des banques par la mobilisation des épargnes de proximité. La création de mutuelles d'épargne (à condition qu'elles soient bien gérées) surtout en milieu rural, en est un bon outil à cause de la simplicité de leur structure et des bon exemples des pays de l'Afrique de l'ouest.

Concernant l'administration, il faudrait envisager des actions afin de reconvertir les Unités de production informelles en petites et moyennes entreprises sans restreindre ni leur champ économique ni évincer du marché ceux qui ne sont pas en règle. Tous les acteurs en bénéficieront du fait de la création d'emploi, de l'entrée de surplus d'impôts et de la mobilisation des épargnes thésaurisées.

II.9- DEPENSES DES MENAGES

Dans cette partie, les dépenses des ménages prises en considération ne concernent que les achats courants des biens non durables et des services ; les transferts, impôts et taxes ont été aussi pris en compte. Les dépenses déclarées par le ménage couvrent les douze derniers mois précédant l'interview.

II.9.1- Définition des quintiles de dépenses des ménages

Dans l'EPM-97, le découpage des ménages par quintile de dépenses donnent les valeurs suivantes :

- Q1 = inférieur à 76.834 Fmg.
- Q2 = entre 76.834 Fmg à 198.003 Fmg
- Q3 = entre 198.003 Fmg à 401.667 Fmg
- Q4 = entre 401.667 Fmg à 848.700 Fmg
- Q5 = supérieur à 848.700 Fmg.

Par rapport à 1993, ces bornes ont évolué dans les sens suivants :

- Q1 = inférieur à 89.983 Fmg soit une diminution de 15%.
- Q2 = inférieur à 146.500 Fmg soit une augmentation de 35%
- Q3 = inférieur à 222.392 Fmg soit une augmentation de 81%
- Q4 = inférieur à 388.987 Fmg soit une augmentation de 116%

Les plus pauvres sont ainsi moins nantis qu'auparavant tandis que tous les autres groupes ont vu leurs dépenses augmenter jusqu'à un doublement pour les plus nantis. L'écart minimum entre les pauvres et les riches s'est fortement accentué passant de 3,3 fois à plus de 10 fois.

Tableau n°9.1
Répartition des ménages par quintiles de dépenses totales par tête et par Faritany

Unité : en %

Faritany	Quintiles					Ensemble
	Plus pauvre	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riche	
Antananarivo	9,6	15,3	18,1	23,6	33,2	100,0
Fianarantsoa	26,7	31,2	21,4	12,9	7,8	100,0
Toamasina	20,5	22,1	24,7	21,1	11,7	100,0
Mahajanga	36,5	17,6	16,5	15,1	14,3	100,0
Toliary	20,2	14,6	18,9	23,5	22,8	100,0
Antsiranana	14,7	18,8	21,0	22,5	23,0	100,0
Ensemble	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	100,0

Source : Enquête Prioritaire 1997

Globalement, deux faritany (Antananarivo et Antsiranana) et, dans une moindre mesure, Toliary, se démarquent des autres régions : les pourcentages des ménages croissent du quintile des plus pauvres vers les quintiles des plus nantis. Pour les autres faritany, l'évolution va dans le sens inverse : accroissement des pourcentages des ménages des plus nantis vers les plus pauvres.

Cependant, par rapport à 1993, les faritany ont évolué différemment.

Tableau n°9.2
Evolution des pourcentages de ménages par quintile par rapport à 1993

Faritany	Quintiles				
	Plus pauvre	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riche
Antananarivo	0,6	-6,1	-5,5	0,1	10,9
Fianarantsoa	0,0	8,2	2,1	-7,3	-3,0
Toamasina	-9,8	0,7	6,2	8,5	-5,5
Mahajanga	16,6	4,4	-1,4	-8,1	-11,5
Toliary	-5,6	-6,9	1,5	5,5	5,4
Antsiranana	1,6	4,2	1,4	2,3	-9,6

Source : Enquête Prioritaire 1997

C'est le faritany de Toliary qui se distingue le plus par la translation générale des ménages des quintiles inférieurs vers les quintiles supérieurs. Cela résulte assurément du volume des aides diverses reçues par les populations de cette région. Le faritany de Mahajanga a subi l'évolution contraire : diminution des trois quintiles les plus nantis pour un déversement vers les plus pauvres.

Pour Antananarivo, si les plus pauvres ont légèrement augmenté, les deux autres groupes moins nantis ont diminué tandis que le groupe des plus nantis a notablement augmenté. La conjoncture économique de ces dernières années dont le développement de la zone franche, explique certainement cette évolution en ce qui concerne les catégories des plus nantis tandis que la catégorie la moins nantie résulterait de l'exode rural de main d'œuvre non qualifiée.

Pour Fianarantsoa, les deux quintiles plus nantis ont diminué pour une augmentation sensible du quintile immédiatement au-dessus des plus pauvres. Quant à Toamasina, il y a eu nivellement des extrêmes, plus pauvres et plus nantis, pour un report sur les classes intermédiaires.

En définitive, de façon relative, quatre faritany ont vu le nombre de leurs plus nantis diminuer tandis que deux faritany seulement aussi ont vu le nombre de leurs moins nantis diminuer.

II.9.2- Dépenses totales des ménages

Les dépenses courantes annuelles des ménages malgaches ont été estimées à 5.332 milliards de Fmg en 1997, soit une moyenne de 1,9 millions de Fmg par ménage. Celle-ci a connu une augmentation nominale de près de 73% par rapport à 1993 où elle a été estimée à 1,1 millions de Fmg

II.9.2.1- Répartition de la masse de dépenses totales des ménages

a). Par Faritany

Le Tableau 9.3 suivant montre le poids de l'avantage relatif d'Antananarivo dans les dépenses des ménages : 43% de la masse totale des dépenses pour 28% de la population malgache, soit un écart positif de 15 points. Deux faritany sont en équilibre, Toliary et Antsiranana tandis que pour tous les autres faritany, la part des dépenses est inférieure au poids de la population. L'écart maximum s'observe entre Antananarivo et Fianarantsoa : 2,5 fois.

Tableau n°9.3
Répartition de la masse de dépenses par faritany

Faritany	Masse de dépense		Nombre de ménage		Dépense moyenne en millier Fmg
	En milliard Fmg	En %	Unité	En %	
Antananarivo	2.295,8	43,1	766.820	27,9	2.994
Fianarantsoa	617,1	11,6	527.580	19,2	1.170
Toamasina	685,1	12,8	458.895	16,7	1.493
Mahajanga	390,0	7,3	322.970	11,7	1.208
Toliary	863,8	16,2	430.825	15,7	2.005
Antsiranana	479,8	9,0	242.350	8,8	1.950
Ensemble	5.331,6	100,0	2.749.440	100,0	1.939

Source : Enquête prioritaire 1997

b). Par groupe socio-économique

La répartition de la masse de dépense par groupe socio-économique confirme la vocation agricole de Madagascar. Le groupe des “ Exploitants agricoles ” consomme les 38,5% de la masse totale de la dépense dont 21,6% par les petits exploitants agricole qui constituent les 40,7% des ménages malgaches.

Le groupe “ Salariés ” qui représente les 14,6% des ménages malgaches dépense les 28,4% de la masse totale.

Les “ petits entrepreneurs ” qui constituent les 7,4% des ménages malgaches dépensent 17,9% de la masse totale, les commerçants effectuent la moitié de la dépense du groupe.

Les dépenses des “ Eleveurs - Chasseurs - Pêcheurs ” sont marginales 1,5%, ils ne constituent que 1,5% des ménages malgaches.

Tableau n°9.4
Répartition de la masse de dépense par groupe socio-économique

Groupe socio-économique	Masse de dépense			
	En 1993		En 1997	
	En milliard Fmg	En %	En milliard Fmg	En %
Exploitants agricoles	1.534,3	55,7	2.054,6	38,5
Eleveurs-Chasseurs-Pêcheurs	324,1	11,8	76,6	1,5
Petits entrepreneurs	289,7	10,5	952,0	17,9
Salariés	473,0	17,2	1.516,2	28,4
Autres	132,5	4,8	732,0	13,7
Ensemble	2.753,6	100,0	5.331,6	100,0

Source : Enquête prioritaire 1997

c). Par quintile

Les dépenses des plus nantis sont nettement au-dessus de celles des autres groupes : 13 fois les dépenses moyennes des plus pauvres.

Tableau n°9.5
Répartition de la masse de dépense par quintile

Quintile	Masse de dépenses		Nombre de ménages		Dépense moyenne par ménage en millier Fmg
	En milliard Fmg	En %	Effectif	En %	
Plus pauvres	230,4	4,3	550.413	20	418,6
Quintile 2	423,8	8,0	548.852	20	772,2
Quintile 3	654,5	12,3	550.096	20	1.189,8
Quintile 4	1.083,2	20,3	550.511	20	1.967,6
Plus riches	2.939,7	55,1	549.568	20	5.368,6
Ensemble	5.331,6	100,0	2.749.440	100	1.939,1

Source : Enquête prioritaire 1997

II.9.2.2- Distribution des dépenses totales par l'effectif des ménages

L'indice de GINI nous explique l'inégalité de la distribution des dépenses entre les ménages. (Indice de GINI : il y a une très forte inégalité, si l'indice est proche de 1 et une tendance à l'égalité si l'indice est proche de 0.

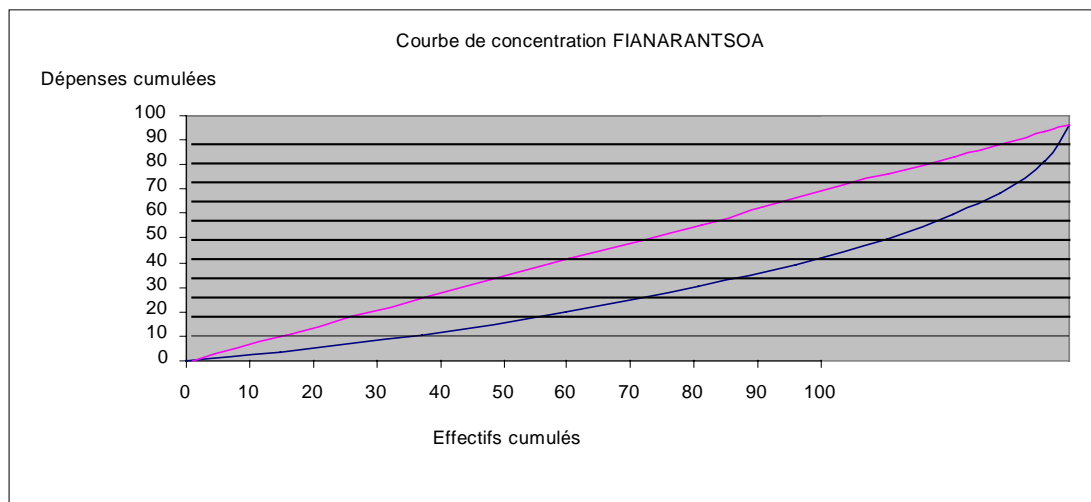
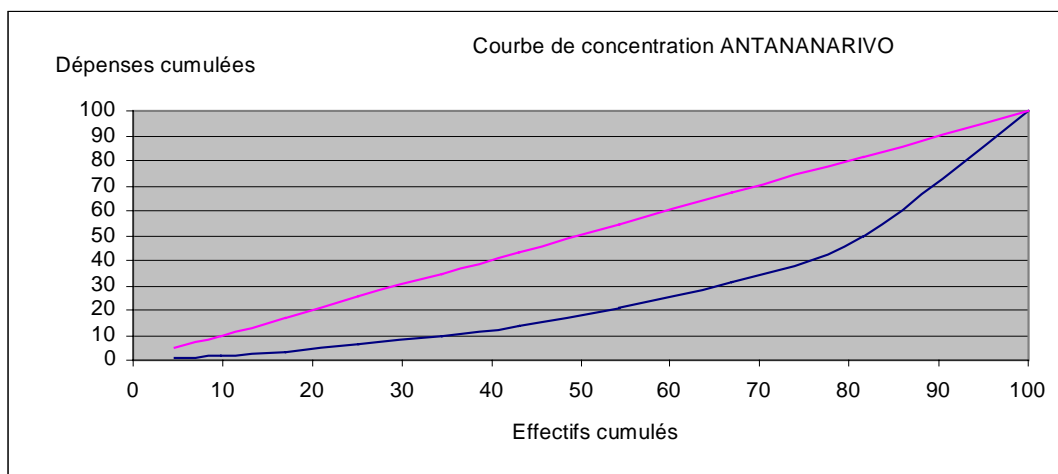
Tableau n°9.6
Indice de GINI par faritany

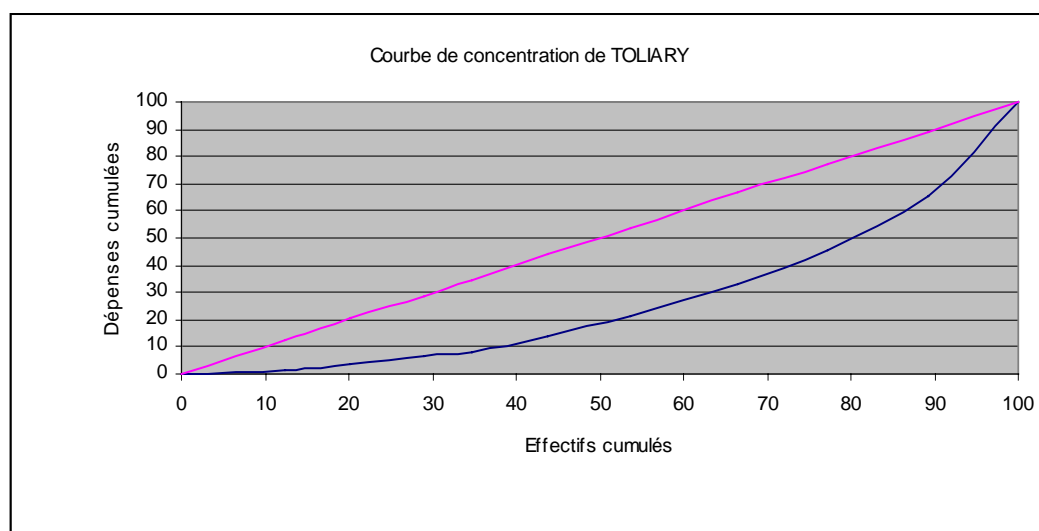
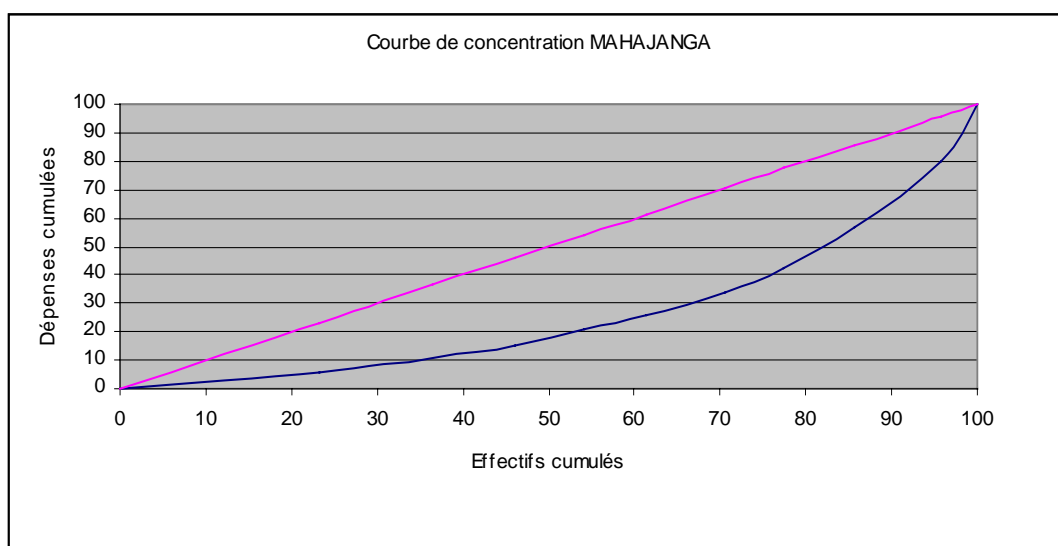
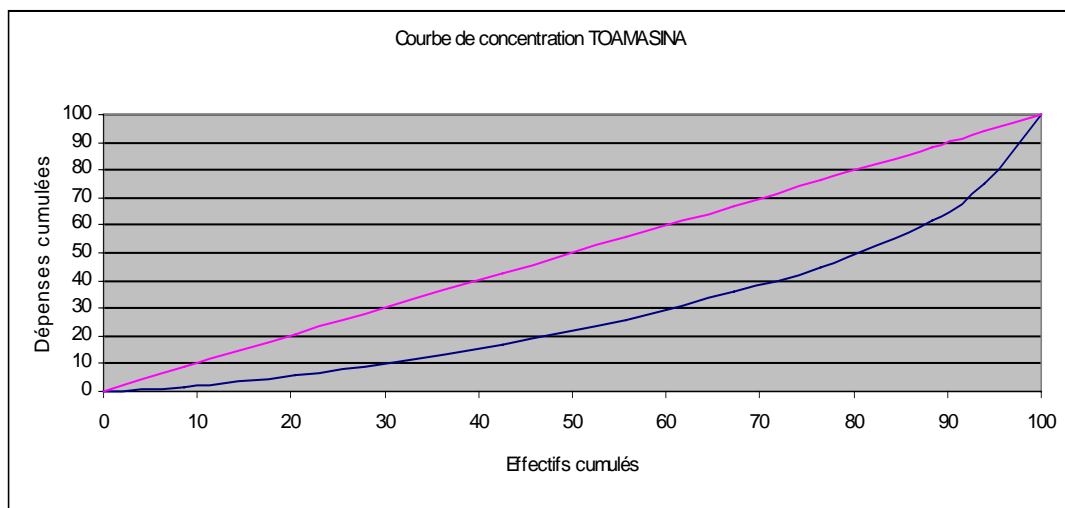
Faritany	Indice de GINI	
	En 1993	En 1997
Antananarivo	0,46	0,46
Fianarantsoa	0,41	0,38
Toamasina	0,41	0,43
Mahajanga	0,43	0,45
Toliary	0,45	0,46
Antsiranana	0,41	0,44
Madagascar	0,44	0,48

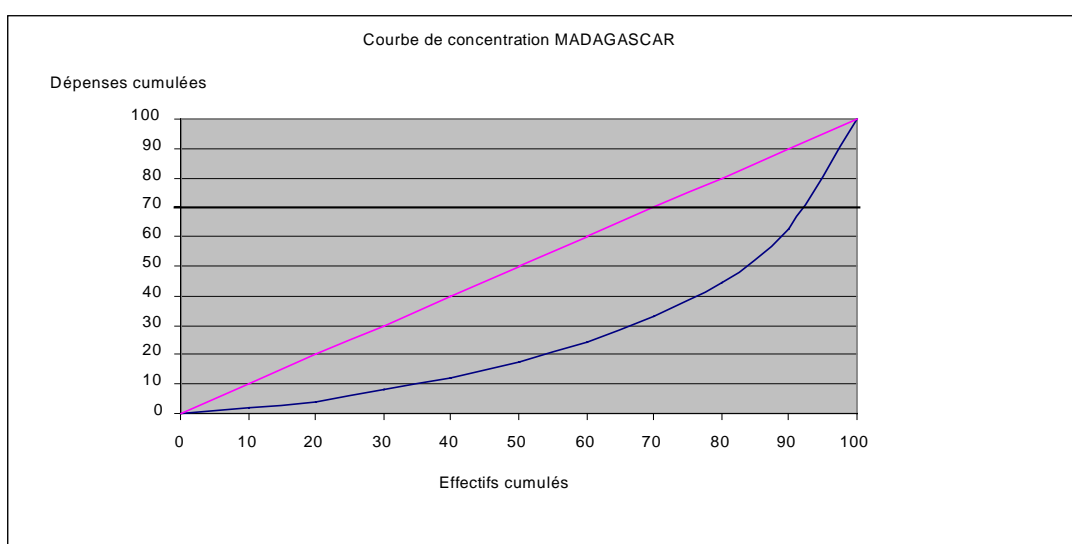
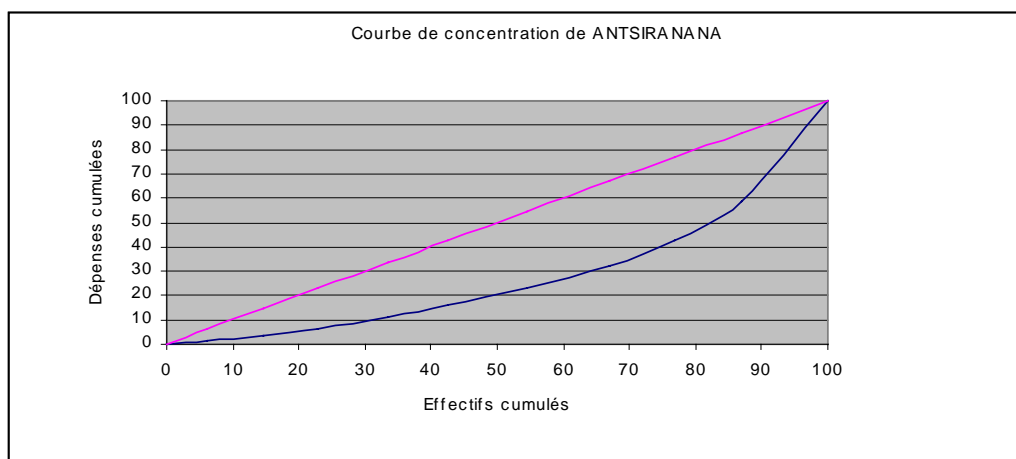
Source : Enquête prioritaire 1997

Dans l'ensemble, il y a une diminution relative des inégalités mais par faritany seul Fianarantsoa a enregistré une amélioration. Partout ailleurs l'inégalité de la distribution des dépenses entre les ménages les plus riches et les plus pauvres s'est légèrement accentuée.

Graphique 9.1
Courbes de concentration







Pour situer ces évolutions, faisons une rapide récapitulation de la conjoncture nationale durant la période 1993-1997.

Tableau n°9.7
Evolution des indicateurs nationaux

Unité : en %

Indicateurs	Année				
	1993	1994	1995	1996	1997
PIB	2,1	-0,1	1,7	2,1	3,6
Consommation privée	2,8	0,3	1,6	2,7	6
Inflation	13	41,6	45	17,8	7,4
Investissements	8,7	-14,3	1,6	12,4	-0,7
Dont publics	9,9	-28,2	-5,4	18,8	-4,9
privés	6,3	15,0	10,9	5,3	4,7

Source : Instat

De 1993 à 1996, le PIB qui est resté inférieur au taux de croissance de la population estimé à environ 2,8% par an, n'a pas créé assez de richesse pour améliorer le sort de toutes les couches de la population. La contraction globale des investissements publics durant la période n'a pas été compensée par ceux du secteur privé qui a cependant consenti des efforts considérables, portant leurs investissements, nominalement, de 237,7 en 1993 à 987,6 milliards de Fmg en 1997. Ces efforts ont, certes, soutenu la consommation privée qui a connu légèrement une meilleure évolution que celle du

PIB global mais l'inflation qui a été d'un niveau insoutenable dans les années 1994 et 1995, a quelque peu réduit leur portée. En 1997, une reprise économique s'est confirmée.

Par ailleurs, l'évolution des taux de croissance par secteur montre que le secteur primaire dans lequel activent essentiellement les couches de population les plus vulnérables, évolue presque aléatoirement par rapport aux deux autres secteurs qui semble dégager une tendance favorable mais dans lesquels évoluent les couches plus favorisées.

Tableau n°9.8
Evolution des taux de croissance par secteur

Unité : en %

Secteurs	Année				
	1993	1994	1995	1996	1997
Primaire	3,2	-0,5	1,9	2,5	1,9
Secondaire	3,3	-1,1	1,8	2,0	4,1
Tertiaire	2,1	1,2	1,5	2,1	4,5

Source : Instat

En définitive, les effets conjugués de ces différents facteurs macro-économiques sont ressentis diversement au niveau de la population. L'évolution du secteur primaire pénalise les couches les plus défavorisées de la population tandis que celle des deux autres a plus profité aux couches socialement plus élevées et spécialement de la Capitale offrant de façon conjoncturelle plus d'opportunités qu'ailleurs. De ce fait, les actions de l'Etat restent déterminantes dans l'organisation de la vie économique et sociale de la Nation et la répartition des revenus.

II.9.2.3- Structure par grand poste des dépenses totales des ménages au niveau d'ensemble

a)- Par Faritany

Tableau n°9.9
Structure des dépenses totales par Faritany

Unité : en %

Poste	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Alimentation	64,7	70,1	70,4	66,1	75,6	69,2	68,4
Restaurant	1,0	0,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,7
Logement	12,8	7,9	9,7	13,7	10,1	11,6	11,3
Ameublement	3,4	4,2	5,6	6,5	3,8	5,8	4,3
Education	1,0	1,7	1,2	1,2	0,7	1,4	1,1
Santé	0,6	1,4	1,4	1,4	1,1	0,9	1,0
Habillement	1,7	4,3	3,5	3,4	3,3	2,6	2,7
Transfert - Impôt	0,6	1,3	0,8	1,3	0,7	0,7	0,8
Transport - Com	12,6	7,7	4,8	4,8	3,6	5,9	8,4
Sport – Loisir	0,4	0,1	0,6	0,4	0,3	0,6	0,4
Autres	1,2	0,8	1,4	0,8	0,6	1,0	1,0
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête prioritaire 1997

Dans l'ensemble, la part de l'Alimentation est la plus importante dans tous les Faritany et dépasse les 65% des dépenses totales, suivie du "logement combustible" avec une part entre 7,9% à Fianarantsoa et 13,6% à Mahajanga.

Ensuite, les "Ameublement" tiennent la troisième position à Toamasina, Mahajanga et Toliary, tandis qu'à Antananarivo et Fianarantsoa les dépenses des "Transports - Communication" tiennent la troisième position avec une part respective de 12,6% et 7,7%.

Les autres grands postes de dépenses : Education, Santé, Habillement, Sport-loisir-culture, Transfert-impôts et Autres occupent des positions différentes suivant les Faritany.

Par rapport à 1993, on observe une augmentation générale des dépenses de transport et de logement et une compression de tous les autres postes sauf pour Toliary qui voit notamment une baisse des dépenses de santé et autres au profit de l'alimentation.

b)- Par groupe socio-économique

Au niveau national, tous les groupes socio-économiques ont tous la même structure de dépense avec une part très importante des dépenses alimentaires suivie des dépenses "Logement et Combustibles", ensuite les dépenses de "Transports et Communication" et celles des "Ameublement et Entretien des logements", les autres postes sont marginaux.

Il est à signaler que si tous les groupes dépensent plus de 60% de leur dépense totale pour l'Alimentation, les "petits entrepreneurs de services" et les "grands et moyens entrepreneurs de services" ne dépensent respectivement que 40% et 37,0% de leur dépense moyenne annuelle. En outre, ces deux groupes consacrent une part importante pour le poste "Transports et Communication" respectivement 36,4% et 42,6% dont 21,2% sont consacrés aux achats des pièces détachées et Carburants pour le premier, et 32,8% pour le second. Il est clair que ces dépenses tiennent compte des dépenses destinées à l'exploitation de l'entreprise du ménage mais il est difficile pour le ménage de les distinguer.

Tableau n°9.10
Structure des dépenses totales par groupe socio-économique

Unité : en %

Poste	Groupe socio-économique																		Ens
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
Alimentation	70,9	71,2	73,8	76,1	74,7	70,6	72,8	67,2	40,0	37,0	62,5	72,6	79,7	74,3	82,6	63,0	69,9	64,6	68,4
Restaurant	0,3	0,2	0,3	0,6	0,3	0,0	0,8	0,9	1,3	1,1	1,3	1,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	0,5	0,7
Logement	8,2	7,2	7,2	9,3	8,8	10,7	10,2	13,3	16,7	12,6	18,7	13,1	9,0	17,4	5,8	8,2	15,8	12,6	11,3
Ameublement	5,4	6,3	5,6	3,8	3,8	5,0	3,0	3,7	2,3	2,1	3,7	3,4	3,3	3,3	3,3	9,1	4,2	2,9	4,3
Education	1,4	1,8	1,3	1,2	0,9	0,3	0,7	0,7	0,4	0,2	1,1	1,0	0,9	1,0	0,7	1,6	1,6	0,8	1,1
Santé	1,5	1,8	1,6	0,6	1,1	0,7	0,6	0,5	0,3	0,1	0,5	0,6	0,7	1,1	2,7	0,4	0,1	0,5	1,0
Habillement	3,5	4,8	4,7	2,1	3,7	1,1	1,9	1,7	0,7	0,1	1,3	1,6	2,1	2,1	1,7	2,7	1,5	1,6	2,7
Transfert-Impôt	0,9	1,4	1,3	0,5	0,7	0,7	0,6	0,6	0,3	0,1	0,4	0,5	0,7	0,3	0,9	0,7	0,7	0,5	0,8
Transport-Com	6,3	4,4	3,0	3,2	5,1	10,8	7,9	9,6	36,4	42,6	8,7	5,0	2,2	0,3	1,7	13,3	4,9	13,8	8,4
Sport-Loisir	0,6	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0	0,6	0,3	0,3	1,4	0,5	0,3	0,4	0,0	0,0	0,2	0,0	0,3	0,4
Autres	1,0	0,7	0,8	2,6	0,7	0,0	0,8	1,5	1,3	2,7	1,4	1,0	0,5	0,1	0,2	0,7	1,4	1,4	1,0
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête prioritaire 1997

Groupe socio-économique :

- | | | |
|--------------------------------|--|---------------------------------------|
| -1 : Grand exploitant agricole | -7 : Petit exploitant non agricole | -13 : Main d'œuvre sans qualification |
| -2 : Moyen exploitant agricole | -8 : Commerçant | -14 : Aides familiaux |
| -3 : Petit exploitant agricole | -9 : Petit entrepreneur de service | -15 : Femme / Homme au foyer |
| -4 : Eleveur | -10 : Grand et moyen entrepreneur de service | -16 : Clergé |
| -5 : Pêcheur | -11 : Cadre salarié | -17 : Apprenti |
| -6 : Chasseur | -12 : Employé et ouvrier | -18 : Autres |

c)- Par quintile

La part de l'alimentation qui représente toujours la plus grande dépense pour tous les ménages, croît avec le quintile de ménage sauf pour les plus pauvres et les plus riches. Pour les premiers, cela signifierait que les autres postes de dépense sont arrivés à leur niveau d'incompressibilité tandis que pour les secondes, leurs possibilités leur permettent de mettre un peu plus dans les autres postes de dépense, notamment, le transport et le logement.

Comme déjà signalé précédemment, les postes d'éducation et de santé ont des parts plus lourdes chez les pauvres que chez les riches. Mais au-delà de ces constatations numériques, il faut

certainement conclure que, pour la majorité des ménages, ces taux résultent plus des contraintes des conditions de vie que de choix délibérés des ménages.

Tableau n°9.11
Structure de dépenses totales par quintile

Unité : en %

Quintile	Poste des dépenses											Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Plus pauvre	61,1	0,0	9,6	9,7	3,4	3,0	8,2	2,3	1,3	0,1	0,8	100,0
Quintile_2	69,2	0,2	7,0	7,0	2,3	2,4	6,5	1,9	2,0	0,2	0,7	100,0
Quintile_3	74,8	0,1	6,9	5,4	1,5	1,6	4,6	1,2	2,5	0,2	0,6	100,0
Quintile_4	75,6	0,3	8,9	4,5	1,3	1,0	3,1	0,8	3,3	0,2	0,6	100,0
Plus riche	64,6	1,0	13,9	3,0	0,5	0,4	1,1	0,3	13,0	0,4	1,3	100,0
Ensemble	68,3	0,6	11,3	4,2	1,5	0,9	2,7	0,8	8,4	0,3	1,0	100,0

Source : Enquête prioritaire 1997

Postes de dépense

1. Alimentation
2. Restauration
3. Logement
4. Ameublement

5. Education
6. Santé
7. Habillement
8. Transfert - Impôts

9. Transport - Communication
10. Sport - Loisirs - Culture
11. Autres

II.9.2.4- Dépense totale moyenne par grand poste

a). Par Faritany

Dans tous les postes, Antananarivo dépense plus que la moyenne nationale sauf en habillement et en santé où il rejoint les moyennes nationales tandis que Fianarantsoa et Mahajanga n'ont aucun poste de dépense supérieur aux moyennes nationales.

Tableau n°9.12
Rapport de la dépense moyenne des ménages du faritany selon le poste par la dépense moyenne des ménages de l'ensemble du poste

Unité : en %

Poste	Faritany						Ens.	Dépense Moyenne
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana		
Alimentation	1,5	0,6	0,8	0,6	1,1	1,0	1,0	1.326.037
Ameublement	1,2	0,6	1,0	0,9	0,9	1,4	1,0	82.708
Autres	1,7	0,5	1,1	0,6	0,6	1,0	1,0	21.073
Education	1,4	0,9	0,9	0,7	0,6	1,2	1,0	21.503
Habillement	1,0	1,0	1,0	0,8	1,3	1,0	1,0	52.289
Transfert - Impôt	1,2	1,0	0,8	1,0	0,9	0,8	1,0	15.447
Logement	1,7	0,4	0,7	0,7	0,9	1,0	1,0	220.387
Restaurant	2,3	0,4	0,5	0,4	0,5	0,7	1,0	12.917
Santé	1,0	0,9	1,1	0,9	1,2	0,9	1,0	18.756
Sport - Loisir	1,5	0,2	1,3	0,6	0,6	1,8	1,0	7.129
Transport - Com	2,3	0,6	0,4	0,4	0,4	0,7	1,0	163.379
Total	1,5	0,6	0,8	0,6	1,0	1,0	1,0	1941624

Source : Enquête prioritaire 1997

Toliary, malgré la compression drastique de ses dépenses en matière de santé, y dépense toujours plus que la moyenne nationale. Quand à Antsiranana, ses dépenses de sport-loisir sont nettement supérieures à la moyenne nationale.

b). Par groupe socio-économique

Pour l'ensemble du pays, c'est le groupe des " Grands et moyens exploitants agricoles " qui a une dépense moyenne la plus forte 10,4 fois plus que la moyenne générale et c'est le groupe " petits exploitants agricoles " qui a une dépense moyenne la plus faible la moitié de la moyenne de l'ensemble et le groupe " Femme-Homme au foyer " 0,7 fois de l'ensemble.

Ce groupe de " Grands et moyens exploitants agricoles " a une dépense moyenne par poste supérieure à la moyenne de chaque grand poste sauf pour la dépense d'Habilleement et la dépense de la santé.

Tableau n°9.13

Rapport de la dépense moyenne des ménages du GSE selon le grand poste par la dépense moyenne nationale du poste

Unité : en %

Poste	Groupe socio-économique																		Ens
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
Alimentation	0,8	0,6	0,6	1,1	1,0	1,3	1,8	2,1	2,4	5,6	2,4	1,9	1,3	1,2	0,8	1,2	0,9	1,5	1,0
Ameublement	1,0	0,8	0,7	0,9	0,8	1,5	1,2	1,8	2,2	5,1	2,3	1,4	0,9	0,9	0,5	2,8	0,9	1,1	1,0
Education	1,0	0,9	0,6	1,1	0,7	0,4	1,1	1,3	1,6	1,7	2,6	1,6	0,9	1,0	0,4	1,9	1,3	1,3	1,0
Habilleement	1,0	1,0	0,9	0,8	1,2	0,5	1,2	1,3	1,1	0,6	1,3	1,0	0,9	0,9	0,4	1,3	0,5	1,0	1,0
Transfert-Impôt	0,9	1,0	0,9	0,6	0,7	1,2	1,3	1,6	1,4	1,2	1,3	1,0	0,9	0,4	0,8	1,1	0,7	1,0	1,0
Logement	0,6	0,4	0,3	0,8	0,7	1,2	1,5	2,5	6,1	11,6	4,3	2,1	0,9	1,7	0,4	0,9	1,2	1,8	1,0
Restaurant	0,4	0,2	0,2	0,9	0,3	-	2,0	3,0	8,1	16,8	5,1	2,6	0,8	-	0,5	-	-	1,4	1,0
Santé	1,2	1,0	0,9	0,6	1,0	0,9	1,1	1,1	1,4	0,6	1,3	1,1	0,8	1,3	1,9	0,6	-	0,9	1,0
Sport-Loisir	1,3	0,4	0,4	-	0,6	-	2,8	1,7	3,2	40,4	3,3	1,5	1,1	-	-	0,7	-	1,5	1,0
Transport-Com	0,6	0,3	0,2	0,4	0,5	1,7	1,6	2,4	17,8	52,7	2,7	1,1	0,3	-	0,1	2,1	0,5	2,7	1,0
Autres	0,7	0,3	0,4	2,4	0,6	-	1,3	2,9	4,8	25,7	3,5	1,6	0,5	0,1	0,1	0,9	1,1	2,1	1,0
Total	0,8	0,6	0,5	1,0	0,9	1,3	1,7	2,1	4,1	10,4	2,6	1,8	1,1	1,1	0,7	1,3	0,9	1,0	1,0

Source : Enquête prioritaire 1997

Groupe socio-économique :

- | | | |
|--------------------------------|--|---------------------------------------|
| -1 : Grand exploitant agricole | -7 : Petit exploitant non agricole | -13 : Main d'œuvre sans qualification |
| -2 : Moyen exploitant agricole | -8 : Commerçant | -14 : Aides familiaux |
| -3 : Petit exploitant agricole | -9 : Petit entrepreneur de service | -15 : Femme / Homme au foyer |
| -4 : Eleveur | -10 : Grand et moyen entrepreneur de service | -16 : Clergé |
| -5 : Pêcheur | -11 : Cadre salarié | -17 : Apprenti |
| -6 : Chasseur | -12 : Employé et ouvrier | -18 : Autres |

Les groupes des hommes d'affaires (les entrepreneurs de service) se distinguent nettement des autres groupes socio-économique : dans tous les postes de dépense sauf en habillement et en santé, ils dépensent plus que les moyennes nationales avec des pointes pour le transport, le sport et loisir, le restaurant et les autres dépenses.

c). Par quintile

Les ménages des différents quintiles n'affectent pas la même somme pour le même poste de dépense, mais en général les ménages les plus riches dépensent 14 fois que les plus pauvres sauf pour le poste Education (deux fois), santé (1,7 fois), Habilleement (1,7 fois) et Transfert - Impôt (2 fois).

Tableau n°9.14**Rapport de la dépense moyenne des ménages du quintile selon le poste par la dépense moyenne nationale du poste**

Unité : en %

Type de dépenses	Quintile des dépenses					Ensemble
	Plus pauvre	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riche	
Alimentation	0,2	0,4	0,7	1,1	2,5	1,0
Ameublement	0,5	0,7	0,8	1,1	2,2	1,0
Autres	0,2	0,3	0,4	0,7	3,5	1,0
Education	0,7	0,8	0,8	1,2	1,4	1,0
Habillement	0,7	1,0	1,1	1,2	1,2	1,0
Transfert-Impôt	0,6	1,0	1,0	1,1	1,3	1,0
Logement	0,2	0,2	0,4	0,8	3,4	1,0
Restaurant	-	1,0	0,2	0,5	4,2	1,0
Santé	0,7	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0
Sport-Loisir	0,1	0,2	0,5	0,6	3,6	1,0
Transport-Com	-	1,0	0,2	0,4	4,3	1,0
Total	0,2	0,4	0,6	1,0	2,8	1,0

*Source : Enquête prioritaire 1997***II.9.2.5- Evolution des dépenses totales des ménages**

Pour avoir une idée de l'évolution des dépenses, une question rétrospective qualitative a été posée aux ménages . La période de comparaison correspond à l'année précédente de l'interview.

En général, au niveau national, la majorité des ménages qui ont répondu à la question d'évolution déclarent une augmentation des dépenses pour tous les grands postes. Pour la dépense de santé, 74,2% des ménages trouvent que la dépense cause une hausse contre 13,6% qui affirme une baisse. Pour l'habillement, 76,8% en hausse et 10,4% en baisse.

C'est dans la dépense de logement que le pourcentage déclarant l'augmentation est le plus faible 54,9% .

Tableau n°9.15**Variation des grands poste de dépenses au niveau national**

Unité : en %

Grand poste de dépense	Baisse	Augmenté	Inchangé	Total
Education	2,8	67,3	29,9	100
Santé	13,6	74,2	12,2	100
Habillement	10,4	76,8	12,8	100
Transfert	10,1	59,4	30,5	100
Alimentaire	7,1	57	35,9	100
Restaurant	5	60,7	34,4	100
Transport	9,9	65,5	24,5	100
Sport	8,2	60,2	31,6	100
Logement	2,2	54,9	42,9	100
Ameublement	3,1	58,8	38,1	100
Autres biens	3,2	62,1	34,7	100
Ensemble	7	60,2	32,8	100

*Source : Enquête prioritaire 1997***II.9.3- Dépenses alimentaires**

Pour l'ensemble du pays la masse des dépenses alimentaires constitue les 68,35 % des dépenses monétaires courantes des ménages malgaches : 3.646 milliard de Fmg. Les dépenses de restaurants, cantines, gargotes ne sont pas prises en compte.

II.9.3.1- Répartition de la masse de dépenses alimentaires

a). Selon le faritany et le groupe socio-économique

Les 40,8% des dépenses alimentaires de l'ensemble du pays sont fournis par les ménages du faritany d'Antananarivo. La majorité de cette masse est déboursée par les “ Salariés ” (34,1%) ensuite par les “ Exploitants agricoles ” (29,4%), les “ Autres ” (20,5%), les “ Petits entrepreneurs ” (15,5%) et les “ Eleveurs - Pêcheurs - Chasseurs ” (0,5%).

Dans tous les autres faritany, les ménages des “ Exploitants agricoles ” payent presque la moitié de la dépense de leur faritany et les “ Salariés ” le quart.

Tableau n°9.16
Répartition des dépenses alimentaires selon le groupe socio-économique par faritany

Groupe Socio-économique	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Exploitants agricoles	29,4	53,1	47,4	45,4	52,9	41,1	41,1
Eleveurs-pêcheurs-chasseurs	0,5	2,2	3,9	1,7	2,4	0,6	1,6
Petits entrepreneurs	15,5	10,3	13,5	17,9	22,5	11,7	15,6
Salariés	34,1	20,2	27,7	30,3	16,8	37,9	28,6
Autres	20,5	14,2	7,5	4,7	5,4	8,7	13,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Masse de dépenses (en milliard de Fmg)	1487	433	483	258	653	332	3646
%	40,8	11,9	13,2	7,1	17,9	9,1	100

Source : Enquête prioritaire 1997

b). Selon le Quintile et le Groupe socio-économique

Les dépenses des ménages les plus pauvres ne représentent que les 3,9% des dépenses alimentaires au niveau national et ces dépenses sont fournies à 92,2% par les “ Exploitants agricoles ”. Cette caractéristique est conservée pour le Quintile_2 et le Quintile_3 avec un pourcentage de 87,1% pour le Quintile_2 et 76,9% pour le Quintile 3. Et pour le quintile le plus riche, le groupe de “ Salariés ” effectue la majorité des dépenses 38,4%.

Tableau n°9.17
Répartition des dépenses alimentaires par quintile selon le groupe socio-économique

Groupe Socio-économique	Quintile					Ensemble
	Plus pauvre	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riche	
Exploitants agricoles	92,2	87,1	76,9	44,3	19,4	41,1
Pêcheur-Eleveur-Chasseur	1,3	1,5	1,3	2,5	1,3	1,6
Petit entrepreneur	0,5	2,1	5,5	11,4	23,3	15,6
Salariés	1,3	4,2	10,3	30,2	38,4	28,6
Autres	2,7	5,1	6,0	11,6	17,6	13,1
Madagascar	100	100	100	100	100	100
Masse de dépense en milliard Fmg	141	294	490	820	1901	3645
en %	3,9	8,1	13,4	22,5	52,1	100

Source : Enquête prioritaire 1997

c). Selon Quintile et Faritany

Dans l'ensemble, 3,9% des dépenses alimentaires sont effectuées par les ménages les plus pauvres dont 32,3% par ceux de Fianarantsoa. Pour le quintile_2 dont la dépense alimentaire ne représente que les 8,1% des dépenses alimentaires d'ensemble, c'est toujours Fianarantsoa qui constitue la majorité 31,5%. Pour les trois derniers quintiles, la majorité de la dépense est effectuée par le Faritany d'Antananarivo.

Tableau n°9.18
Répartition des dépenses alimentaires par quintile selon le faritany

Faritany	Quintile					Ensemble
	Plus pauvre	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riche	
Antananarivo	15,9	25,2	27,6	35,7	50,6	40,8
Fianarantsoa	32,2	31,4	19,2	11,3	5,8	11,9
Toamasina	18,2	17,1	19,9	16,3	9,2	13,2
Mahajanga	14,6	8,3	7,6	7,9	5,8	7,1
Toliary	12,6	10,7	17,4	20,6	18,4	17,9
Antsiranana	6,5	7,3	8,3	8,2	10,2	9,1
Madagascar	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Masse de dépense en milliard Fmg	141	294	490	820	1901	3646
en %	3,9	8,1	13,4	22,5	52,1	100

Source : Enquête prioritaire 1997

II.9.3.2- Structure des dépenses alimentaires selon le groupe de produits

a)- par faritany

Tableau n°9.19
Structure des dépenses alimentaires par Faritany

Unité : en %

Groupe de produits	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
1. Céréales	33,2	39	36,7	34,7	27,6	34,7	33,6
2. Farine	0,5	0,3	0,4	0,1	1,7	0,3	0,6
3. Tubercules	3,3	3,2	2,6	2,5	8,5	2,2	3,9
4. Légumes séchés	2,4	3,7	4,9	2,7	4,3	3	3,3
5. Fruits frais	2,8	1,4	2,2	1,5	1,4	2,1	2,2
6. Légumes frais	4,4	3,6	4,1	4,8	3,5	6,7	4,4
7. Viandes Poissons	21,9	19,4	20,7	18,2	21	25,8	21,4
8. Produits d'élevage	3,7	1,9	2	1,9	3	2	2,8
9. Huile grasse	4,8	5,6	5,7	5,8	4,1	5,6	5,0
10. Sucre confiserie	4,5	6,3	5,1	6,7	5,8	4,5	5,2
11. Produits finis	9,8	7,3	5,9	9,2	7,7	4,5	8,1
12. Autres	0,9	2	2,4	2,2	0,9	1,1	1,3
13. Boissons	3,1	1,7	2,6	3,0	2,5	3,3	2,8
14. Tabac	4,7	4,6	4,7	6,7	8,0	4,2	5,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête prioritaire 1997

Au niveau national, les céréales occupent un coefficient important dans les dépenses alimentaires des ménages dont 29,9% pour le riz. Ensuite viennent les viandes et poissons 21,4% dont 8,9% pour la viande de bœuf. Les “ Produits finis ” arrivent à la troisième position (8,1%) et le “ café

– thé – cacao ” est le produit le plus consommé dans le groupe, 3,5% du total de la dépense alimentaire. A Antsiranana, “ café – thé – cacao ” est peu consommé.

La part de dépense affectée au Tabac, quatrième position (5,4%) passe avant le “ sucre et confiserie ” (5,2%) et les “ Huiles – graisse ” (5,0%). Les “ légumes frais ” arrivent à la septième position (4,4%) mais que la part varie beaucoup d’un Faritany à un autre entre 3,5% à Toliary et 6,7% à Antsiranana.. De même pour les “ Tubercules ”, la plus forte part est à Toliary (8,5%) et le plus faible à Toamasina et Mahajanga (2,5%).

Les “ légumes secs ” ont une part de 3,3%, mais la plus forte est à Toamasina (4,9%) et la plus basse à Antananarivo (2,4%).

Les “ Produits de l’élevage ” (2,8%) dont 1,6% pour le lait frais arrivent à la dixième position et suivant les Faritany, la part la plus forte se trouve à Antananarivo (3,7%) et la moins forte à Fianarantsoa et Mahajanga (1,9%)

Le “ Boisson ” se positionne avant les fruits frais, respectivement 2,8% et 2,2%.

Les “ autres produits ” et les “ farineux ” ont une part négligeable 1,3% et 0,6%.

En définitive sauf pour les céréales et les tubercules pour le faritany de Toliary semble différer un peu des autres, tous les ménages ont globalement la même structure de dépenses alimentaires.

b)- par groupe socio-économique

Le poids des céréales dans les dépenses alimentaires est maximum chez les Femmes/Hommes au foyer (55%) et le minimum 16,5% chez les grands et moyens entrepreneurs de service. Pour les produits Viande/poisson, le maximum 27,1% s’observe chez les grands exploitants agricoles et le minimum 7,9% chez les Femmes/hommes au foyer.

La part de dépense en Viande et Poissons est évaluée aux environs de 20% de la dépense alimentaire sauf pour les ménages des Pêcheurs (9,6%), les Aides familiaux (9,4%) et les “ Femmes aux foyers ” (7,9%).

Les Produits finis et les Tabacs ont des variables ont un coefficient variable.

Tableau n°9.20
Structure de dépense alimentaire par groupe socio-économique

Unité : en %

Groupe de produits	Groupe socio-économique																		Ens.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
Céréales	23,6	24,8	38,2	28,3	39,9	47,5	33,2	32,8	29,1	16,3	30,4	39,7	42,4	38,4	55,0	35,1	28,9	33,5	33,6
Farine	1,4	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,9	1,3	0,3	0,5	0,9	0,5	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,6
Tubercule	4,3	3,7	4,4	8,7	5,6	1,4	4,2	4,6	3,8	1,9	3,1	3,4	4,9	5,8	6,5	4,5	7,1	3,3	3,9
Légumineuses séchées	4,5	3,0	3,6	3,7	5,2	5,9	3,1	2,7	2,6	8,8	2,9	2,8	4,0	7,0	2,8	4,1	5,1	3,2	3,3
Fruits	1,4	0,8	1,1	3,2	2,9	2,0	2,3	2,8	4,0	2,2	3,8	2,8	2,5	2,8	2,3	1,9	3,7	2,7	2,2
Légumes	2,3	2,6	2,9	4,4	4,4	0,1	5,3	5,2	6,1	3,3	4,8	6,2	6,3	10,5	3,2	6,0	7,6	5,6	4,4
Viandes – poissons	27,1	25,9	19,4	27,0	9,6	13,6	22,9	20,3	21,8	24,3	23,3	18,7	14,5	9,4	7,9	24,6	17,1	22,1	21,4
Produit d'élevage	2,1	1,6	0,7	3,9	2,5	0,0	2,7	4,5	5,4	10,7	5,2	3,0	1,5	3,0	1,7	5,1	1,6	4,1	2,8
Huiles – Graisse	5,5	5,9	5,4	4,2	4,7	4,3	4,4	4,7	4,3	4,7	5,3	4,0	4,0	4,6	2,9	5,5	6,7	5,2	5,0
Sucre – confiserie	7,9	7,9	6,4	3,9	4,0	6,1	5,3	3,9	3,9	3,0	3,5	3,5	3,2	5,2	5,3	3,2	2,8	4,3	5,2
Produits finis	8,4	7,4	7,5	6,0	9,4	17,0	7,5	7,6	9,6	11,0	8,5	7,8	7,6	7,5	8,0	5,8	7,7	9,9	8,1
Autres produits alim.	1,8	2,5	2,2	1,0	1,3	0,9	0,6	0,7	0,6	0,3	0,6	0,6	0,8	1,0	0,9	1,1	0,9	0,7	1,3
Boisson	2,6	7,2	1,6	1,3	4,4	0,2	2,6	2,6	3,9	5,4	3,2	1,9	2,1	0,3	0,5	0,6	0,7	1,7	2,8
Tabacs	7,1	6,2	6,0	4,4	6,0	1,0	4,9	6,5	4,6	7,3	4,5	5,0	5,8	4,4	2,9	2,5	10,4	3,4	5,4
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête prioritaire 1997

Groupe socio-économique :

-1 : Grand exploitant agricole
 -2 : Moyen exploitant agricole
 -3 : Petit exploitant agricole
 -4 : Eleveur
 -5 : Pêcheur
 -6 : Chasseur

-7 : Petit exploitant non agricole
 -8 : Commerçant
 -9 : Petit entrepreneur de service
 -10 : Grand et moyen entrepreneur de service
 -11 : Cadre salarié
 -12 : Employé et ouvrier

-13 : Main d'œuvre sans qualification
 -14 : Aides familiaux
 -15 : Femme / Homme au foyer
 -16 : Clergé
 -17 : Apprenti
 -18 : Autres

c)- par quintile

Quel que soit le rang du quintile, les céréales sont la base d'alimentation des malgaches, le quart du budget consacré à l'alimentation est affecté à la dépense de ce poste. Le cinquième est réservé aux " Viandes - Poissons ". Le reste est réparti entre les autres postes avec une part différente suivant le rang du quintile. Le quintile le plus riche affecte beaucoup plus de part aux dépenses de " légumes frais ", des " fruits frais " et du " boissons ", tandis que le " Plus pauvre " s'intéresse aux " légumes secs ", " huiles - graisses ", " sucres confiseries " et " tabacs ".

Tableau n°9.21
Structure de dépense alimentaire par quintile

Unité : en %

Groupe de produits	Quintile de dépense					Ensemble
	Plus pauvre	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riche	
Céréales	25,9	33,3	39,1	39,5	30,2	33,6
Farine	0,1	0,2	0,2	0,3	1,0	0,6
Tubercule	4,7	4,3	5,3	4,4	3,3	3,9
Légumineuses séchées	4,8	4,5	3,9	3,3	2,9	3,3
Fruits	0,6	0,8	1,0	1,6	3,0	2,2
Légumes frais	2,4	2,5	3,1	4,5	5,1	4,4
Viande – Poissons	22,3	21,2	19,2	19,4	22,7	21,4
Produits d'élevage	0,2	0,5	0,9	1,6	4,5	2,8
Huiles – graisse	7,8	6,0	5,2	4,6	4,8	5,0
Sucre – confiserie	8,3	8,4	6,8	5,5	3,9	5,2
Produits finis	7,6	7,7	6,7	7,3	8,9	8,1
Autres produits	6,1	3,3	2,0	1,2	0,6	1,3
Boissons	1,3	1,3	1,5	1,6	4,0	2,8
Tabac	8,0	6,0	5,0	5,3	5,2	5,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête prioritaire 1997

II.9.3.3- Dépense moyenne du groupe de produits**a)- par faritany**

Dans l'ensemble de la dépense moyenne alimentaire, le faritany d'Antananarivo a le niveau le plus élevé, une fois et demi de celui de la moyenne nationale, celle de Toliary et d'Antsiranana sont égales à la moyenne nationale, par contre les trois autres faritany ont une dépense inférieure à la moyenne nationale (Toamasina 1,1 million de Fmg - Mahajanga et Fianarantsoa 0,8 million de Fmg).

Tableau n°9.22

Rapport de la dépense moyenne alimentaire du groupe de produits par celle au niveau national selon le faritany

Unité : en %

Groupe de produits	Faritany							Dépense
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	Ensemble.	Moyenne
Céréales	1,4	0,7	0,9	0,6	0,9	1,1	1,0	444.853
Farine	1,2	0,3	0,5	0,1	3,0	0,4	1,0	8.603
Tubercule	1,2	0,5	0,5	0,4	2,5	0,5	1,0	52.192
Légumineuses séchées	1,1	0,7	1,2	0,5	1,5	0,9	1,0	43.876
Fruits	1,9	0,4	0,8	0,4	0,7	1,0	1,0	28.662
Légumes frais	1,5	0,5	0,8	0,7	0,9	1,6	1,0	57.690
Viande - Poissons	1,5	0,6	0,8	0,5	1,1	1,2	1,0	283.296
Produits d'élevage	1,9	0,4	0,6	0,4	1,2	0,7	1,0	37.725
Huiles – graisse	1,4	0,7	0,9	0,7	0,9	1,1	1,0	66.539
Sucre – confiserie	1,3	0,8	0,8	0,8	1,3	0,9	1,0	68.562
Produits finis	1,8	0,6	0,6	0,7	1,1	0,6	1,0	107.171
Autres produits	1,0	0,9	1,4	1,0	0,7	0,9	1,0	17.537
Boissons	1,6	0,4	0,7	0,7	1,0	1,2	1,0	37.047
Tabac	1,3	0,5	0,7	0,7	1,7	0,8	1,0	71.592
Total	1,5	0,6	0,8	0,6	1,1	1,0	1,0	1.325.346

Source : Enquête prioritaire 1997

Au niveau de groupe de produits, le faritany d'Antananarivo a le niveau de dépense moyenne le plus élevé sauf pour les groupes “ farine ”, “ tubercules ”, “ légumineuses séchées ” et le “ tabac ” dont les niveaux le plus élevés sont observés dans le faritany de Toliary.

Le niveau de dépense moyenne le plus bas se trouve à Fianarantsoa ou/et à Mahajanga sauf pour le groupe “ Autres produits alimentaires ” dont la dépense la plus faible est observée à Toliary, région producteur de sel.

b)- par groupe socio-économique

Tableau n°9.23

Rapport de la dépense moyenne alimentaire du groupe de produits par celle au niveau national selon le groupe socio-économique

Unité : en %

Groupe de produits	Groupe socio-économique																		Ens	Dépense Moyenne
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18		
Céréales	0,6	0,4	0,7	0,9	1,1	1,9	1,8	2,0	2,1	2,7	2,2	2,2	1,6	1,4	1,4	1,3	0,8	1,5	1,0	444.853
Farine	1,8	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	2,7	4,1	1,1	4,6	3,5	1,5	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	1,0	8.603
Tubercule	0,9	0,6	0,6	2,4	1,4	0,5	1,9	2,4	2,4	2,8	1,9	1,6	1,6	1,8	1,4	1,4	1,6	1,3	1,0	52.192
Légumineuses séchées	1,1	0,5	0,6	1,2	1,5	2,4	1,7	1,7	1,9	15,0	2,1	1,6	1,6	2,6	0,7	1,5	1,4	1,5	1,0	43.876
Fruits	0,5	0,2	0,3	1,6	1,3	1,3	2,0	2,7	4,5	5,8	4,2	2,4	1,5	1,6	0,9	1,1	1,6	1,9	1,0	28.662
Légumes frais	0,4	0,4	0,4	1,1	1,0	0,0	2,2	2,5	3,4	4,3	2,7	2,7	1,9	3,0	0,6	1,7	1,6	2,0	1,0	57.690
Viande – Poissons	1,0	0,7	0,5	1,4	0,4	0,8	2,0	2,0	2,5	6,4	2,6	1,7	0,9	0,5	0,3	1,4	0,7	1,6	1,0	283.296
Produits d'élevage	0,6	0,3	0,1	1,5	0,9	0,0	1,7	3,3	4,5	21,2	4,4	2,0	0,7	1,3	0,5	2,2	0,5	2,2	1,0	37.725
Huiles – graisse	0,9	0,7	0,6	0,9	0,9	1,2	1,6	1,9	2,0	5,2	2,5	1,5	1,0	1,1	0,5	1,3	1,2	1,6	1,0	66.539
Sucre – confiserie	1,3	0,9	0,7	0,8	0,7	1,6	1,9	1,6	1,8	3,3	1,6	1,3	0,8	1,2	0,9	0,7	0,5	1,3	1,0	68.562
Produits finis	0,9	0,5	0,5	0,8	1,1	2,8	1,7	1,9	2,9	7,7	2,5	1,8	1,2	1,1	0,8	0,9	0,9	1,9	1,0	107.171
Autres produits	1,1	1,1	1,0	0,8	0,9	0,9	0,9	1,1	1,0	1,3	1,0	0,9	0,8	1,0	0,6	1,0	0,6	0,8	1,0	17.537
Boissons	0,8	1,5	0,3	0,5	1,5	0,1	1,7	1,9	3,4	10,9	2,7	1,3	1,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,9	1,0	37.047
Tabac	1,1	0,7	0,6	0,9	1,1	0,2	1,6	2,5	2,1	7,6	2,0	1,7	1,4	1,0	0,5	0,6	1,8	1,0	1,0	71.592
Total	0,8	0,6	0,6	1,1	1,0	1,3	1,8	2,1	2,4	5,6	2,4	1,9	1,3	1,2	0,8	1,2	0,9	1,5	1,0	1.325.346

Source : Enquête prioritaire 1997

Groupe socio-économique :

- 1 : Grand exploitant agricole
- 2 : Moyen exploitant agricole
- 3 : Petit exploitant agricole
- 4 : Eleveur
- 5 : Pêcheur
- 6 : Chasseur

- 7 : Petit exploitant non agricole
- 8 : Commerçant
- 9 : Petit entrepreneur de service
- 10 : Grand et moyen entrepreneur de service
- 11 : Cadre salarié
- 12 : Employé et ouvrier

- 13 : Main d'œuvre sans qualification
- 14 : Aides familiaux
- 15 : Femme / Homme au foyer
- 16 : Clergé
- 17 : Apprenti
- 18 : Autres

Selon le groupe socio-économique, quel que soit le groupe de produits, la dépense moyenne des “ Grands et moyens entrepreneurs de service ” est la plus élevée et pour l’ensemble des produits elle est 5 fois plus que la moyenne de dépense de l’ensemble des ménages.

Les groupes socio-économiques restants peuvent être classés en trois catégories :

- les groupes ayant une dépense moyenne égale au double de l’ensemble qui sont les “ petits exploitants agricoles ”, les “ commerçants ”, les “ petits entrepreneurs de service ”, les “ cadres salariés ” et les “ employés et ouvriers ”.
- les groupes ayant une dépense moyenne égale à celle de l’ensemble : les “ éleveurs-pêcheurs-chasseurs ”, les “ mains d’œuvres sans qualification ”, les “ aides familiaux ”, les “ clergés ” et les “ autres ”.
- les groupes ayant une dépense moyenne inférieure à l’ensemble : les “ exploitants agricole ”, les “ femmes au foyer ” et les “ apprentis ”.

c)- par quintile

Tableau n°9.24
Rapport de la dépense moyenne alimentaire du groupe de produits par celle au niveau national selon le quintile

Unité : en %

Groupe de produits	Quintile					Ensemble	Dépense Moyenne
	Plus pauvre	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riche		
Céréales	0,1	0,4	0,8	1,3	2,3	1,0	444.853
Farine	0,0	0,1	0,2	0,6	4,1	1,0	8.603
Tubercule	0,2	0,4	0,9	1,3	2,2	1,0	52.192
Légumineuses séchées	0,3	0,5	0,8	1,1	2,3	1,0	43.876
Fruits	0,1	0,2	0,3	0,8	3,6	1,0	28.662
Légumes frais	0,1	0,2	0,5	1,1	3,0	1,0	57.690
Viande – Poissons	0,2	0,4	0,6	1,0	2,8	1,0	283.296
Produits d'élevage	0,0	0,1	0,2	0,6	4,1	1,0	37.725
Huiles – graisse	0,3	0,5	0,7	1,0	2,5	1,0	66.539
Sucre – confiserie	0,3	0,7	0,9	1,2	2,0	1,0	68.562
Produits finis	0,2	0,4	0,6	1,0	2,9	1,0	107.171
Autres produits	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1	1,0	17.537
Boissons	0,1	0,2	0,4	0,6	3,7	1,0	37.047
Tabac	0,3	0,4	0,6	1,1	2,5	1,0	71.592
Total	0,2	0,4	0,7	1,1	2,6	1,0	1.325.346

Source : Enquête prioritaire 1997

Selon le quintile, le montant total de dépense moyenne alimentaire du quintile le plus riche est 13,5 fois de celui du quintile le plus pauvre. Seule la dépense moyenne pour les “ Autres produits ” qui son surtout du sel ont le même montant pour tous les quintiles.

Pour les “ céréales ”, les plus riches dépensent 15 fois plus que les plus pauvres, pour les “ viandes - poissons ” 13,5 fois, pour les “ huiles - graisses ” et les “ tabacs ” 8 fois.

II.9.3.4- Evolution des dépenses alimentaire par groupe de produits

Pour mesurer l’évolution des dépenses alimentaires, seuls les ménages qui ont fait des achats au cours des 12 derniers mois de l’interview ont été prise en considération.

Au niveau national, la majorité des ménages (+ de 50%) ont déclaré que les dépenses affectées par groupe de produits ont augmenté par rapport à l’année précédente, sauf pour la dépense des “ Autres produits ” où les 54,2% des ménages pensent que le montant de la dépense n’a pas changé.

Tableau n°9.25
Variation des dépenses alimentaires par groupe de produits

Unité : en %

Groupe de produits	Baissé	Augmenté	Inchangé	Total
Céréales	8,2	70,9	20,9	100,0
Farine	8,5	64,3	27,2	100,0
Tubercule	7,9	58,2	33,9	100,0
Légumineuses séchées	7,7	57,9	34,4	100,0
Fruits	7,5	51,8	40,7	100,0
Légumes frais	7,4	51,5	41,2	100,0
Viande – Poissons	9,0	58,3	32,7	100,0
Produits d'élevage	7,2	57,9	34,9	100,0
Huiles – graisse	7,7	59,7	32,6	100,0
Sucre – confiserie	5,8	61,1	33,1	100,0
Produits finis	5,9	57,0	37,1	100,0
Autres produits	1,9	43,9	54,2	100,0
Boissons	9,6	57,4	33,0	100,0
Tabac	3,6	59,9	42,5	100,0

Source : Enquête prioritaire 1997

II.9.4- Dépenses affectées aux produits de première nécessité

Les produits de première nécessité (PPN) ont été sélectionnés parmi les biens et services non durables consommés régulièrement et couramment par les ménages pour qu'ils arrivent à survivre. Trois critères ont été retenus pour faire ce choix : l'utilité du produit, la fréquence d'achat et la part de dépense affectée à ce produit ; quinze produits sont retenus : le riz décortiqué, l'haricot sec, la viande de bœuf, l'œuf, l'huile, le sucre, le pain, le lait concentré, le café, le sel, le pétrole lampant, le charbon de bois, la bougie, les allumettes et le savon.

II.9.4.1- Part des produits de première nécessité

Par rapport à la dépense de consommation monétaire des ménages, la dépense sur les produits de première nécessité (PPN) représente dans l'ensemble les 49,1% du total.

Cette part varie suivant le domaine d'étude.

Tableau n°9.26
Part de dépense des PPN

Unité : en %

Faritany	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana
en %	45,0	56,3	55,0	51,2	46,4	54,1

Milieu	Capitale	AGCU	CUS	Rural
en %	43,8	48,7	45,1	52,3

Quintile	Plus pauvre	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riche
en %	55,8	56,6	56,5	56,3	43,2

GSE	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
en %	50,2	49,9	56,8	48,5	52,6	71,0	48,5	46,6	26,8	20,5	42,8	54,1	57,1	49,1	68,4	53,5	53,8	45,8

Source : Enquête prioritaire 1997

Au niveau faritany, les dépenses en PPN représentent moins de la moitié des dépenses totales seulement à Antananarivo (45,0%) et à Toliary (46,4%) : ailleurs, elles constituent plus de la moitié des dépenses des ménages.

Suivant le milieu, elle dépense la moitié dans le milieu rural (52,3%).

Par quintile, la part des PPN est au-dessous de la moitié dans le quintile le “ plus riche ”.

Selon le groupe socio-économique, la part des PPN la plus importante se trouve dans le groupe des “ Chasseurs ” (71,0%) et des “ femmes au foyer ” (68,4%), elle est la plus faible dans le groupe des “ petits entrepreneurs de service ” (26,8%) et les “ Grands et moyens entrepreneurs de service ” (20,5%) à cause de leur niveau de dépense totale très élevé.

II.9.4.2- Structure de dépense en PPN

II.9.4.2.1- par faritany

Dans tous le faritany, la part de dépense du riz avec celle de la viande de bœuf constituent la moitié du budget des PPN sauf à Mahajanga où elle est légèrement inférieure.

L’huile, le sucre ou le savon occupent différemment la 3^{ème}, 4^{ème} ou 5^{ème} suivant le faritany.

Pour l’énergie, le faritany qui dépense beaucoup plus en charbon consomme moins de pétrole comme le cas du faritany d’Antananarivo.

Tableau n°9.27
Structure de dépense en PPN par faritany

Unité : en %

PPN	Faritany						Total
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Riz décortiqué	43,8	45,0	42,7	33,5	37,7	38,9	41,6
Haricot sec	2,0	2,9	5,4	2,4	4,3	3,4	3,1
Viande de bœuf	12,0	12,0	10,2	11,9	12,9	17,2	12,4
Œuf	2,2	0,8	0,9	0,7	1,0	1,3	1,4
Huile	5,8	6,6	7,0	7,3	6,6	6,7	6,4
Sucre	6,3	7,9	6,5	8,2	9,3	5,7	7,1
Pain	4,6	1,1	2,6	2,5	1,7	3,8	3,2
Produits laitiers	2,1	0,7	0,9	0,8	0,3	0,6	1,2
Café – Thé	4,7	5,6	3,2	6,9	7,5	1,2	4,8
Sel	1,1	2,5	3,0	2,7	1,2	1,3	1,7
Pétrole	1,9	4,9	4,7	7,7	6,3	6,4	4,3
Charbon	5,7	2,0	2,3	3,7	1,8	2,9	3,7
Bougie	1,1	0,7	0,5	0,1	1,1	0,1	0,8
Allumette	0,6	1,3	1,4	2,0	1,2	1,3	1,1
Savon	6,1	6,2	8,7	9,6	7,0	9,3	7,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.9.4.2.1- par groupe socio-économique

Les “ Femmes au foyer ”, les “ Main d’œuvre sans qualification ”, les “ Employés et ouvriers ” et les “ Pêcheurs ” ont une part de dépense en riz la plus importante, plus de la moitié du budget de PPN. Par contre les “ Exploitants agricoles ” n’achètent presque pas de riz. Toute fois la dépense affectée au riz tient la 1^{ère} position pour tous les GSE.

II.10- AVOIRS DES MENAGES

Les biens durables ne sont pas comptabilisés dans le chapitre des Dépenses courantes monétaires des ménages. Pourtant le fait d'avoir tels ou tels biens permet d'apprécier le niveau du bien-être du ménage. Dans cette analyse, seuls quelques biens ont été retenus. Les biens dont leur utilisation est confondue pour le confort du ménage et pour l'exercice de l'activité professionnelle du ménage, ont été aussi pris en compte.

II.10.1- Existence des différents types de biens

II.10.1.1-Par Faritany

Selon le tableau 10.1, dans chaque Faritany, plus de la moitié des ménages ont des meubles sauf à Toliary où 37,9% des ménages ont des chaises et à Fianarantsoa 48,2% seulement.

Pour le lit, le Faritany d'Antananarivo a le taux le plus élevé 93,2%, Mahajanga et Antsiranana respectivement 86,2% et 83,2% et le Faritany de Toliary le taux le plus bas 58,3% et l'ensemble des ménages 76,9%.

En matière de poste de radio, il n'y a qu'Antananarivo qui a un taux de possession supérieure à 50% : dans les autres faritany, le taux est inférieur à 50% et tombe même à 32% pour le faritany de Toliary. On peut dire ainsi que de grands efforts doivent être consentis dans ce domaine pour donner à toute la population les mêmes possibilités d'information générale.

En ce qui concerne les appareils ménagers, un ménage sur cinq possède une machine à coudre avec une légère variation entre les Faritany : 23,6% des ménages le taux le plus élevé à Antananarivo et 16,7% à Fianarantsoa, le taux le plus bas.

Les cuisinières à gaz ou électriques ne se trouvent que dans 2,0% des ménages avec 4,2% à Antananarivo et 0,7% seulement à Fianarantsoa. Le rang des Faritany possédant le réfrigérateur est le même que celui des cuisinières mais avec un taux légèrement inférieur : pour l'ensemble 1,8%, le premier c'est Antananarivo avec un taux de 3,4%, suivi de Toamasina 2,1%, d'Antsiranana 1,8%, de Mahajanga 1,6%, de Toliary 0,5% et Fianarantsoa 0,5%.

L'appareil Téléviseur n'est retrouvé que dans 7,4% des ménages dans l'ensemble, à Antananarivo la proportion la plus forte 18,1% et toujours à Toliary le plus bas 1,1%.

Le magnétoscope est encore mal connu, seulement 1,4% des ménages dans l'ensemble en possèdent, il est plus utilisé à Antananarivo 3,7%, Toamasina et Antsiranana ont la même proportion de ménages 1,3% et 1,2%.

Pour les moyens de transports, les ménages malgaches préfèrent utiliser la Bicyclette avec un taux d'équipement de 5,7 %, le Faritany d'Antananarivo 8,5 %, suivi d'Antsiranana 7,8 % et Toamasina 6,4 % et seulement 2,3 % à Mahajanga.

Après la bicyclette on trouve la Pirogue avec un taux de 4,6% à Toamasina et 4,0% à Mahajanga, le Faritany d'Antananarivo a le taux le plus bas 0,5%.

La voiture ne se trouve que dans 1,8% des ménages d'ensemble par contre à Toliary 4,5% des ménages ont des voitures, 2,7% à Antananarivo. Ce taux est plus faible à Toamasina et Toliary 0,3%.

Pour les équipements de loisir à savoir l'Appareil Photo et les instruments de musique, pour l'ensemble le taux est de 2,7% et 2,4%. Les ménages d'Antananarivo ont toujours le taux le plus élevé 5,6% pour l'appareil Photo et 5,0% pour les instruments de musique.

Par rapport aux autres Faritany, le Faritany d'Antsiranana a plus de ménages ayant un appareil Photo 2,5% tandis que Fianarantsoa préfère les instruments de Musique 2,1%.

Tableau n°10.1
Proportion des ménages ayant le bien i par Faritany

Unité : en %

Type de biens	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Chaises	73,4	48,4	53,1	52,5	37,9	58,1	55,9
Tables	74,0	50,3	57,8	59,6	54,9	71,8	61,8
Lits	93,2	62,7	73,3	86,2	58,3	83,2	76,9
Machine à coudre	23,6	16,7	20,3	20,7	17,8	24,6	20,6
Cuisinières	4,2	0,7	2,0	1,1	0,9	1,7	2,0
Réfrigérateur	3,1	0,5	2,1	1,6	0,5	1,8	1,8
Radio - Radio cassette	63,2	40,1	34,4	45,8	31,7	45,8	45,5
Télévision	18,1	3,1	4,5	3,9	1,1	4,7	7,4
Magnétoscope	3,2	0,4	1,3	0,9	0,3	1,2	1,4
Voiture privée	2,7	0,7	0,3	0,8	4,5	0,3	1,8
Cyclomoteur	1,5	0,0	0,7	0,1	0,5	0,2	0,6
Bicyclette	8,5	2,4	6,4	2,3	5,5	7,8	5,7
Pirogue	0,5	2,9	4,6	4,0	0,9	1,4	2,2
Appareil Photo	5,6	1,1	1,9	1,5	1,7	2,5	2,7
Instrument musique	5,0	2,1	1,0	0,8	1,3	0,9	2,4
Construction maison	3,2	2,0	2,5	1,7	3,7	3,5	2,8
Acquisition maison	3,8	0,6	1,3	54,7	4,1	0,9	8,6
Filet de pêche	1,8	2,1	4,4	5,1	1,8	5,1	3,0

Source : Enquête Prioritaire 1997

Les ménages qui ont construit des maisons au cours des douze derniers mois sont relativement moins nombreux par rapport à l'acquisition de maison (respectivement 2,8% et 8,6% dans l'ensemble). La proportion pour la construction est sensiblement la même pour tous les Faritany sauf à Mahajanga qui préfère nettement acheter des maisons (54,7%).

La proportion la plus élevée pour le filet de pêche est observée à Mahajanga (5,1%) à Antsiranana (5,1%) et à Toamasina (4,4%) en raison de leur situation géographique et économique.

II.10.1.2- Par quintile

En général, la proportion des ménages qui possèdent un bien augmente au fur et à mesure qu'on monte dans la tranche supérieure du quintile sauf pour les acquisition de maison. Si pour l'ensemble la proportion de ménage faisant " construire des maisons " est de 8,6%, celle des plus pauvres est de 16,1% ensuite 7,1% - 8,1% - 6,6% et les plus riches n'ont plus qu'un taux de 4,9%.

Pour les meubles, la proportion des ménages ayant des chaises ou des tables dans la classe des pauvres est égale à la moitié de celle des classes les plus riches. Pour le lit l'écart est moins accentué (1,4 fois).

Dans la classe les plus riches, 8,7% des ménages ont des cuisinières et 7,6% des réfrigérateurs par contre dans les classes les plus pauvres, la proportion n'est que 0,2%.

Les postes radio - radio cassettes sont les biens les plus utilisés dans les différentes classes : dans la classe la plus pauvre 27,5% ont ce type de bien, elle augmente petit à petit pour arriver à 73,3% dans les classes les plus riches.

Les ménages les plus pauvres n'ont pas de Télévision ni de magnétoscope et 30,3% des ménages les plus riches en ont.

Pour les moyens de transport, les plus pauvres n'ont pas de cyclomoteur par contre les ménages les plus riches n'utilisent pas beaucoup de pirogue (1,1%) mais plutôt des bicyclettes (13,4%) et des voitures privées 5,6%.

Les appareils de photo n'existent pas dans les ménages les plus pauvres mais 11,5% des ménages les plus riches en ont. Par contre toutes les classes ont des instruments de musique mais avec un taux faible : 1,5% - 0,7% - 1,4% - 1,6% pour arriver à 6,6% dans la classe la plus riche.

Tableau n°10.2
Proportion des ménages ayant le bien i par quintile de dépenses

Unité : en %

Type de biens	Plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riches	Ensemble
Chaises	35,2	42,0	54,0	65,0	83,1	55,9
Tables	41,1	49,2	60,0	72,3	86,7	61,8
Lits	63,8	68,1	75,9	85,5	91,1	76,9
Machine à coudre	12,0	13,1	18,1	21,7	38,0	20,6
Cuisinières	0,2	0,5	0,3	0,5	8,7	2,0
Réfrigérateur	0,2	0,2	0,1	0,7	7,6	1,8
Radio - Radio cassette	27,5	32,4	41,7	52,4	73,3	45,5
Télévision	0,0	0,4	0,9	5,4	30,3	7,4
Magnétoscope	0,0	0,0	0,3	0,4	6,5	1,4
Voiture privée	1,1	0,5	0,6	1,0	5,6	1,8
Cyclomoteur	0,0	0,0	0,1	1,0	2,0	0,6
Bicyclette	1,5	1,9	3,9	7,9	13,4	5,7
Pirogue	2,0	2,8	2,2	2,8	1,1	2,2
Appareil Photo	0,0	0,0	0,5	1,7	11,5	2,7
Instrument musique	1,5	0,7	1,4	1,6	6,6	2,4
Construction maison	1,4	1,8	2,8	3,2	4,4	2,8
Acquisition maison	16,1	7,1	8,0	6,6	4,4	8,6
Filet de pêche	2,9	2,4	2,9	4,0	2,3	3,0

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.10.2- Dépense moyenne des ménages par type de bien

La collecte des données sur les Avoirs des ménages ne tient pas compte de la qualité du bien ni de son nombre. La dépense moyenne ne concerne que les biens achetés au cours des douze derniers mois de l'enquête.

II.10.2.1- Par Faritany

Pour les trois meubles, le niveau de dépense moyenne dans les différents Faritany est le même sauf à Antsiranana où les dépenses affectées à l'achat des chaises sont 18 fois plus que celle de l'ensemble du pays.

La dépense moyenne pour le lit y est aussi de 3 fois et demi celle de la moyenne nationale.

La dépense pour la construction est en moyenne 5.000.000 Fmg, elle est moins élevée à Mahajanga et la plus forte se trouve à Toamasina et à Toliary.

L'acquisition de maison est très élevée à Toliary 65.000.000 Fmg 11 fois plus qu'à Antsiranana, 26 fois plus qu'à Toamasina et trois fois plus qu'à Antananarivo sans toutefois tenir compte de la qualité ou de la dimension des constructions..

Tableau n°10.3
Dépense moyenne des ménages par type de bien selon Faritany

Unité : en millier de Fmg

Type de biens	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Chaises	30	20	24	25	15	450	25
Tables	25	20	25	35	15	25	20
Lits	45	10	30	150	30	175	50
Cuisinières	1000					175	175
Réfrigérateur	1700		1500	2350		1208	1400
Radio - Radio cassette	225	280	300	300	200	204	250
Télévision	445	600	600	1250	700	1300	500
Magnétoscope	1750		1200	1400		3500	1750
Voiture privée	25000	20000			10000	35000	10000
Cyclomoteur	10000						10000
Bicyclette	500	500	600	550	500	600	550
Pirogue		300	300	150	500	135	300
Appareil Photo	375		600			150	375
Instrument musique	30		45			60	45
Construction maison	3000	4000	5000	2000	5000	4000	5000
Acquisition maison	20000	2200	2500		65000	5000	5850
Filet de pêche	500	2000	3000	250	795	3250	1200

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.10.2.2- Par quintile

En général, la dépense moyenne par quintile s'accroît au fur et à mesure que le rang du quintile monte sauf pour l'“Acquisition de Maison ” où le montant de la dépense moyenne diminue.

Pour le “ Filet de pêche ” elle est très irrégulière de même que pour la bicyclette.

Tableau n°10.4
Dépense moyenne des ménages par type de bien selon le quintile de dépense par tête

Unité : en millier de Fmg

Type de biens	Plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riches	Ensemble
Chaises	69	36	155	101	165	124
Tables	23	22	45	36	67	45
Lits	77	88	134	121	163	125
Machine à coudre	2932	737	2218	2876	2880	2537
Cuisinières					553	553
Réfrigérateur					2269	2269
Radio - Radio cassette	284	359	308	285	303	308
Télévision		300	400	957	923	881
Magnétoscope				1506	2069	1981
Voiture privée	10500	10000		10000	21014	16017
Cyclomoteur					6884	6884
Bicyclette	598	655	551	2612	588	1183
Pirogue		300	328	379	231	330
Appareil Photo				523	300	376
Instrument musique	40		194	32	301	191
Construction maison	3979	6500	8844	10856	11505	9290
Acquisition maison		48789	38480	34540	16592	25394
Filet de pêche	4649	910	2086	2195	2270	2338

Source : Enquête prioritaire 1997

II.10.2.3- Evolution du nombre des biens d'équipement

Au niveau national, pour tous les biens, plus de 85% des ménages ont déclaré que le nombre du bien considéré n'a pas changé, sauf pour la “ Construction de maison ” où l'avis est partagé : 43 % ont déclaré que le nombre a augmenté et 55 % ont déclaré que le nombre a baissé.

De même pour la “ Voiture privée ”, le nombre des voitures a augmenté pour 13% de ménages et la situation n’a pas changé pour 79 % des ménages..

Il est vrai que la période de comparaison est très courte pour voir l’évolution du nombre des biens durables.

Tableau n°10.5
Pourcentage des ménages selon la variation du nombre des biens d’équipement

Unité : en %

Type de biens	Baisse	Augmentation	Inchangé	Ensemble
Chaises	1	4	95	100
Tables	1	4	95	100
Lits	1	4	95	100
Machine à coudre	1	4	95	100
Cuisinières	5	4	91	100
Réfrigérateur	5	7	88	100
Radio - Radio cassette	1	10	89	100
Télévision	5	7	88	100
Magnétoscope	7	8	85	100
Voiture privée	8	13	79	100
Cyclomoteur	1	5	94	100
Bicyclette	3	12	85	100
Pirogue	1	10	89	100
Appareil Photo	10	5	85	100
Instrument musique	3	11	86	100
Construction maison	2	43	55	100
Acquisition maison	1	2	97	100
Filet de pêche	1	16	83	100

Source : Enquête prioritaire 1997

II.11- LES REVENUS DES MENAGES

II.11.1- Définition des revenus des ménages

A l'instar de l'EPM-93, la classification et le mode de calcul des revenus à partir des données de la première enquête prioritaire obéissent à des normes nationales et internationales et aux définitions statistiques. En effet, les revenus traités dans ce chapitre portent seulement sur les revenus courants des ménages hors acquisition de capital. Les résultats relatifs aux revenus doivent être analysés et interprétés avec précaution puisque généralement les ménages ou les individus enquêtés sont peu enclins à répondre tout de suite avec certitude et en toute sincérité aux questions y afférentes malgré les différents efforts de sensibilisation (l'explication de l'utilité des données sur les revenus, la confidentialité des informations obtenues et l'existence des lois en matières de statistiques). La raison fondamentale qui est à la base de cette hésitation est la peur d'une éventuelle application en retour des lois sur la fiscalité, et à cela s'ajoute la question de sécurité aussi des ménages. Ceci étant, l'écart en terme de masse entre le revenu courant total des ménages et la dépenses courantes des ménages ne dépasse pas 16%.

Les revenus des ménages malgaches peuvent avoir plusieurs sources : rémunération de travail, loyer reçu, bourses, subventions, revenu de la vente des produits agricoles, Cependant, on peut les regrouper en 5 grandes catégories :

- R.A..... revenu agricole,**
- R.S..... revenu salarial ou rémunérations salariales,**
- R.E..... revenu de l'élevage,**
- R.ENA..... revenu net des entreprises non agricoles,**
- R.P..... revenu de la propriété (loyer, dividende,..)**
- R.T..... revenu de transferts (public et privé) et**
- A..... les autres sources de revenus (dons, héritage, ...).**

Le revenu net s'obtient par la différence entre les recettes des ménages et les coût d'exploitation.

II.11.2- Masse de revenu, part de revenus et proportion de la population

Les revenus des ménages proviennent en principe de la rémunération de leurs activités. A l'exception des ménages ayant des activités secondaires et/ou tertiaires, les revenus sont fonctions croissantes du nombre de la population occupée, du temps de travail et taux de salaire. Pour avoir une meilleure condition de vie, il est souhaitable que la courbe de la masse de revenu soit au moins supérieure à la courbe de la population.

L'enquête prioritaire de 1997 a estimé la masse de revenu total des ménages malgaches à 6.270 milliards de FMG pour un ensemble de ménages de 2.749.440, soit un revenu moyen annuel de 2.278.646 FMG par ménage.

II.11.2.1- Par faritany

27,9% , 23% et 18% de la masse de revenu du pays se trouvent respectivement à Antananarivo, Toamasina et à Toliary. Le faible taux (9,1 %) revient à Mahajanga. En classant les ménages suivant leur revenu moyen annuel, trois faritany ont par ordre décroissant, un niveau de revenu élevé : Toamasina, Antsiranana et Toliary. Le revenu moyen est relativement faible à Fianarantsoa. Il faut cependant se garder de tirer des conclusions hâtives sur le classement régional puisque ce niveau moyen de revenu ne tient pas compte de la nature de la distribution de revenu dans chaque région c'est à dire de l'ampleur des inégalités à l'intérieur de chacun des faritany d'autant plus que le mode de comportement, le mode d'absorption domestique et les conditions d'accès aux besoins alimentaires et non alimentaires varient d'un individu à un autre, d'un groupe à un autre et d'un faritany à un autre.

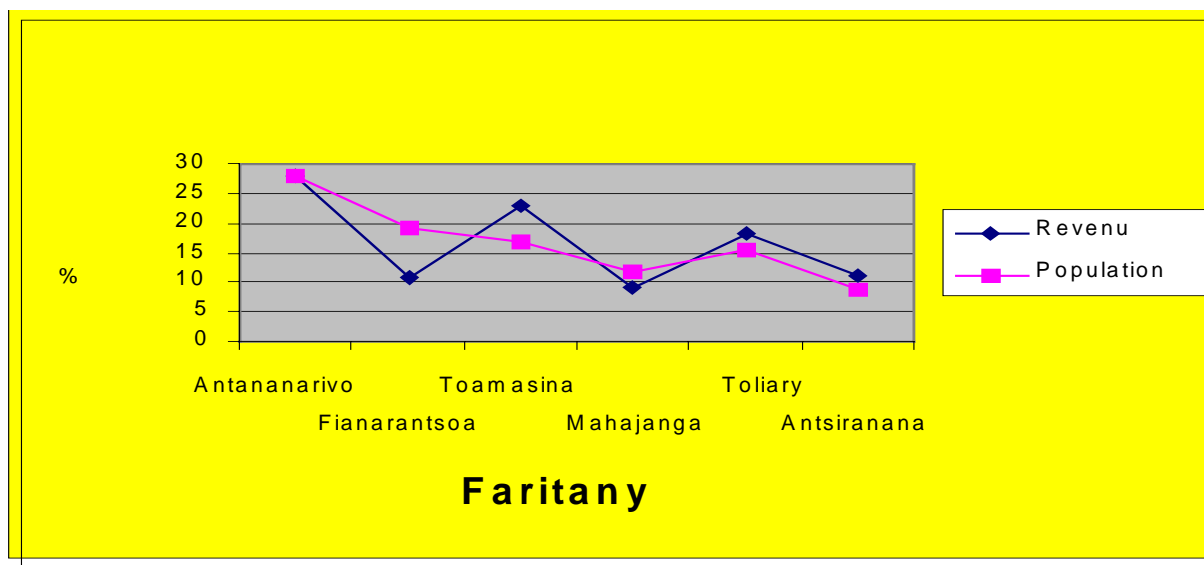
Tableau n°11.1
Etat du revenu par faritany

Faritany	Masse en milliard de FMG	Structure en % de la masse de revenu	Revenu annuel en FMG par Ménage
Antananarivo	1750	27,9	2 276 936
Fianarantsoa	674	10,7	1 278 290
Toamasina	1445	23,0	3 146 689
Mahajanga	573	9,1	1 773 230
Toliary	1130	18,0	2 622 875
Antsiranana	698	11,1	2 880 132
Madagascar	6270	100	2 278 646

Source : Enquête prioritaire 1997.

En liant la part de revenu de chaque faritany à l'importance relative de leur population par rapport à l'ensemble du pays à travers un graphique, on constate .:

Graphique 11.1
Part de revenu et proportion de la population
MADAGASCAR - 1997



Source : Enquête prioritaire 1997.

A Antananarivo, la part de revenus et la proportion de la population sont sensiblement égales. Les parts de revenu sont légèrement supérieures aux proportions de la population à Toliary et Antsiranana. Cette différence est plus marquée à Toamasina (+6,4 %), dénotant une certaine plus grande disponibilité de revenu que de l'effectif de la population. La situation inverse se produit à Fianarantsoa où la part de revenus dans la masse totale diminue de 8,4% par rapport à la proportion de sa population.

II.11.2.2- Par milieu

Deux points méritent d'être soulignés à la lecture du tableau suivant : le milieu rural accapare à lui seul 68,9 % de la masse totale de revenu des ménages malgaches mais dispose d'un revenu moyen annuel par ménage faible (2.041.801 FMG) contrairement au cas de la capitale où la part est de 9,3 % avec un revenu moyen annuel de l'ordre de 3.636.193 FMG par ménage. La même réserve que dans l'analyse précédente par faritany s'applique ici parce que le revenu moyen annuel pour chaque type de milieux se calcule de la façon suivante : la masse totale de revenu, qui est la somme de tous les revenus de tous ménages malgaches et abstraction faite des quintiles d'appartenance et de

l'importance des différentes sources de revenus que certains ménages peuvent disposer, est divisée par le nombre total des ménages du milieu considéré.

Tableau n°11.2
Etat du revenu par milieu

Milieu	Masse en milliards de FMG	Structure en % de la masse de revenu	Revenu annuel en FMG par ménage
Capitale	580	9,3	3 636 193
AGCU	509	8,1	3 559 737
CUS	858	13,7	2 583 082
RURAL	4323	68,9	2 041 801
Ensemble	6270	100,0	2 278 646

Source : Enquête prioritaire 1997.

II.11.2.3-Par quintile de revenu

Les quintiles de revenus sont des classifications statistiques standard permettant de ranger les revenus annuel par tête des ménages par ordre croissant, de calculer cinq valeurs par tête notées R1 à R5 (R1 = inférieur ou égal à 76.834 FMG, R2 = entre 76.834 FMG et 198.003 FMG, R3 = entre 198.003 FMG et 401.667 FMG, R4 = entre 401.667 FMG et 848.700 FMG et R5 = supérieur ou égal à 848.700 FMG) permettant de les grouper en cinq classes de telle façon qu'à chacune des classes corresponde exactement 20 % des ménages étudiés. Généralement, la première classe regroupe toujours les ménages où les niveaux de revenus sont plus bas, donc les individus très pauvres et l'autre classe supérieure à l'opposé contient les individus à revenu annuel élevé, laquelle contient en effet les plus riches.

Tableau n°11.3
Structure de la masse de revenu

Quintile de Revenu	Structure en % de la masse de revenu	% ménages	Classe de quintile en 1993 en FMG	Classe de quintile en 1997 en FMG
Plus pauvres	11,9	20	Moins de 83.700	Moins de 76.834
Quintile_2	13,9	20	83.700 à 131.000	76 834 à 198.003
Quintile_3	17,9	20	131.000 à 200.650	198.003 à 401.667
Quintile_4	22,2	20	200.650 à 350.144	401.667 à 848.700
Plus riches	34,2	20	Plus de 350.144	Plus de 848.700
Total	100	100		

Source : Enquête prioritaire 1997.

Toute chose étant égale par ailleurs, l'idéal serait d'avoir une distribution de la masse de revenu totale par quintile identique d'un quintile à un autre de telle sorte que les deux courbes soit au moins tangentes, auquel cas l'intensité des inégalités est très faible. Mais les résultats du tableau 10.3 montrent une distribution inégalitaire de la masse de revenu par quintiles. 20% des ménages, qui sont classés dans la catégorie des plus riches, détiennent en moyenne 34,2% de la masse totale de revenus.

En comparant les niveaux de quintiles de revenus en 1993 et en 1997, la situation des très pauvres semblent se détériorer et la situation des ménages de la deuxième quintile reste relativement inchangée. Pour la troisième quintile, qui représente les ménages se trouvant au voisinage, le niveau de revenu par tête a connu une légère augmentation. La situation s'améliore pour les ménages de la quatrième quintile et beaucoup plus pour les riches. Dans l'ensemble, il y a une amélioration peu significative de la distribution des revenus par rapport à la situation de 1993 mais l'écart d'amélioration semble être tributaire de la classe initiale ou du rang de quintile d'appartenance des ménages.

II.11.2.4- Par groupes socio-économiques

En se reportant aux résultats dans le tableau suivant, 54,6% de la masse de revenu sont entre les mains des exploitants agricoles qui représentent environ 67,6% des ménages de Madagascar. Vient en seconde place le groupe des salariés, 14,6% des ménages, avec une part de revenu de 20,7% . Les petits entrepreneurs de service occupent la troisième place, 11% de la masse de revenu. Il convient de remarquer que, par rapport aux résultats de l'EPM-93 , il y a une légère baisse de 2,6% des ménages agricoles au profit des autres groupes et une recomposition et changement interne de la profession “ agriculteurs ” : en 1993, 68,5% des ménages étaient des grands et moyens exploitants agricoles c'est-à-dire ayant une superficie cultivée ou cultivable d'au moins 1,5 ha et 11,7% des petits exploitants agricoles, la situation en 1997 fait apparaître que 40,7% des exploitants agricoles sont devenus des petits exploitants agricoles et seulement 26,9 % restent dans le groupe des grands et moyens exploitants agricoles. Ce changement de comportement de production peut s'expliquer par la prépondérance des effets néfastes des aléas climatiques et des catastrophes naturelles, la difficulté d'écouler à meilleurs prix la production agricole, la faiblesse du degré de décentralisation du système de crédit et l'augmentation du risque lié à une gestion de production de grande envergure.

Dans le même ordre d'idée de comparaison, les résultats actuels de l'enquête affichent une augmentation de 4,8% du degré de “ salarisation ”. Cette hausse est compréhensible avec l'implantation et le développement des zones franches industrielles à Madagascar.

Tableau n°11.4
Etat du revenu par groupe socio-économique

Groupe socio-économique	Masse en milliards de FMG	Structure en % de la masse de revenu	% ménage	Revenu annuel par ménage en FMG
Grand exploitant agricole	680	10,8	7,0	3 512 336
Moyen exploitant agricole	1 070	17,1	19,9	1 953 389
Petit exploitant agricole	1 660	26,5	40,7	1 484 367
Eleveur – Pêcheur - Chasseur	142	2,3	1,6	3 326 093
Petit exploitant non agricole	214	3,4	2,3	3 456 786
Commerçant - Entrepreneur	690	11,0	5,1	4 909 807
Cadre salarié	600	9,6	5,0	4 376 647
Employé et ouvrier	531	8,5	6,9	2 797 089
Main d'œuvre sans qualification	163	2,6	2,7	2 167 378
Autres	520	8,3	8,9	2 125 746
Total	6 270	100,0	100,0	2 278 646

Source : Enquête prioritaire 1997.

Si l'on procède à une analyse par groupe socio-économique de la distribution moyenne des revenus annuels par ménages, les petits entrepreneurs de service et les cadres salariés aussi bien du secteur public que des entreprises privées disposent respectivement de revenus moyens annuels assez élevés : 4.909.807 FMG et 4.376.647 FMG, comparés au reste du groupe. Sur une base mensuelle, les cadres salariés touchent en moyenne 364.721 FMG par mois.

II.11.3- Structure des revenus par source au niveau national et par faritany

II.11.3.1- Antananarivo

Le salaire constitue la principale source de revenu des ménages du faritany d'Antananarivo puisque 41,5% de la masse de revenu de la région proviennent essentiellement des revenus salariaux. Cette prédominance des rémunérations salariales a été déjà constatée lors de l'EPM-93 et s'avère être renforcée en 1997. La deuxième et la troisième source de revenu sont respectivement les activités non agricoles (20,6%) et les activités agricoles (14,5%). Les revenus de l'élevage et les revenus de transferts (publics et privés) contribuent significativement à la formation des revenus des ménages plus qu'ailleurs.

Tableau n°11.5

Faritany	Unité	RA	RS	RE	RENA	RP	RT	A	Total
Antananarivo	%	14,,5	41,5	5,8	20,6	5	10,6	1,9	100
	Milliards de FMG	254	726	101	362	87,8	186	32,9	1749

Source : Enquête prioritaire 1997.

II.11.3.2- Fianarantsoa

Tableau n°11.6

Faritany	Unité	RA	RS	RE	RENA	RP	RT	A	Total
Fianarantsoa	%	53,8	18,4	0,0	18,3	0,4	7,2	1,8	100
	Milliards de FMG	361	124	0,16	124	2,9	49,3	12,1	674

Source : Enquête prioritaire 1997.

A la différence du faritany d'Antananarivo et du reste des faritany, Fianarantsoa se distingue par l'importance des revenus agricoles (53,8%) dans la formation de la masse de revenu régionale. Cette proportion était de 60% en 1993, soit une baisse moyenne de 6,2% en 4 ans. Les revenus salariaux et les revenus nets des entreprises non agricoles se trouvent presque au même pied d'égalité (18,3%) dans la participation à la masse totale, sans pour autant pouvoir atteindre la contribution des activités agricoles même si on fait la somme de ces deux sources. Les activités d'élevage et les activités de location ou de participation sont quasi négligeables puisqu'elles ne représentent qu'une proportion très infime du revenu total des ménages fianarois.

II.11.3.3-Toamasina

Toamasina est le seul faritany de Madagascar, avant Antananarivo, disposant d'un volume important de revenu salarial et qui forme plus de la moitié de la masse totale de revenu. Les revenus agricoles et les revenus nets des entreprises non agricoles sont les deux dernières principales sources de revenus, avec respectivement 27,4% et 16,4% de taux de participation. Les autres sources de revenus, même si elles existent bel et bien dans la région, ne sont pas très importantes (2,6% au total). Il sied de rappeler qu'en comparaison avec les résultats de l'EPM-93, il y a une modification prononcée des sources de revenus : la contribution des revenus agricoles a diminué de 31,7% au profit des revenus salariaux, qui ont connu une hausse d'au moins 30% en 1997.

Tableau n°11.7

Faritany	Unité	RA	RS	RE	RENA	RP	RT	A	Total
Toamasina	%	27,4	53,8	0,0	16,4	0,6	1,6	0,3	100
	Milliards de FMG	396	775	0,1	239	8,6	22,9	4,1	1440

Source : Enquête prioritaire 1997.

II.11.3.4- Mahajanga

La contribution des revenus agricoles à la masse totale des revenus est de 47,4%, suivie des activités salariales et des entreprises non agricoles. Mahajanga est donc la troisième région de Madagascar après Fianarantsoa et Antsiranana où les activités agricoles sont très prépondérantes. Ce schéma a été déjà dégagé en 1993 et se trouve encore confirmé actuellement par les résultats de l'Enquête Prioritaire de 1997. La part des revenus de transferts n'est que 4,9%. Les autres sources de revenus telles que les revenus de l'élevage, les revenus de propriété, les revenus de transfert et les autres éventuelles sources de revenus sont faiblement significatives, soit 2 % au total.

Tableau n°11.8

Faritany	Unité	RA	RS	RE	RENA	RP	RT	A	Total
Mahajanga	%	47,4	18,8	0,0	27,5	0,9	4,9	1,0	100
	Milliards de FMG	273	108	0,16	161	5	28,2	5,9	573

Source : Enquête prioritaire 1997.

II.11.3.5- Toliary

Les principales sources de revenu des ménages du sud de Madagascar sont par ordre décroissant des proportions : les revenus agricoles, les revenus salariaux et les revenus non agricoles. La fourchette de proportion pour chacune des sources va de 27,3% à 35,7%, pour donner une proportion totale de 93%. Il semble que chacune de ces sources a failli avoir la même proportion dans la formation de la masse de revenu.

Tableau n°11.9

Faritany	Unité	RA	RS	RE	RENA	RP	RT	A	Total
Toliary	%	35,7	30,6	0,0	27,3	0,4	4,4	1,5	100
	Milliards de FMG	403	348	0,14	311	4,7	49,5	17,5	1130

Source : Enquête prioritaire 1997.

II.11.3.6- Antsiranana

Antsiranana a comme principale source de revenu les revenus agricoles : à 52,4% de la masse globale de revenus de la région. En se référant aux résultats de Fianarantsoa, en terme relatif les deux faritany semblent être dans une situation similaire quant au processus de formation de la masse de revenu régional tant pour les principales sources de revenus (qui forment au moins 90%) que pour le reste des sources (de 9% à 10%) au maximum. Au niveau de la masse globale de revenus, les deux faritany disposent à peu près des mêmes niveau, mais divergent quant au poids de la masse par tête puisque le faritany de Fianarantsoa est beaucoup plus peuplé que celui d'Antsiranana.

Tableau n°11.10

Faritany	Unité	RA	RS	RE	RENA	RP	RT	A	Total
Antsiranana	%	52,4	17,5	0,0	19,2	0,6	8,5	1,9	100
	Milliards de FMG	365	125	0,4	134	4,3	59	11	698

Source : Enquête prioritaire 1997.

II.11.3.7- Ensemble du pays

Tableau n°11.11

Faritany	Unité	RA	RS	RE	RENA	RP	RT	A	Total
Madagascar	%	32,7	35,2	1,6	21,1	1,8	6,3	1,3	100
	Milliards de FMG	2 052	2 204	101,8	1322	113	394	83	6270

Source : Enquête prioritaire 1997.

Bien que 67,6% des ménages malgaches soient des agriculteurs au niveau national, la proportion de leur revenu total dans la masse globale de revenu des ménages malgaches n'est que de 32,7% seulement. Le salariat, représenté à 14,6% au sein du groupe socio-économique, se trouve au premier rang des sources de revenus des ménages et qui concourt à occurrence de 35,2% à la formation de la masse de revenu national. Les revenus émanant des entreprises agricoles occupent la troisième place des pourvoyeurs de revenus. Il faut noter que comparativement aux résultats de l'EPM-93, on note une baisse en terme relatif de 15,2% de la masse de revenus agricoles, baisse compensée

par la hausse respective de +8,8% et 8,4% des activités salariales et des activités indépendantes. Le reste des sources de revenus est toujours relativement faible : 10%.

II.11.4- Par quintile de revenu

L'analyse de la structure des revenus des ménages par quintile montre des différences dans les sources. Pour les plus pauvres, l'essentiel de leurs revenus provient des activités dans le secteur primaire, agriculture et élevage : en décroissance de 73,6% à 24,1% pour les plus riches. Pour les plus riches, les activités salariales et les entreprises non agricoles diversifient, avec les activités agricoles, leurs sources de revenu : en croissance de 15,7% pour les plus pauvres à 65,5% pour les plus riches, dont 41% de revenus salariaux et 24,5% de revenus des entreprises non agricoles.

Comme de bien entendu, les revenus de propriétés ne commencent à être significatifs que pour les plus riches. Quant aux revenus provenant de transferts publics ou privés, ils profitent à quelques degrés près à toutes les couches de la population : de 1993 à 1997, on observe une augmentation globale de 4,2%.

Il ressort de ses répartitions que les aléas climatiques, les cataclysmes naturelles ont des impacts importants sur les ménages vulnérables. Dans le même sens, la vulgarisation des techniques agricoles, les aménagements et réhabilitations des infrastructures rurales, le développement des systèmes de crédit en faveur des ruraux devraient constituer la base des stratégies de la lutte contre la pauvreté.

Tableau n°11.12
Structure des revenus des ménages par quintile

Unité : en %

Quintile	RA	RS	RE	RENA	RP	RT	A	Total
Plus pauvres	70,6	6,5	3,0	9,2	0,4	6,8	3,5	100,0
Quintile_2	63,8	10,1	2,4	14,0	0,9	6,4	2,4	100,0
Quintile_3	50,9	21,7	1,7	16,1	0,9	7,0	1,7	100,0
Quintile_4	35,0	37,7	1,6	19,0	0,8	5,0	0,9	100,0
Plus riches	22,6	41,0	1,5	24,5	2,6	6,7	1,1	100,0
Ensemble	32,7	35,2	1,6	21,1	1,8	6,3	1,3	100,0

Source : Enquête prioritaire 1997.

II.11.5- Répartition des ménages par milieu et faritany selon les quintiles de revenus

II.11.5.1- Par quintile

L'analyse de la répartition des ménages par quintile selon le milieu est très intéressante pour la compréhension de l'incidence de la pauvreté dans chaque milieu. Néanmoins il faudra bien nuancer l'interprétation des résultats car cette répartition est fortement liée à l'effet de structure de la population. Qui plus est 23% des ménages habitent en milieu urbain et 77% restants sont par conséquent en milieu rural. Il résulte de la lecture du tableau ci-dessous que jusqu'au troisième quintile, au moins 80 % de la population résident en milieu rural. Les deux premiers quintiles montrent que la plupart des ménages pauvres se trouvent en milieu rural. La proportion des très pauvres se chiffre à 12,2 % dans les CUS et semble être très faible dans les 7 grandes villes de Madagascar (capitale, les 5 autres chefs lieux de province et Antsirabe ville). La pauvreté à Madagascar apparaît beaucoup plus une pauvreté rurale qu'urbaine.

On constate que, globalement, pour les milieux urbains, les pourcentages des ménages augmentent du quintile plus pauvre vers les quintiles plus riches tandis que pour le milieu rural, le pourcentage des ménages varie dans le sens inverse : en diminution des plus pauvres vers les plus riches.

Tableau n°11.13
Répartition des ménages par quintile selon le milieu

Unité : en %

Milieu	Plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riches	Ensemble
Capitale	2,1	4,6	4,2	7,2	11,0	5,8
AGCU	2,4	2,2	3,7	7,5	10,1	5,2
CUS	12,2	7,4	11,2	13,0	16,6	12,1
Rural	83,2	85,8	80,9	72,3	62,3	76,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête prioritaire 1997.

II.11.5.2- Par faritany

Le tableau suivant fournit une répartition par quintile de la masse des revenus et de l'effectif des ménages par faritany. Pour chaque quintile, on a calculé la répartition par faritany à la fois de la masse de revenu et de l'effectif total de la population. Les deux variables ne sont pas comparables en valeur absolue mais en terme relatif. Aussi, une distribution normale des revenus devrait suivre la règle suivante : un pourcentage donné de la masse de revenu dans un quintile donné devrait correspondre à peu près de ménages de telle sorte que l'intensité des inégalités à l'intérieur d'un quintile ne soit pas forte. Si on prend 100 FMG d'un quintile des plus pauvres d'une région donnée dont la masse totale de revenu correspondante à cette quintile est de 1000.FMG et supposant que le nombre de ménages pauvres de la région à cette classe est de 40 tandis que celui de l'ensemble de la quintile concerné est 400, en terme relatif une distribution égalitaire pour le groupe et la région étudiée devrait donner une proportion identique à la fois des ménages et de la masse de revenu de la région c'est-à-dire 10%.

En appliquant ce principe aux cas du tableau 11.14 pour voir la nature de la répartition, il s'ensuit que dans le quintile des plus pauvres, la proportion élevée des pauvres revient à Fianarantsoa (25,6%) avec une part de revenu de 14,7% dans le quintile concerné. Le deuxième faritany qui contient beaucoup de très pauvres est Mahajanga : 21,4% avec une part de revenu 18,4%. Dans le faritany de Toamasina, la part de revenu dans le quintile des plus pauvres est relativement importante qu'ailleurs alors que le nombre de pauvres qui lui revient n'est que 17,1% seulement. Ceci veut dire que Toamasina dispose de ménages très pauvres peu important mais leurs revenus par têtes sont largement au dessus de ceux des autres faritany et avoisinent la limite maximum de 76.834 FMG. Il en est de même pour Antsiranana. L'écart relatif à l'intérieur des très pauvres est très minime contrairement à Fianarantsoa et à Mahajanga. Pour les deux faritany restants, la distribution des revenus au sein des très pauvres est presque identique et présente peu d'écarts. Pour le deuxième quintile (souvent classé pauvres) et à l'exception d'Antananarivo, le même schéma est reconduit. Si telle est la situation des très pauvres, qu'en est-il des plus riches à Madagascar ?

A première vue, Antananarivo dispose de 43,3% de part de revenu des plus riches et 46,3% des ménages très riches. Ce résultat est tout à fait plausible dans la mesure qu'à Antananarivo est la capitale de Madagascar, abritant les différents grands centres de décision politiques et économiques et de communication, les centres bancaires et financiers et les différents sièges des grandes sociétés implantées à Madagascar.

Tableau n°11.14
Distribution des masses de revenus par faritany

Unité : en %

Faritany	Plus pauvre		Quintile 2		Quintile 3		Quintile 4		Plus riche		Total	
	% R	% M	% R	% M	% R	% M	% R	% M	% R	% M	% R	% M
Antananarivo	10,2	13,7	17,5	21,4	18,1	25,2	28,1	32,9	43,3	46,3	27,9	27,9
Fianarantsoa	14,7	25,6	20,0	30,0	12,6	20,5	9,1	12,4	5,7	7,5	10,8	19,2
Toamasina	31,5	17,1	31,4	18,5	29,3	20,6	23,5	17,6	13,1	9,8	23,0	16,7
Mahajanga	18,5	21,4	8,7	10,3	7,9	9,7	8,0	8,9	7,4	8,4	9,1	11,7
Toliary	15,7	15,8	12,6	11,4	21,6	14,8	21,3	18,4	17,0	17,8	18,0	15,7
Antsiranana	9,3	6,5	9,8	8,3	10,5	9,2	10,0	9,9	13,4	10,2	11,1	8,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête prioritaire 1997.

- % R : Pourcentage de la masse de revenu par faritany par rapport aux quintiles
- %M : Pourcentage des ménages du faritany par rapport aux quintiles

Le Tableau 11.14 compare la distribution des masses de revenu avec celle de des ménages par faritany. Il confirme les différences de revenus annuels moyens par ménage vus précédemment. Pour Toamasina qui bénéficie du grand revenu annuel moyen par ménage, suivi d'Antsiranana et, globalement de Toliary : dans tous les quintiles, le pourcentage de la masse de revenu est supérieur à celui du nombre de ménages, les pourcentages de la masse de revenu sont inférieurs aux poids en nombre de ménages.

On peut cependant repérer deux tendances de distribution. Dans un premier groupe de régions constitué d'Antananarivo, d'Antsiranana et, dans une moindre mesure, de Toliary : les pourcentages de revenu et des ménages augmentent des quintiles moins nantis vers les quintiles plus riches. Pour les autres faritany, les pourcentages varient dans le sens inverse en diminution des quintiles moins nantis vers les quintiles plus riches. Ces évolutions traduisent une meilleure tendance globale de répartition pour les uns que pour les autres.

II.12- FEMMES CHEFS DE MENAGES

II.12.1- Démographie

Le nombre de femmes chefs de ménages à Madagascar se chiffre à 477.558 individus, soit 17,3 % des chefs de ménages observés au cours de l'année 1997. Cette proportion a connu une baisse de 1,8% comparée au résultat de l'EPM-93. Cependant, ce nombre de femmes n'est pas négligeable dans la stratégie d'intégration de l'approche genre (sexe) dans le processus de développement économique et social du pays. Selon le milieu, 21,9% des ménages en milieu urbain sont dirigés par les femmes. La proportion est de 16 % en milieu rural pour 1997 contre 18% en 1993. L'âge moyen d'une femme chef de ménage est estimé à 48 ans selon les données de l'Enquête Prioritaire.

II.12.2- Femmes et niveau d'instruction

D'une manière globale, le niveau d'instruction influe sur la situation des ménages. Toutefois en regardant les deux premiers quintiles, il est surprenant de constater que les femmes ayant suivi l'enseignement primaire se débrouille moins bien que les sans instruction. Considérant alors le confinement des pauvres dans les activités agricoles, cela pourrait traduire le fait qu'ayant été déconnectés de ces travaux agricoles pendant un certain temps, les femmes du niveau d'instruction primaires sont moins habiles que les autres. Une réforme de l'enseignement primaire devrait ainsi prendre en compte cet aspect dans le milieu rural. Il est en effet constaté par ailleurs, qu'en matière de fécondité et de taille de ménage, les sans instruction ont un meilleur comportement que les femmes du niveau d'instruction primaire.

Tableau n°12.1

Répartition des femmes chef de ménages par quintile selon le niveau d'instruction

Unité : en %

Niveau d'instruction	Plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riches	Ensemble
Sans instruction	37,4	53,9	31,6	29,7	7,4	32,2
Primaire	62,6	39,9	54,1	54,6	45,7	50,9
Secondaire	-	6,2	14,4	15,6	43,2	16,1
Universitaire	-	-	-	-	3,8	0,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.12.3- Femmes chef de ménages et groupe socio-économique

Tableau n°12.2

Répartition des femmes chef de ménages par faritany selon le groupe socio-économique

Unité : en %

GSE10	Faritany						Madagascar
	Antananariv o	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Grand exploitant agricole	4,7	2,3	-	3,1	2,7	0,8	2,5
Moyen exploitant agricole	4,7	9,4	7,3	27,1	11,7	23,7	12,4
Petit exploitant agricole	28,9	39,5	61,3	47,1	47,8	42,6	43,4
Eleveur - Pêcheur - Chasseur	0,5	2,3	0,8	1,6	1,6	-	1,1
Petit exploitant non agricole	2,6	8,2	3,2	2,8	-	4,3	3,3
Commerçant - Entrepreneur	8,9	11,9	5,1	7,7	17,0	6,7	10,0
Cadre salarié	4,5	5,1	5,2	0,2	2,4	2,5	3,5
Employé et ouvrier	8,9	0,8	5,3	2,7	2,0	4,6	4,3
Main d'œuvre sans qualification	7,1	2,4	4,8	1,2	0,7	0,9	3,2
Autres	29,2	18,1	7,0	6,5	4,2	14,0	16,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Par faritany	23,4	16,3	15,5	13,5	19,8	11,5	100,0

Source : Enquête Prioritaire 1997

Quel que soit le faritany considéré, la plupart des femmes chefs de ménage malgaches travaillent dans le secteur agricole et en terme relatif leurs poids fluctuent entre 48% et 77,3%. La borne inférieure revient au faritany d'Antananarivo et la borne supérieure concerne le faritany de Mahajanga. Par tranche de superficie exploitée, d'un faritany à un autre, bon nombre des femmes chefs de ménages exploitent en général des terres d'une superficie maximum de 1,5 ha en d'autres termes elles sont toutes des "petits exploitants agricoles". C'est la raison pour laquelle la proportion de femmes chefs de ménage dans le groupe des petits exploitants agricoles est très élevée et constitue en moyenne 43,4% des femmes chefs de ménages à Madagascar.

On a déjà vu précédemment le degré d'importance de pénétration des femmes chefs de ménages dans les secteurs non agricoles et de services mais du point de vue de la salarisation, les femmes chefs de ménage par faritany occupent des emplois salariés presque à tous les différents niveaux de qualification des salariés : cadres supérieurs, employés et ouvriers qualifiés et les mains d'œuvre non qualifiés. Le taux de salariat global (la somme des pourcentages des salariés par type de postes) varie de 8,3% à 19,5%. Il est très élevé à Antsiranana (19,5%), suivi de Fianarantsoa (17,2%) et Toliary (16,9%). Ce taux se situe à un niveau très faible pour Antananarivo (8,3%). Sur l'ensemble du pays, une femme sur dix des femmes chefs de ménages est un salarié.

II.12.4- Femmes entrepreneurs

II.12.4.1- Au niveau national

Tableau n°12.3
Répartition par branche des ENA détenues par les femmes

Secteurs	Pourcentage des femmes
Primaire	13,5
Secondaire	16,8
Tertiaire	47,8
Autres	21,9
Total	100

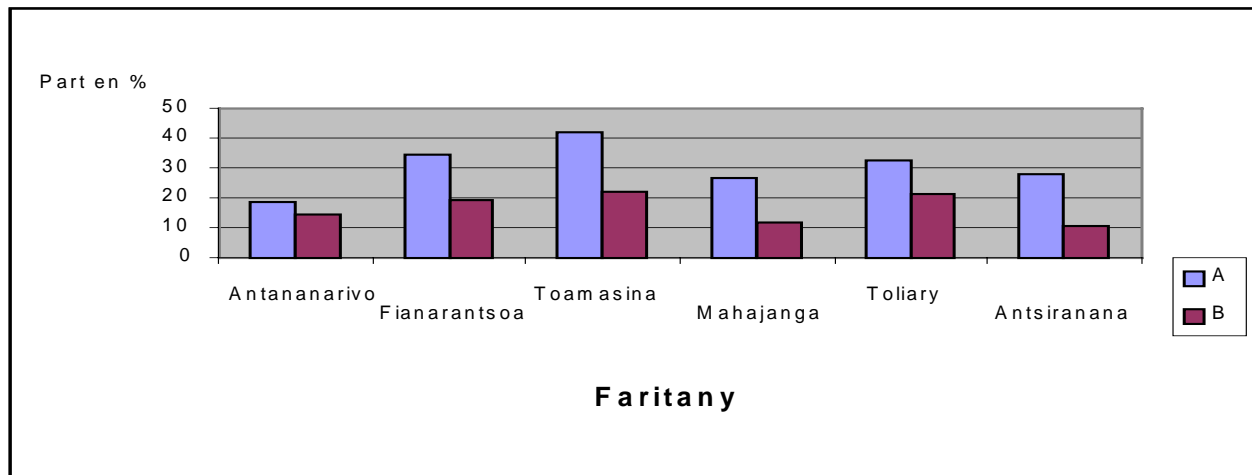
Source : Enquête Prioritaire 1997

Il convient de souligner que 28,6% des femmes chefs de ménage possèdent leurs propres entreprises non agricoles. Le secteur tertiaire est le secteur de prédilection de 47,8% d'entre elles.

Etant donné que l'activité dans le secteur secondaire nécessite plus de main d'œuvre et de qualification, une femme sur deux (parmi les chefs d'ENA) a choisi le secteur tertiaire : 45% en sont des commerçantes contre 36,5% chez les hommes.

II.12.4.2- Par faritany

Graphique 12.1
Répartition des femmes chefs



Source : Enquête Prioritaire 1997

- A = % des femmes ayant des ENA dans le faritany
- B = % des entreprises non agricoles du faritany par rapport à l'ensemble du pays

Le graphique ci-dessus fait apparaître que Toamasina est le premier faritany du pays où la proportion des femmes chefs et propriétaires d'ENA par rapport aux effectifs des ménages qui possèdent des ENA dans la région a atteint un niveau record, près de 40% et ce fait est en opposition avec le faritany d'Antananarivo où les femmes chefs de ménage n'arrivent pas encore à bien percer à développer des petites unités de production parallèlement aux hommes chefs de ménage.

Répartis sur l'ensemble des faritany, les poids des ENA dirigées par les femmes chefs dans les faritany de Toamasina, de Toliary et dans une moindre mesure dans celui de Fianarantsoa, sur l'ensemble des ENA du pays, sont sensiblement égaux (des poids respectifs qui tournent autour de 20 % de l'ensemble des ENA). Ce poids est assez élevé à Antananarivo comparativement aux faritany de Mahajanga et d'Antsiranana.

II.12.4.3- Par milieu

Tableau n°12.4
Répartition des femmes ayant des ENA par milieu

Milieu	A	B
Capitale	24,5	5,1
AGCU	32,1	7,4
CUS	31,3	16,8
Rural	30	70,7
Total	-	100

- A = % des femmes ayant des ENA dans le milieu
- B = % des entreprises non agricoles du milieu par rapport à l'ensemble du pays

Une sur cinq des femmes chefs de ménage de la Capitale dispose des ENA alors que dans les autres milieux, une femme sur trois en possède. Malgré le poids crucial des ENA en milieu rural ; car 70,7% de l'ensemble des ENA à Madagascar y sont implantés, la proportion des femmes chefs de ménages propriétaires d'ENA reste encore relativement faible puisqu'elle ne représente que 30 % seulement des femmes chefs de ménage.

II.12.5- Femmes chefs de ménage et source de revenu : revenu moyen et répartition par quintile

II.12.5.1- Source de revenu par quintile

Bien que les femmes chefs de ménages, comme le démontrent les résultats du tableau, disposent de plusieurs sources de revenus, une grande partie de leurs revenus proviennent des activités agricoles. En effet, pour commencer les femmes malgaches ne quittent pas définitivement le secteur traditionnel qu'est l'agriculture pour chercher d'autres sources de revenus mais pénètrent les autres secteurs porteurs de revenus tels l'entrepreneuriat et toutes les activités de location et d'investissements. Les femmes très pauvres et issues du quintile suivant (souvent pauvres aussi) par exemple sont fortement tributaires du secteur agricole dans la formation de leurs revenus (au moins 50%) alors que les femmes riches tirent l'essentiel de leurs revenus d'abord de la possession des entreprises non agricoles et de services (41,1%) et ensuite des activités salariales (26%). Dans l'ensemble, les activités liées aux entreprises non agricoles et de services (en tant que employé et / ou propriétaire) constituent la seconde source principale de revenus. La troisième source est dévolue au salariat, quoique faible pour les très pauvres, la part du salariat dans le processus de formation du revenu est une fonction croissante du quintile donc du niveau de vie. Aussi n'est-il pas étonnant de voir que les femmes chefs de ménage riche contribuent moins que les autres aux revenus agricoles mais beaucoup plus aux revenus salariaux. Le dernier point à soulever est quelque soit le quintile d'appartenance des femmes, les revenus de transferts sont assez significatifs avec une proportion allant de 13,4% à 17,7%.

Au niveau national, on s'aperçoit que la première source de revenu des femmes chefs provient des activités liées aux entreprises non agricoles.

Tableau n°12.5

Unité : en %

Quintiles	RA	RS	RE	RENA	RP	RT	A	Total
Plus pauvre	61,4	4,2	4,4	9,2	0,6	16,7	3,5	100,0
Quintile_2	52,2	10,5	1,9	15,4	2,6	15,0	2,4	100,0
Quintile_3	39,9	13,1	1,3	23,0	3,4	17,7	1,7	100,0
Quintile_4	30,7	18,1	0,9	32,7	1,3	13,4	3,1	100,0
Quintile_5	12,0	26,0	0,3	41,1	1,0	16,0	3,7	100,0
Ensemble	23,8	20,9	0,7	34,4	1,5	15,5	3,2	100,0

Source : Enquête Prioritaire 1997

II.12.5.2- Structure de la population des femmes chefs de ménages par quintile

Le graphique ci-dessous montre la répartition en % des effectifs des femmes chefs de ménage par quintile de revenu. 25% des femmes chefs de ménage sont dans le quintile des moins nantis et la proportion des femmes plus riches varient de 15% à 20%.

Graphique 12.2
Répartition par quintile de revenu des femmes chefs des ménages

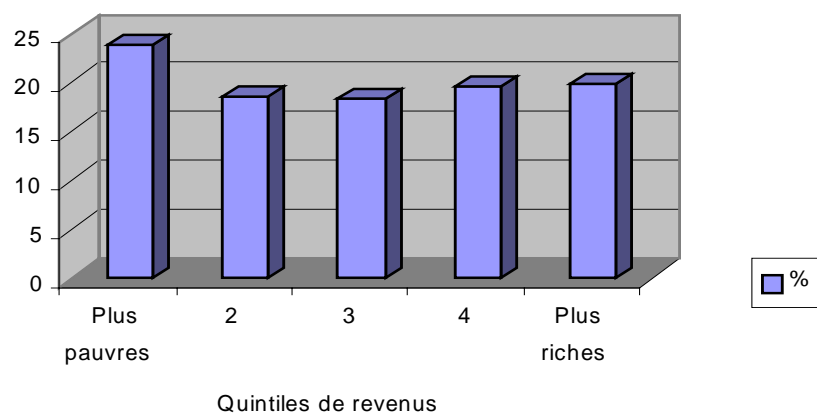


TABLE DES MATIERES

I. PRESENTATION DE L'ENQUETE PRIORITAIRE.....	0
I.1- Introduction	1
I.2- Méthodologie de l'enquête	1
I.2.1- Objectifs	1
I.2.2- Groupes cibles	1
I.3- Plan de sondage	1
I.4- Organisation de la collecte	2
I.4.1- Durée de la collecte	2
I.4.2- Equipe de collecte	2
I.4.3- Mode de collecte	2
I.4.4- Description des documents d'enquête :	2
I.4.5- Caractéristiques des données.....	3
I.4.6- Contrôle des données au niveau de la collecte.....	4
I.4.7- Organisation de la saisie.....	4
I.4.8- Contrôles des données au niveau du traitement informatique	4
I.5- Qualité des données de l'Enquête Prioritaire	4
I.5.1- Taux de remplacement et taux de refus.....	4
I.5.2- Dépenses et revenus	5
II. PRESENTATION GENERALE DES RESULTATS DE L'ENQUETE PRIORITAIRE.....	6
II.1- DEMOGRAPHIE	6
II.1.1- Population	6
II.1.2- Ménage.....	10
II.2- MIGRATION.....	16
II.2.1. Un faible taux de migration.....	16
II.2.2. L'intervalle de migration	17
II.2.3. Raisons de migration.....	17
II.3- SITUATION SANITAIRE DE LA POPULATION AU COURS DES DEUX DERNIERES SEMAINES.....	19
II.3.1- Situation générale.....	19
II.3.2- Incidence de la maladie dans la population	19
II.3.3- Motifs de consultation	20
II.3.4-Types de prestataires	21
II.3.5- Dépenses de soins	22
II.3.6- Etat nutritionnel des enfants	23
II.4- EDUCATION.....	29
II.4.1- Etat de Scolarisation de la population.....	29
II.4.2- De la population scolaire actuelle	29
II.4.3- Du taux de scolarisation.....	31
II.4.4- Du niveau d'instruction	32
II.5- EMPLOI.....	38
II.5.1- Population active et emploi.....	38
II.5.2- Emplois	41
II.5.3- Le chômage.....	44
II.5.4- Incidence des activités secondaires.....	47
II.5.5- Trajectoire des emplois	48
II.6- LOGEMENT ET ACCES AUX SERVICES	51
II.6.1- Le type de logement	51
II.6.2- Nombre de pièces occupées	53
II.6.3- Statut d'occupation	55
II.6.4- Les qualités du logement	56

II.7- ELEVAGE ET ACTIVITES AGRICOLES	61
II.7.1- Caractéristiques socio-économiques des agriculteurs.....	61
II.7.2- Activités de production agricoles.....	63
II.7.3- Elevage.....	71
II.8- LES ENTREPRISES NON AGRICOLES (ENA).....	73
II.8.1- Considérations générales	74
II.8.2- Répartition des entreprises non agricole (ENA)	76
II.8.3- Démographie des ENA	77
II.8.4- Structure des emplois (forte proportion de l'auto-emploi).....	79
II.8.5- Performance et évolution comptable	80
II.8.6- Situation vis à vis de l'administration	82
II.8.7- Aides financières.....	84
II.9- DEPENSES DES MENAGES	85
II.9.1- Définition des quintiles de dépenses des ménages	85
II.9.2- Dépenses totales des ménages	86
II.9.3- Dépenses alimentaires.....	95
II.9.4- Dépenses affectées aux produits de première nécessité.....	102
II.10- AVOIRS DES MENAGES.....	104
II.10.1- Existence des différents types de biens.....	104
II.10.2- Dépense moyenne des ménages par type de bien	106
II.11- LES REVENUS DES MENAGES	109
II.11.1- Définition des revenus des ménages	109
II.11.2- Masse de revenu, part de revenus et proportion de la population.....	109
II.11.3- Structure des revenus par source au niveau national et par faritany	112
II.11.4- Par quintile de revenu	115
II.11.5- Répartition des ménages par milieu et faritany selon les quintiles de revenus.....	115
II.12- FEMMES CHEFS DE MENAGES.....	118
II.12.1- Démographie.....	118
II.12.2- Femmes et niveau d'instruction.....	118
II.12.3- Femmes chef de ménages et groupe socio-économique	118
II.12.4- Femmes entrepreneurs	119
II.12.5- Femmes chefs de ménage et source de revenu : revenu moyen et répartition par quintile...	121

LISTE DES TABLEAUX DE L'ENQUETE PRIORITAIRE

PRESENTATION GENERALE DES RESULTATS DE L'ENQUETE PRIORITAIRE

II.1- DEMOGRAPHIE

Population par milieu de résidence selon le sexe	6
Répartition de la population par faritany selon le sexe.....	7
Répartition de la population par groupe d'âges selon le sexe et le milieu de résidence	8
Rapport de dépendance par quintiles de dépenses courantes totales selon les faritany	10
Effectif et répartition des ménages par faritany et milieu de résidence	11
Taille moyenne des ménages selon le sexe du chef de ménage et le milieu de résidence.....	11
Taille moyenne des ménages par sexe du chef de ménage selon les faritany	12
Répartition des chefs de ménage selon le groupe d'âge, le sexe et le milieu de résidence	13
Répartition des chefs de ménage et âge moyen selon le sexe du chef de ménage et les faritany	13
Répartition des chefs de ménage par état matrimonial selon le milieu de résidence et le sexe du chef de ménage.....	14
Répartition des chefs de ménage par groupe socio-économiques selon le milieu de résidence et les faritany	15

II.2- MIGRATION

Taux de migration par quintile	16
Intervalle de migration	17

II.3- SITUATION SANITAIRE DE LA POPULATION AU COURS DES DEUX DERNIERES SEMAINES

Taux de prévalence des maladies par faritany, sexe et par milieu	20
Pourcentages des malades par faritany et par quintile de dépenses	20
Les motifs de consultations par groupe d'âge	21
Les motifs de consultations par sexe et groupe socio-économique	21
Type de prestataire par quintile de dépenses.....	22
Les dépenses de soins par type de service.....	22
Les dépenses de soins par Faritany	23
Les dépenses de soins par type de service et motif de consultation	23
Etat nutritionnel des enfants de 3 à 59 mois.....	25
Variation des mesures anthropométrique	27
Des enfants en pourcentage au niveau de l'ensemble.....	27

II.4- EDUCATION

Proportion de ceux qui ont déjà fréquenté l'école par faritany et selon le milieu et le sexe.....	29
Répartition de la population scolaire selon le type d'écoles (privé / public), par faritany et milieu.....	30
Répartition de ceux qui ont fréquenté l'école et acquis un niveau donné selon le quintile et le niveau fréquenté	30
Répartition de la population scolaire actuelle et de la population de 5 à 15 ans	31
Taux de scolarisation (brut et net) par niveau.	31
Répartition de la population par niveau d'instruction selon le sexe	32
Répartition de la population par niveau d'instruction selon le milieu	32
Proportion de la population selon le niveau d'instruction et le faritany	33
Répartition selon le groupe socio-économique et le niveau d'instruction du chef de ménage	33
Proportion de la population selon le niveau d'instruction et le quintile	33
Répartition des raisons de la non fréquentation scolaire selon le milieu.	34
Distribution des raisons de non scolarisation selon le groupe socio-économique.	34
Proportions de non instruits selon le faritany, le sexe et le milieu.....	35
Proportion des non instruits selon le groupe socio-économique	36
Niveau de dépenses d'éducation selon le faritany.	36
Répartition des dépenses d'éducation des ménages selon le quintile.	36

II.5- EMPLOI

Quelques caractéristiques socio-démographiques de la population en âge de travailler par faritany	39
Quelques caractéristiques socio-démographiques de la population active par faritany	40
Structure des emplois par branche et selon le niveau d'instruction des actifs	43
Rémunération annuelle moyenne par Faritany	44
Quelques caractéristiques socio-démographiques des chômeurs par faritany	47
Taux d'incidence des activités secondaires par groupe socio-économique agrégé et par quintile de dépenses	48
Motifs de changement d'activités par Faritany.....	50

II.6- LOGEMENT ET ACCES AUX SERVICES

Répartition des types de logement.....	51
Répartition des types de logement par milieu de résidence.....	52
Répartition des types de logement par groupe socio-économique.....	52
Répartition des types de logement par quintile.....	53
Répartition du nombre d'individus par pièce.....	53
Nombre d'individus moyen et médian par pièces selon le milieu.....	54
Nombre d'individus moyen et médian par pièces selon le quintile de dépenses.....	54
Nombre d'individus moyen et médian par pièces selon le groupe socio-économique.....	54
Statuts d'occupation et variation 1996-1997	55
Statuts d'occupation par milieu de résidence.....	55
Statuts d'occupations par quintile.....	56
Répartition des accès aux services	57
Accès au services par milieu (en 1997).....	58
Accès aux services par Faritany (en 1997).....	59

II.7- ELEVAGE ET ACTIVITES AGRICOLES

Distribution des ménages agriculteurs par faritany selon le sexe du chef de ménage.....	62
Quelques caractéristiques de l'actif agricole.....	63
Répartition des ménages agricoles par milieu et par tranches de superficies exploitées	63
Répartition des parcelles par Faritany selon leur mode d'acquisition	64
Variation d'embauche par Faritany durant les 12 derniers mois	64
Pourcentage des ménages occupés par type de culture dans l'ensemble des ménages agriculteurs	65
Superficies totales exploitées par type de culture par régions agro-écologique	67
Production totale par type de culture par Faritany	68
Taux d'accès aux intrants et d'utilisation des services de vulgarisation agricole par Faritany.....	70
Principales sources de financement par Faritany.....	71

II.8- LES ENTREPRISES NON AGRICOLES (ENA)

Distribution de la possession d'ENA par milieu	74
Distribution de la possession d'ENA par faritany.....	75
Distribution de la possession d'ENA par quintile de dépense.....	75
Distribution de la possession d'ENA par niveau d'instruction.....	75
Distribution de la possession d'ENA par groupe socio-économique.....	76
Répartition des ENA par branche d'activité et milieu	76
Répartition par branche d'activité et faritany des ENA	77
Distribution des entreprises nouvellement créées par faritany	77
Distribution des entreprises nouvellement créées par branche d'activité.....	77
Taux de mortalité des entreprises par faritany.....	78
Taux de mortalité des entreprises par branche d'activité	78
Âge des ENA selon la branche.....	78
Structure de l'emploi (12 derniers mois) selon le milieu	79
Structure de l'emploi (il y a un an) selon le milieu	79
Structure de l'emploi (12 derniers mois) selon le faritany	80
Chiffre d'affaires moyen annuel en 1997 par branche	80
Chiffre d'affaires moyen annuel en 1997 par Faritany.....	80
Revenu net moyen en 1997 par branche.....	81
Revenu net moyen en 1997 par faritany.....	81
Evolution du chiffre d'affaires par branche	81
Evolution du chiffre d'affaires par faritany.....	82
Taux d'enregistrement par branche.....	82
Taux d'enregistrement par faritany	82
Taux de paiement d'impôt par branche.....	83
Taux de paiement d'impôt par faritany	83
Taux d'adhérence à la sécurité sociale par branche	83
Taux d'adhérence à la sécurité sociale par faritany	84
Distribution de la provenance des aides financières.....	84

II.9- DEPENSES DES MENAGES

Répartition des ménages par quintiles de dépenses totales par tête et par Faritany.....	85
Evolution des pourcentages de ménages par quintile par rapport à 1993.....	86
Répartition de la masse de dépenses par faritany	86
Répartition de la masse de dépense par groupe socio-économique.....	87
Répartition de la masse de dépense par quintile.....	87

Indice de GINI par faritany	88
Evolution des indicateurs nationaux.....	90
Evolution des taux de croissance par secteur	91
Structure des dépenses totales par Faritany.....	91
Structure des dépenses totales par groupe socio-économique.....	92
Structure de dépenses totales par quintile	93
Rapport de la dépense moyenne des ménages du faritany selon le poste par la dépense moyenne des ménages de l'ensemble du poste.....	93
Rapport de la dépense moyenne des ménages du GSE selon le grand poste par la dépense moyenne nationale du poste ...	94
Rapport de la dépense moyenne des ménages du quintile selon le poste par la dépense moyenne nationale du poste	95
Variation des grands poste de dépenses au niveau national	95
Répartition des dépenses alimentaires selon le groupe socio-économique par faritany	96
Répartition des dépenses alimentaires par quintile selon le groupe socio-économique.....	96
Répartition des dépenses alimentaires par quintile selon le faritany	97
Structure des dépenses alimentaires par Faritany.....	97
Structure de dépense alimentaire par groupe socio-économique.....	98
Structure de dépense alimentaire par quintile.....	99
Rapport de la dépense moyenne alimentaire du groupe de produits par celle au niveau national selon le faritany.....	100
Rapport de la dépense moyenne alimentaire du groupe de produits par celle au niveau national selon le groupe socio-économique	100
Rapport de la dépense moyenne alimentaire du groupe de produits par celle au niveau national selon le quintile.....	101
Variation des dépenses alimentaires par groupe de produits.....	102
Part de dépense des PPN.....	102
Structure de dépense en PPN par faritany	103

II.10- AVOIRS DES MENAGES

Proportion des ménages ayant le bien i par Faritany.....	105
Proportion des ménages ayant le bien i par quintile de dépenses.....	106
Dépense moyenne des ménages par type de bien selon Faritany.....	107
Dépense moyenne des ménages par type de bien selon le quintile de dépense par tête	107
Pourcentage des ménages selon la variation du nombre des biens d'équipement	108

II.11- LES REVENUS DES MENAGES

Etat du revenu par faritany	110
Etat du revenu par milieu	111
Structure de la masse de revenu	111
Etat du revenu par groupe socio-économique	112
Structure des revenus des ménages par quintile	115
Répartition des ménages par quintile selon le milieu	116
Distribution des masses de revenus par faritany.....	117

II.12- FEMMES CHEFS DE MENAGES

Répartition des femmes chef de ménages par quintile selon le niveau d'instruction	118
Répartition des femmes chef de ménages par faritany selon le groupe socio-économique	118
Répartition par branche des ENA détenues par les femmes	119
Répartition des femmes ayant des ENA par milieu	120

II. PRESENTATION GENERALE DES RESULTATS DE L'ENQUETE PRIORITAIRE

II.1- DEMOGRAPHIE

Pyramide des âges de la population, ensemble du pays.....	8
---	---

II.2- MIGRATION

Taux de migration selon le groupe socio-économique	17
Distribution des raisons de migration	18

II.3- SITUATION SANITAIRE DE LA POPULATION AU COURS DES DEUX DERNIERES SEMAINES

Des enfants en pourcentage au niveau de l'ensemble (1993 – 1997).....	28
---	----

II.4- EDUCATION

II.5- EMPLOI

Profil du taux d'activité par sexe et par milieu au cours des 12 derniers mois	41
Structures par branche d'activité des emplois du chef de ménage selon le milieu	42
Profil du taux d'activité par sexe et par milieu au cours des 7 derniers jours	45
Profil du taux de chômage par sexe et par milieu au cours des 7 derniers jours	46

II.6- LOGEMENT ET ACCES AUX SERVICES

II.7- ELEVAGE ET ACTIVITES AGRICOLES

Répartition des superficies rizicoles par faritany.....	66
Utilisation de la production par type de culture.....	70

II.8- LES ENTREPRISES NON AGRICOLES (ENA)

II.9- DEPENSES DES MENAGES

Courbes de concentration	88
--------------------------------	----

II.10- AVOIRS DES MENAGES

II.11- LES REVENUS DES MENAGES

Part de revenu et proportion de la population.....	110
--	-----

II.12- FEMMES CHEFS DE MENAGES

Répartition des femmes chefs	120
Répartition par quintile de revenu des femmes chefs des ménages.....	122

ANNEXE

L'exactitude des résultats de l'Enquête auprès des ménages de 1997, par David J. Megill, International Programs Center, Us Bureau of the Census

Lorsqu'on utilise les résultats de l'EPM 1997, il est important d'examiner l'exactitude des données de l'enquête, qui est influencée par deux types d'erreurs, l'erreur d'échantillonnage et l'erreur de mesure. L'erreur d'échantillonnage est la variabilité des estimations due au fait que les données proviennent d'un échantillon de la population. L'erreur de mesure provient de toutes autres sources d'erreur des données de l'enquête : par exemple les réponses incorrectes dans le questionnaire, les erreurs de codification, les erreurs de traitement et les non réponses. L'erreur de mesure portant sur des caractéristiques telles que le revenu moyen par ménage et les dépenses peut provoquer un biais non quantifié, bien que des programmes de contrôle de qualité aient été activés pendant la collecte des données et lors du traitement afin de minimiser ce type de biais.

L'écart-type, qui est la racine carrée de la variance, sert à mesurer l'erreur d'échantillonnage, quoiqu'il peut inclure également une petite partie de l'erreur de mesure. L'estimateur de la variance devrait prendre en compte les différents aspects du plan de sondage, telles la stratification et de mise en grappe. On a utilisé le module **CENVAR** (Census Variance Calculation System) du logiciel **IMPS** (Integrated Microcomputer Processing System) pour tabuler les mesures de précision des estimations les plus importantes de l'enquête de 1997. En plus de l'écart-type, les tableaux de CENVAR fournissent les mesures suivantes :

- le **coefficient de variation**, ou erreur relative, qui est égal à la valeur estimée divisée par l'écart-type ;
- l'**intervalle de confiance** à 95%, qui est l'intervalle ayant une probabilité égale à 95% de contenir la vraie valeur, est égale à la valeur estimée plus ou moins 1.96 fois l'écart-type.
- Le "**design effect**", (DEFF) ou effet de sondage, défini comme le rapport de la variance d'une variable particulière à partir de l'échantillon actuel à la variance correspondante à partir d'un échantillon aléatoire simple de la même taille. Le DEFF est une mesure de l'efficacité relative du plan de sondage, et tient compte des effets de la stratification, de mise en grappe et des différences de taux de sondage.

L'analyse sur CENVAR a porté sur les estimations du revenu moyen par ménage, les dépenses totales moyennes et les dépenses moyennes sur les produits alimentaires et non alimentaires selon la répartition géographique (paritaire et milieu), et les proportions des ménages selon l'activité principale du chef de ménage. Les résultats de CENVAR sont présentés en annexe.

TABLEAU DES ERREURS DE SONDAGE

1. Revenu moyen par ménage selon le domaine géographique (en FMG) (*)

Catégorie	Valeur	Erreur Type	C.V. (%)	Intervalle de confiance 95% Lim. Infér. Lim. Super.	Effet de Sondage	Nombre de Ménages
MADAGASCAR	2,330,089	89,796	3.85	2,154,088 2,506,089	3.89	6,226
FARITANY						
ANTANANARIVO	2,374,197	166,586	7.02	2,047,689 2,700,706	2.44	2,198
FIANARANTSOA	1,304,205	99,172	7.60	1,109,827 1,498,583	4.73	974
TOAMASINA	3,153,052	241,825	7.67	2,679,075 3,627,029	5.51	943
MAHAJANGA	1,787,341	142,619	7.98	1,507,808 2,066,874	3.87	750
TOLIARY	2,695,735	366,046	13.58	1,978,284 3,413,185	7.76	720
ANTSIRANANA	2,924,924	217,233	7.43	2,499,148 3,350,700	1.32	641
MILIEU						
URBAIN	3,154,890	127,264	4.03	2,905,452 3,404,328	1.68	2,527
RURAL	2,084,361	109,993	5.28	1,868,775 2,299,948	4.68	3,699

(*) Calcul excluant les valeurs aberrantes.

2. Dépenses totales par ménage selon le domaine géographique (en FMG)

Catégorie	Valeur	Erreur Type	C.V. (%)	Intervalle de confiance 95% Lim. Infér. Lim. Super.	Effet de Sondage	Nombre de Ménages
MADAGASCAR	1,923,079	72,286	3.76	1,781,399 2,064,759	2.72	6,226
FARITANY						
ANTANANARIVO	2,976,277	182,358	6.13	2,618,856 3,333,698	2.08	2,198
FIANARANTSOA	1,150,914	90,201	7.84	974,119 1,327,709	3.58	974
TOAMASINA	1,494,625	102,563	6.86	1,293,603 1,695,648	3.02	943
MAHAJANGA	1,212,502	107,862	8.90	1,001,092 1,423,912	2.19	750
TOLIARY	2,000,738	277,518	13.87	1,456,802 2,544,674	8.13	720
ANTSIRANANA	1,989,689	100,100	5.03	1,793,492 2,185,886	0.54	641
MILIEU						
URBAIN	3,945,586	175,669	4.45	3,601,275 4,289,897	1.33	2,527
RURAL	1,320,528	77,039	5.83	1,169,532 1,471,524	7.03	3,699

..

3. Dépenses alimentaires par ménage selon le domaine géographique (en FMG)

Catégorie	Valeur	Erreur Type	C.V. (%)	Intervalle de confiance 95%		Effet de Sondage	Nombre de Ménages
				Lim. Infér.	Lim. Super.		
MADAGASCAR	1,309,884	46,086	3.52	1,219,555	1,400,213	3.27	6,226
FARITANY							
ANTANANARIVO	1,912,120	98,078	5.13	1,719,887	2,104,353	2.34	2,198
FIANARANTSOA	809,951	57,405	7.09	697,437	922,465	4.72	974
TOAMASINA	1,050,857	75,261	7.16	903,346	1,198,368	3.10	943
MAHAJANGA	799,427	73,053	9.14	656,243	942,612	2.77	750
TOLIARY	1,504,366	201,284	13.38	1,109,849	1,898,883	7.92	720
ANTSIRANANA	1,377,746	82,791	6.01	1,215,476	1,540,016	0.66	641
MILIEU							
URBAIN	2,575,799	89,411	3.47	2,400,554	2,751,045	1.30	2,527
RURAL	932,739	53,310	5.72	828,252	1,037,226	6.74	3,699

4. Dépenses non-alimentaires par ménage selon le domaine géographique (en FMG)

Catégorie	Valeur	Erreur Type	C.V. (%)	Intervalle de confiance 95%		Effet de Sondage	Nombre de Ménages
				Lim. Infér.	Lim. Super.		
MADAGASCAR	613,195	34,549	5.63	545,479	680,911	1.56	6,226
FARITANY							
ANTANANARIVO	1,064,157	108,623	10.21	851,257	1,277,057	1.45	2,198
FIANARANTSOA	340,963	39,863	11.69	262,832	419,093	1.59	974
TOAMASINA	443,768	33,877	7.63	377,369	510,167	2.30	943
MAHAJANGA	413,075	44,537	10.78	325,782	500,368	1.63	750
TOLIARY	496,372	84,984	17.12	329,804	662,939	3.24	720
ANTSIRANANA	611,943	38,874	6.35	535,749	688,136	0.56	641
MILIEU							
URBAIN	1,369,786	115,822	8.46	1,142,775	1,596,798	1.15	2,527
RURAL	387,789	28,070	7.24	332,771	442,807	3.90	3,699

//

5. Distribution des ménages selon l'activité principale du chef (en pourcentage)

Catégorie	Valeur (%)	Erreur Type	C.V. (%)	Intervalle de confiance 95%		Effet de Sondage	Nombre de Ménages
				Lim. Infér.	Lim. Super.		
GROUPE SOCIOÉCONOMIQUE							
GRAND EXPL.AGRIC	7.2	0.9	12.72	5.4	9.0	7.81	343
MOYEN EXPL.AGRIC	20.1	1.3	6.54	17.5	22.7	6.70	1,007
PETIT EXPL.AGRIC	40.6	1.9	4.62	36.9	44.3	9.08	2,002
ELEVEUR	0.5	0.1	27.79	0.2	0.7	2.30	26
PECHEUR	1.0	0.5	45.65	0.1	1.9	13.02	56
CHASSEURS	0.0	0.0	70.70	-0.0	0.1	1.37	2
PETIT EXP.N.AGR.	2.2	0.4	18.63	1.4	2.9	4.77	158
COMMERÇANTS	4.1	0.4	10.06	3.3	4.9	2.67	341
PETIT ENT. SERV.	0.7	0.1	13.66	0.5	0.9	0.87	86
GR.MOY.ENT.SERV.	0.2	0.0	24.29	0.1	0.3	0.69	17
CADRE SALARIE	5.1	0.4	8.68	4.2	5.9	2.50	426
EMPLOYE, OUVRIER	6.9	0.5	7.48	5.9	7.9	2.59	754
M.D'OUVRE S.QUAL	2.6	0.3	11.39	2.0	3.2	2.18	223
AIDES FAMILIAUX	0.1	0.0	46.36	0.0	0.2	1.15	7
FEM./HOM.AU FOYE	0.6	0.2	34.12	0.2	0.9	4.10	31
CLERGE	0.3	0.1	27.73	0.1	0.5	1.45	16
APPRENTI	0.0	0.0	68.67	-0.0	0.1	0.92	3
AUTRES	7.9	0.4	5.69	7.0	8.7	1.72	728